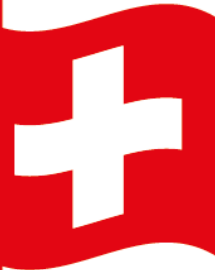


ARGUMENTAIRE

Initiative populaire « Pour une immigration modérée (Initiative de limitation) »

OUP 
**à une immigration
modérée**

Comité d'initiative

« pour une immigration modérée (initiative de limitation) »

CCP: 31-572732-0

www.initiative-de-limitation.ch

info@initiative-de-limitation.ch

Etat au 15 juillet 2020

Table des matières

TABLE DES MATIÈRES	1
1. OUI À UNE IMMIGRATION MODÉRÉE	3
2. LA CRISE COVID-19 ET SES CONSÉQUENCES POUR NOTRE PAYS	7
3. UN MILLION D'IMMIGRANTS EN 13 ANS	14
4. PERTE COMPLÈTE DU CONTRÔLE DE L'IMMIGRATION	16
5. L'IMMIGRATION RESTERA LE MOTEUR DE LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE	18
6. OBJECTIF DE L'INITIATIVE POPULAIRE POUR UNE IMMIGRATION MODÉRÉE...21	
6.1. Texte de l'initiative	21
6.2. Gestion autonome de l'immigration	22
6.3. Le principe nuisible de la libre circulation des personnes doit être aboli.....	24
6.4. Interdiction d'adapter ou d'étendre des accords existants.....	24
6.5. Négociations avec l'UE – si nécessaire résiliation	25
7. LES CONSÉQUENCES DE 13 ANNÉES DE COMPLÈTE LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES	25
7.1. Main-d'œuvre bon marché et regroupement familial au lieu de professionnels qualifiés.....	25
7.1.1. Plus d'un tiers des immigrants ne viennent pas pour travailler	26
7.1.2. Seul un immigrant sur cinq travaille dans une branche connaissant une pénurie de professionnels qualifiés.....	27
7.1.3. Moins de 20% de tous les immigrants UE sont véritablement des professionnels qualifiés	28
7.1.4. La première qualité de la main-d'œuvre importée est d'être bon marché	28
7.2. Les immigrants minent la prospérité de la Suisse	29
7.2.1. L'immigration n'a presque pas d'effet sur la performance économique	29
7.2.2. Les professionnels hautement qualifiés quittent la Suisse, les autres restent.....	31
7.2.3. Hausse du chômage.....	32
7.3. Effets négatifs sur le marché du travail.....	33
7.3.1. Les frontaliers font pression sur les salariés suisses.....	33
7.3.2. Effets d'éviction particulièrement fort au Tessin et en Suisse romande	36
7.3.3. Pression sur les salaires à cause de la concurrence UE bon marché	37
7.3.4. Le projet de prestation transitoire confirme la nécessité d'une intervention.....	38
7.3.5 L'obligation d'annoncer les postes vacants n'aide par les Suisses en quête d'un emploi	40
7.4. L'immigration incontrôlée charge les institutions sociales	42
7.4.1. Un nombre disproportionné d'immigrants touchent l'assurance-chômage	42
7.4.2. Les charges de l'aide sociale explosent	45
7.4.3. L'AVS et les prestations complémentaires offertes aux immigrants UE	47

7.5. Explosion des prix du terrain et des logements.....	49
7.6. L'immigration de masse détruit les paysages et la nature et surcharge les infrastructures.....	51
7.6.1. Bouchons sur les routes et trains bondés – l'infrastructure de transport atteint les limites de sa capacité.....	52
7.6.2. L'immigration annihile les effets des économies d'énergie	54
7.6.3. L'immigration torpille la politique climatique suisse	55
7.7. Les écoles souffrent de l'immigration	56
7.7.1. Hausse des coûts dans le domaine scolaire	57
7.7.2. Les écoliers suisses sont freinés par les étrangers.....	57
7.8. Criminalité importée	59
7.9. Etrangers dans leur propre pays – l'identité suisse est menacée	61
8. OUI AUX ACCORDS BILATÉRAUX – NON À LA LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES.....	62
8.1. L'importance du commerce avec l'UE.....	64
8.1.1. L'UE perd de son importance économique pour l'industrie d'exportation suisse..	64
8.1.2. La Suisse demeure un marché d'exportation important pour l'UE	67
8.1.3. L'UE profite d'importants investissements suisses	68
8.1.4. L'utilité des accords de libre-échange et des lignes directrices globales pour le commerce mondial	69
8.2. Les six autres accords bilatéraux I sont dans l'intérêt de l'UE	71
8.3. L'importance des différents accords bilatéraux I	71
8.3.1. Accord sur les transports terrestres.....	72
8.3.2. Accord sur le transport aérien	73
8.3.3. Accord sur les marchés publics.....	74
8.3.4. Accord sur la suppression des obstacles techniques au commerce	74
8.3.5. Accord sur l'agriculture.....	76
8.3.6. Accord sur la recherche	76
8.4. Résultats d'études sur les effets des accords bilatéraux I.....	78
9. LA LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES EST ÉGALEMENT CRITIQUÉE DANS L'UE	79
9.1. La libre circulation des personnes déclenche des tensions sociales	81
9.2. Les Etats UE pauvres perdent leurs meilleurs cerveaux: "brain train".....	81
10. MODÈLES DE GESTION POSSIBLES DE L'IMMIGRATION.....	82
10.1. Le système de contingentement a fait ses preuves	82
10.2. Système moderne à points.....	83
11. QUESTIONS ET RÉPONSES – LES ARGUMENTS DES ADVERSAIRES	84

1. Oui à une immigration modérée

Un million d'étrangers ont immigré en Suisse durant les 13 années écoulées, et cela après déduction de ceux qui ont à nouveau émigré. Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes avec l'UE, nous assistons à une immigration massive et incontrôlée qui a de lourdes conséquences négatives pour notre pays. En acceptant l'"initiative de limitation", le peuple suisse peut mettre fin à cette démesure et gérer à nouveau de manière autonome cette immigration. Un OUI à l'initiative de limitation est un OUI à une immigration modérée.

Aujourd'hui, tout étranger de l'UE a le droit d'immigrer en Suisse avec sa famille et de chercher ou d'accepter un emploi dans notre pays, indépendamment de sa formation et de ses qualifications. La Suisse est un pôle d'attraction pour de nombreux immigrants en raison de ses salaires élevés, de ses prestations sociales étendues et de sa qualité de vie exceptionnelle. Chaque année, un nombre croissant d'étrangers viennent s'installer en Suisse et chaque année les immigrants sont plus nombreux que les émigrants.

Cette masse d'étrangers arrivés en si peu de temps exerce une pression énorme sur notre patrie, nos infrastructures, nos institutions sociales, notre environnement et notre capacité d'intégration. Aucun pays ne peut faire face à une telle explosion démographique sur le long terme. C'est là qu'intervient l'"initiative de limitation": elle veut mettre fin à la libre circulation des personnes qui est préjudiciable à la Suisse. La Suisse doit à nouveau pouvoir décider elle-même du nombre de travailleurs qu'elle veut accueillir et de l'ampleur de sa croissance démographique. Si nous poursuivons sur la voie actuelle, une Suisse de 10 millions d'habitants sera bientôt une réalité.

Les conséquences de l'immigration de masse incontrôlée dans la vie quotidienne

Les effets de cette évolution désastreuse se font sentir quotidiennement :

- stagnation des salaires, chômage des travailleurs âgés, augmentation de la proportion de bénéficiaires de l'aide sociale;
- augmentation de la criminalité étrangère;
- augmentation des loyers et du prix des terrains, bétonnage de précieuses terres cultivables;
- augmentation des besoins d'eau et d'énergie;
- routes congestionnées et trains bondés, trains en retards ou supprimés;
- classes d'école comptant un nombre disproportionné d'enfants de langue étrangère et sans connaissance d'une langue nationale;

- changement culturel dans nos villages, nos villes, nos écoles et dans nos activités de loisirs;
- supérieurs hiérarchiques, responsables du personnel et fonctionnaires étrangers;
- augmentation des coûts de la santé et des primes d'assurance maladie.

La **pandémie Covid-19** a clairement prouvé que les **accords bilatéraux** ne fonctionnent que quand tout va bien. En temps de crise, chaque pays veille à ses propres intérêts et accapare ce qu'il peut accaparer. Un exemple: le blocage à l'étranger de masques de protection commandés et payés par la Suisse. Il faut donc que la Suisse relance une production nationale de biens intéressant la sécurité et devant être disponibles rapidement pour la population. Le même constat vaut pour la production alimentaire et énergétique.

Même en des périodes économiquement favorables, **la Suisse a subi une immigration d'un million de personnes en l'espace de 13 ans**, dont deux tiers de l'UE. Ces personnes sont venues pour travailler ou pour s'installer dans le système social. Un chômage de masse s'annonce aujourd'hui dans les pays voisins de la Suisse. Pour éviter qu'un nombre encore plus grand de migrants affluent en Suisse pour travailler à n'importe quel salaire ou pour se prélasser dans le filet social, nous devons reprendre en main le contrôle de l'immigration. En clair: protéger les emplois des Suisses au lieu de faire venir encore plus de main-d'œuvre bon marché de l'UE et préserver les institutions sociales pour que nous autres Suisses puissions en profiter! Cette crise a mis au chômage de nombreux professionnels qualifiés, si bien qu'on ne saurait plus parler de pénurie de spécialistes. Il ne serait pas tolérable dans cette situation que la Suisse continue d'ouvrir grandes ses portes à des migrants économiques et sociaux du monde entier ainsi qu'à une main-d'œuvre mal qualifiée provenant de l'UE. Plus que jamais la Suisse a besoin d'une immigration contrôlée et adaptée aux besoins réels de l'économie et de la société.

Situation en Suisse avant et après Covid-19 (état au 30 juin 2020)

	31.12.2019	30.06.2020
Chômeurs	2.5%	3.2%
Taux de chômage	4.0% (Déc. 2019)	4.7% (Mars 2020)
Postes vacants	78'000	67'300 (1er trim.)
Exportations	242 mrds CHF	94 mrds CHF ¹
PIB	1% ²	-6.2% ³
Immigration nette (jan. à mai))	21'613	22'960
Nouvel endettement	-2.5 mrds CHF (2019) ⁴	35 mrds CHF (6 mois) ⁵
Immigrants clandestins arrêtés (Ø par mois) ⁶	1'777	398 ⁷

Cesser d'accorder un droit à l'immigration

Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes avec l'UE en 2007⁸, nous ne décidons plus nous-mêmes qui peut ou ne peut pas venir en Suisse. Tous les étrangers de l'UE ont le droit d'immigrer en Suisse. En approuvant l'initiative contre l'immigration de masse en 2014, le peuple suisse a exigé que ce droit à l'immigration soit supprimé. Mais la majorité du Conseil national et du Conseil des États n'a pas respecté la volonté du peuple, car pour les grands groupes industriels de Suisse la possibilité de recruter une main-d'œuvre étrangère bon marché et de faire des profits à court terme est plus importante que le bien-être à long terme de la Suisse. L'"initiative de limitation" corrige cette situation en redonnant à la Suisse les moyens de régler et de contrôler de manière autonome l'immigration sur son territoire.

¹ Selon AFD [Swissimpex](#).

² Selon es chiffres provisoires du SECO du [16 juin 2020](#).

³ Selon les prévisions du SECO de [juin 2020](#).

⁴ [Selon l'Administration fédérale des finances](#).

⁵ "Le Conseil fédéral veut rembourser la dette liée au Covid-19 sans programme d'économie ni hausses des impôts, HZ, 1^{er} juillet 2020.

⁶ Chiffres mensuels de l'AFD 2020 concernant les séjours illégaux (nombre d'interpellations) du 31 mai 2020.

⁷ Ce chiffre se réfère aux mois Covid-19 entre mars et mai 2020. L'effet dissuasif des contrôles frontaliers sur les passages clandestin est évident.

⁸ Le 1^{er} juin 2007, la complète libre circulation des personnes entre les Etats de l'UE-15/AELE a été étendue à la Suisse. Depuis de cette date, les citoyens des Etats suivants ont obtenu un accès illimité à la Suisse: Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Islande (AELE), Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège (AELE), Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède et Principauté du Liechtenstein (AELE). Source: SEM

Le paysage, l'environnement et l'infrastructure sont surchargés

Les conséquences de la surpopulation croissante de notre petit pays sont graves. Pour le million d'immigrés qui s'est installé en Suisse durant 13 dernières années, il a fallu bâtir une surface de la taille de 57'000 terrains de football, soit 407 millions de mètres carrés de nature qui ont été recouverts de béton, notamment pour construire 454'000 nouveaux logements. Mais un million d'immigrants, ce sont aussi 541'000 voitures et 800 bus supplémentaires sur les routes et 11,34 milliards de kilomètres supplémentaires parcourus. Ce million d'habitants consomme 2 milliards de kilowattheures d'électricité par an, soit la production d'environ 500 grandes éoliennes. Et enfin, un million d'immigrants consomment 59 milliards de litres d'eau potable par an.

OUI aux accords bilatéraux, mais pas à n'importe quel prix

La Suisse souhaite entretenir de bonnes relations avec le plus grand nombre possible de pays du monde par le biais d'accords bilatéraux. Les traités ou accords bilatéraux avec l'UE constituent en principe un bon moyen de régler les relations. Mais quel est le prix à payer ? L'immigration excessive que la Suisse subit aujourd'hui met en danger notre autodétermination, nos emplois, notre sécurité, nos paysages, notre environnement et, en fin de compte, notre prospérité. En réalité, seule une très petite minorité de ce pays profite de la libre circulation des personnes. La grande majorité des Suisses doivent en revanche en supporter tous les jours les graves conséquences. C'est pourquoi nous devons y mettre un terme. En ce qui concerne les accords bilatéraux avec l'UE, nous devons nous concentrer sur les domaines où la coopération est bénéfique à long terme pour les deux parties.

La dernière occasion d'empêcher une Suisse à 10 millions d'habitants

L'initiative n'exige ni un arrêt complet de l'immigration, ni la résiliation de tous les accords bilatéraux avec l'UE. Le Conseil fédéral sera simplement chargé de renégocier l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE et, en cas d'échec, de le suspendre au plus tard douze mois après l'adoption de l'"initiative de limitation" – tout simplement parce que les inconvénients de cet accord pour notre pays l'emportent largement sur ses avantages. La Suisse n'est pas le seul pays à s'en rendre compte. Le BREXIT est devenu réalité parce que la libre circulation des personnes a causé plus de tort que de bien au Royaume-Uni. La Grande-Bretagne a quitté l'UE le 31 janvier 2020. Une phase de transition de 11 mois a débuté à cette date pendant laquelle la Grande-Bretagne et l'UE redéfiniront leurs relations bilatérales. L'exemple de la Grande-Bretagne prouve clairement que des négociations avec l'UE sont possibles: durant la pé-

riode précédant le BEXIT, la Grande-Bretagne a systématiquement maintenu sa décision de sortir de l'UE et, soudainement, l'UE a proposé un accord. Par analogie au BREXIT, l'initiative de limitation représente une solution raisonnable et durable.

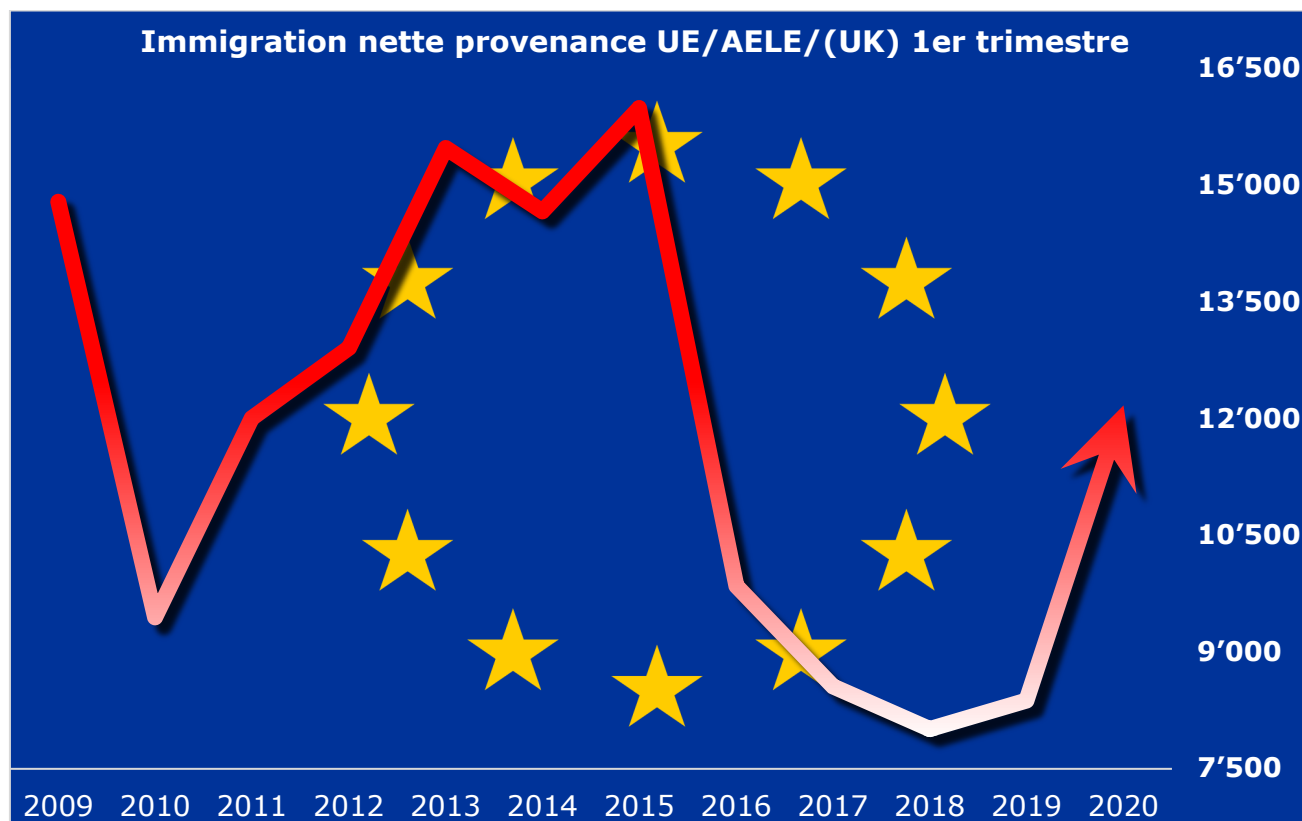
Un OUI à l'initiative de limitation est un OUI à une immigration modérée. Cette initiative populaire est la dernière occasion d'éviter une Suisse à 10 millions d'habitants et, partant, une nouvelle surcharge de nos infrastructures.

2. La crise Covid-19 et ses conséquences pour notre pays

Malgré la propagation du coronavirus et la fermeture des frontières, l'immigration en Suisse s'est poursuivie au même rythme durant la crise du Covid-19. Globalement, l'immigration nette durant le premier trimestre 2020 a atteint 18'386 personnes. La principale cause en est la libre circulation des personnes: les deux tiers des immigrants, soit 12'167 personnes, provenaient des Etats membres de l'UE et de l'AELE. Jamais encore l'immigration nette en provenance de l'UE n'a progressé d'autant par rapport à la même période de l'année précédente. L'augmentation aurait été encore été encore bien plus importante sans le régime strict imposé aux frontières. La Suisse doit s'attendre à une véritable vague d'immigration. A la suite de la crise économique et du chômage de masse déclenchés dans les Etats membres de l'UE, une forte proportion de ces populations se mettra en route vers la Suisse pour y trouver du travail à n'importe quel salaire ou pour s'installer dans notre système social. Il est donc grand temps de limiter l'immigration pour protéger les habitants de la Suisse contre le chômage et la pauvreté.

En avril déjà, donc encore durant le confinement imposé à la suite du coronavirus, environ 10'000 étrangers de l'UE, dont 3500 frontaliers supplémentaires, se sont afflués dans le marché du travail suisse. Situation semblable en mai où on comptait plus de 8'000 ressortissants UE, dont 4'850 frontaliers, alors que les frontières étaient officiellement fermées. Les statistiques de la Confédération confirment que l'allégation, selon laquelle les immigrants provenant de l'UE sont des professionnels qualifiés dont l'économie suisse a un urgent besoin, est une pure légende. Ces chiffres indiquent en effet que la majorité de ces migrants travaillent dans les secteurs du bâtiment, de la gastro-

nomie, de l'agriculture ainsi que de la planification, des conseils et de l'informatique. La situation était semblable en mai: seuls 387 étrangers UE ont immigré pour travailler dans le domaine de la santé publique⁹.



Source: propre présentation sur la base des chiffres SEM Statistiques des étrangers, 1^{er} trimestre 2010-2020.

Chaque Etat décide pour lui seul

En période de crise, la solidarité tant vantée par des Etats UE fond comme neige au soleil. C'est vrai également durant cette crise du Covid-19 où chaque Etat défend d'abord ses propres intérêts. Les pays membres de l'UE ne respectent ni le principe du libre commerce exigé par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ni les frontières ouvertes du marché intérieur UE.

La fin de la libre circulation des marchandises

La libre circulation des marchandises peut être très facilement remise en question. Des tensions internationales dues à une crise, à laquelle les Etats ne sont pas préparés, menacent les libres échanges de marchandises vitales. Le commerce d'équipements de protection doit pourtant continuer de fonctionner sans entrave et au-delà des frontières.

⁹ Statistique de l'immigration avril/mai 2020. OFS, 2020.

Or, au lieu de veiller à accélérer les transports en prenant des mesures non-bureaucratiques, la Commission UE a décidé le 14 mars 2019 que les équipements de protection ne seraient exportés qu'avec l'autorisation de l'Etat membre concerné. Futur membre potentiel de l'UE, la Serbie n'a pas pu acheter des masques de protection dans l'UE et s'est donc tournée vers la Chine – avec le succès que l'on sait.¹⁰

La Suisse aussi a dû attendre longtemps l'arrivée de 200'000 masques de protection parce que ces produits commandés en Chine avaient été bloqués en Allemagne. Ce blocage a duré deux semaines. Les motifs de ce blocage de produits achetés en toute légalité ont été tenus au secret.¹¹

L'utilité des contrôles aux frontières: moins de criminalité durant la crise Covid-19

Le confinement imposé au niveau mondial contre la pandémie du coronavirus a non seulement compliqué la tâche des terroristes, mais aussi fortement réduit la criminalité.¹² Par exemple, la police schaffhousoise a enregistré durant les mois de confinement une baisse du nombre de cambriolages et de vols avec violation de domicile: entre début mars et fin mai, elle n'a noté que 17 cas, soit en moyenne 1,3 cas par semaine contre 3,9 en moyenne par semaine durant l'année 2019. Le tourisme criminel a lui aussi reculé en raison de la fermeture des frontières, respectivement du renforcement des contrôles.¹³ Situation semblable en ville de Bienne où le chef de la police a constaté que les vols et actes de violence avaient diminué du simple fait qu'il y avait moins de gens dans les rues et moins de manifestations. A Bienne aussi, le nombre de cambriolages et de vols a massivement baissé depuis le déclenchement de l'épidémie Covid-19. Le chef de la police biennoise en a expliqué les raisons: "La fermeture des frontières a mis brusquement fin à un tourisme criminel florissant."¹⁴ Interrogé au Parlement, le Conseil fédéral a confirmé que le nombre de cambriolages avait diminué de moitié.¹⁵

Dans le but d'appliquer de manière ciblée les mesures contre la pandémie Covid-19, l'Administration fédérale des douanes a fermé environ 130 petits passages frontaliers,

¹⁰ "L'interdiction de l'exportation de biens médicaux est nuisible", Handelsblatt, 30 mars 2020.

¹¹ Il existe dans le cadre des traités GATT de l'OMC la possibilité de faire appel à une clause de sécurité (article XXI), pour stopper l'exportation de biens et interrompre le libre commerce, si l'Etat peut faire valoir une menace contre sa sécurité. L'article XXI n'a cependant pas été invoqué à ce moment-là.

¹² Corona und der (Bio-) Terrorismus, "Finanz und Wirtschaft" du 20 juin 2020.

¹³ Moins de disputes entre voisins durant la crise, "Schaffhauser Nachrichten" du 16 juin 2020.

¹⁴ Les vols et la violence ont diminué, "Bieler Tagblatt" du 13 mai 2020.

¹⁵ 20.5394. Question du conseiller national Zuberbühler (UDC). Sale temps pour les criminels? Y a-t-il un lien entre la fermeture des frontières liée au virus coronaire et la baisse de la criminalité?

effectué des contrôles systématiques à l'intérieur des frontières et imposé des règles d'entrée. 112'049 personnes ont été refoulées et 15'400 délits pénaux ont été constatés.¹⁶ Il s'agit notamment de violation de la loi sur les étrangers et l'intégration, de la loi sur les stupéfiants et de la loi sur les armes ainsi que de délits de falsification de documents et de circulation routière. A titre d'exemple, on peut citer le cas d'un Algérien de 40 ans qui a tenté d'entrer en Suisse depuis la France. Cet individu était notamment sous le coup d'un mandat d'arrêt pour meurtre. Autre exemple: la saisie de 30 kilos de cocaïne cachés dans un camion.

Augmentation du nombre de chômeurs par branches

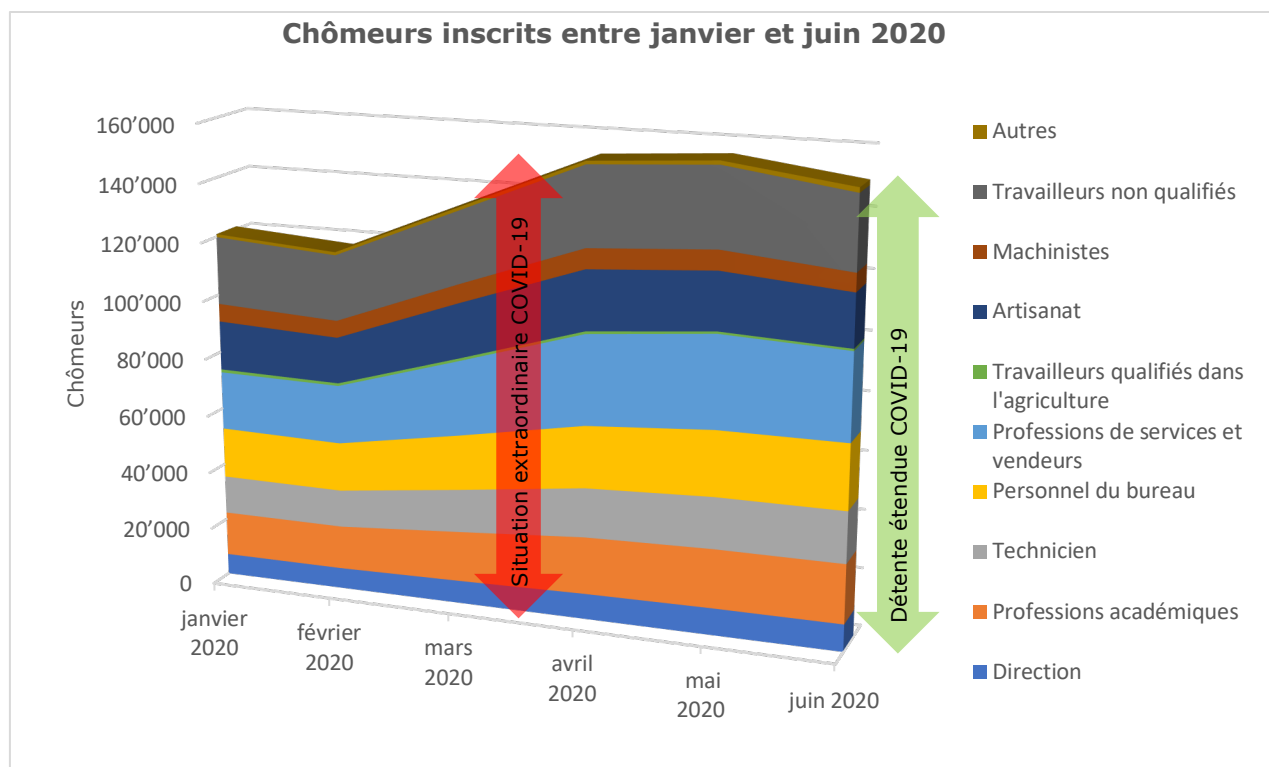
Le Covid-19 a renforcé les tensions sur le marché du travail suisse. Les salariés peu qualifiés sont particulièrement nombreux à perdre leur travail. En juin 2019, le secteur de la gastronomie enregistrait 7767 chômeurs. Ce chiffre a plus que doublé (15'833) un an plus tard¹⁷. Le nombre de chômeurs âgés de 15 à 24 ans, qui n'ont pas pu acquérir les qualifications nécessaires pour s'imposer sur le marché du travail suisse a augmenté de 77% durant la même période en passant de 9762 à 17'317.¹⁸ Globalement, le nombre de chômeurs exerçant des fonctions auxiliaires a progressé de 56% durant cette période.¹⁹

¹⁶ Communiqué de presse de l'Administration fédérale des douanes du 15 juin 2020.

¹⁷ SECO, La situation sur le marché du travail, T3 (chômeurs enregistrés selon les branches économiques), juin 2019 et juin 2020 en comparaison.

¹⁸ SECO, La situation sur le marché du travail, T8 (chômage ds jeunes (15-24 ans), juin 2019 et juin 2020 en comparaison.

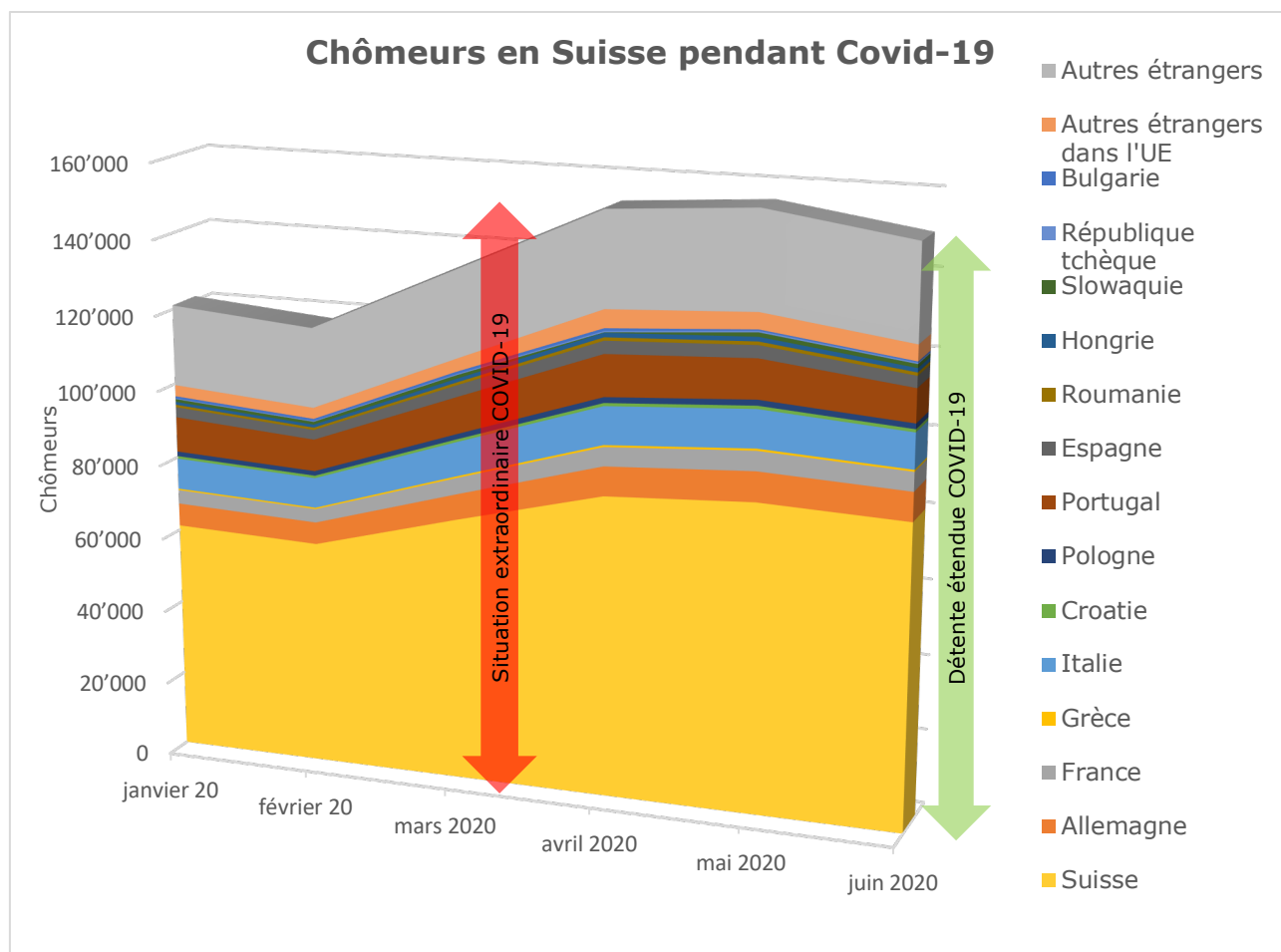
¹⁹ SECO, La situation sur le marché du travail, T6 (cjhômeurs enregistrés selon la dernière fonction exercée), juin 2019 et juin 2020 en comparaison.



Source: propre présentation sur la base des chiffres de: SECO, chômeurs enregistrés en fonction des groupes professionnels

Développement des indemnités de chômage selon les groupes de nationalités

En raison du risque de chômage plus élevé que courent les travailleurs peu qualifiés en Suisse, certains ressortissants UE perdent plus facilement leur emploi. La crise Covid-19 a confirmé ce constat. Le nombre de chômeurs italiens, allemands et espagnols a augmenté de presque 60% entre juin 2019 et juin 2020, celui des chômeurs roumains et grecs même de près de 75%. Les Bulgares, Hongrois et Slovaques n'ont pas réussi à s'établir dans le marché du travail suisse. Du coup, leur taux de chômage varie entre 83 et 88%. La crise Covid-19 était donc un des principaux moteurs de la hausse du chômage.

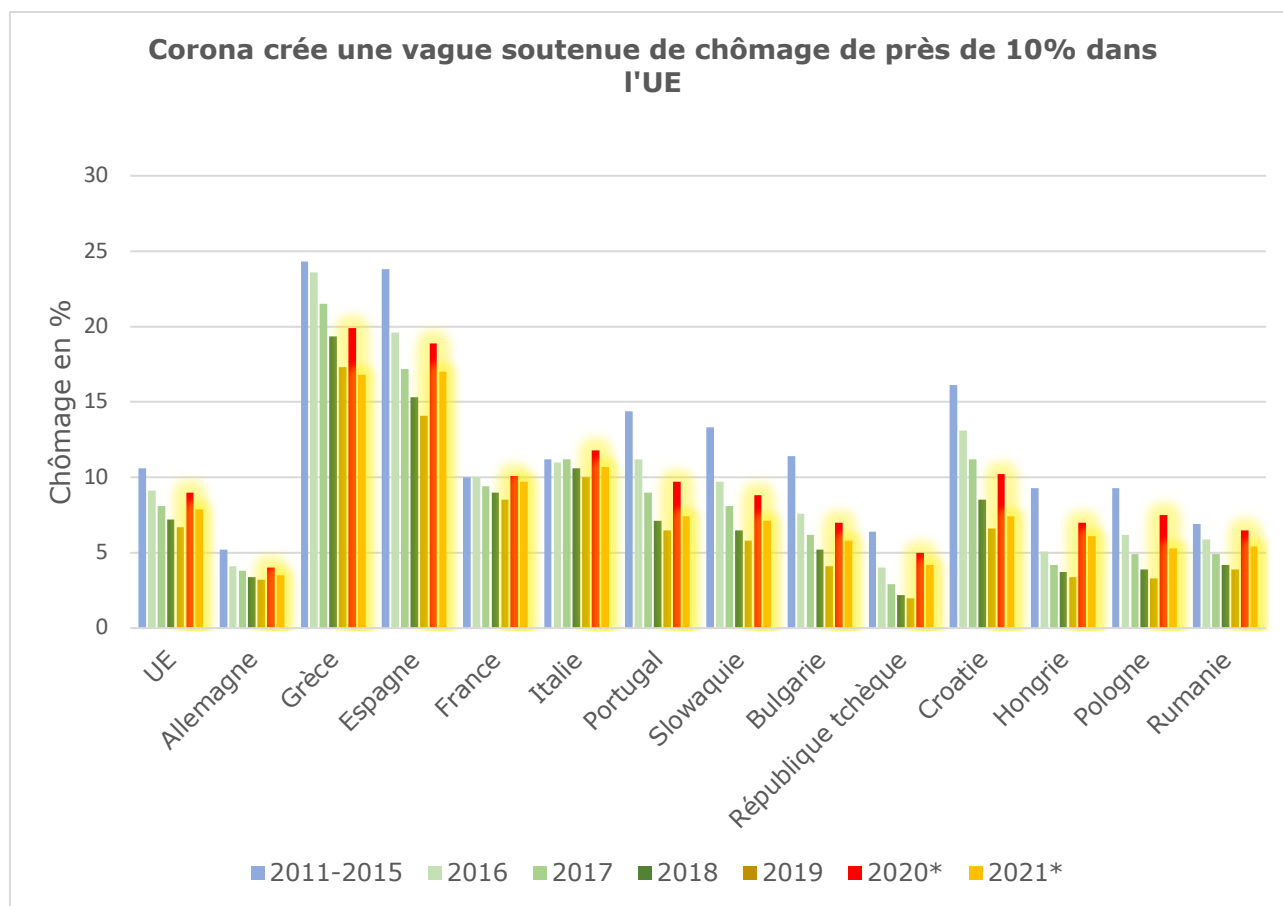


Source: propre présentation sur la base des chiffres SECO, chômeurs enregistrés selon les groupes de nationalité et les pays d'origine.

Taux de chômage dans l'UE

Les immigrants UE vivant en Suisse et les frontaliers UE chargent les institutions sociales suisses, notamment en percevant des indemnités de chômage. De surcroît, les sombres perspectives conjoncturelles de l'UE pour les années 2020 et 2021 provoqueront en Suisse un afflux supplémentaire de migrants UE en quête d'un emploi et, en cas d'échec, cherchant à s'installer dans le filet social. Le chômage dans l'UE a atteint 6,7% en mai 2020.²⁰

²⁰ [Eurostat](#), chiffres des 27 pays UE.



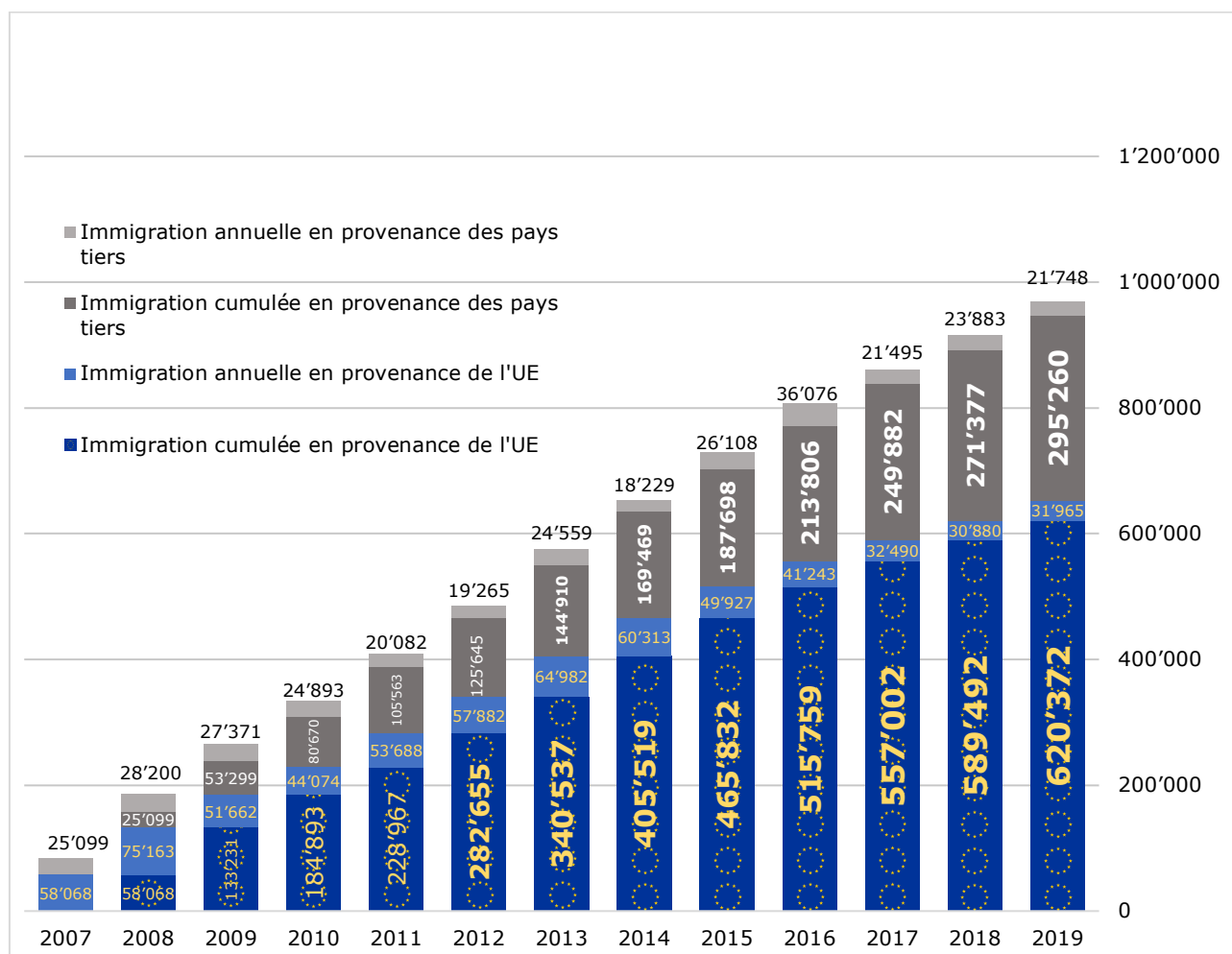
*Pronostics pour les années 2020 et 2021

Source: propre présentation sur la base des chiffres des pronostics de printemps 2020 de la Commission UE du 6 mai 2020. La Commission UE s'attend à un chômage de 9,5% en 2020, respectivement de 8,5% pour l'année 2021 dans les pays de la zone Euro

Conclusion: la crise du coronavirus expose la Suisse à une nouvelle vague d'immigration. La hausse du chômage dans les pays voisins poussera de nombreuses personnes à chercher un emploi en Suisse, même pour à un bas salaire. Cette concurrence bon marché en provenance de l'UE évincera de nombreuses Suissesses et de nombreux Suisses de leur place de travail et en poussera une forte proportion vers le chômage. Malgré la fermeture des frontières, environ 10'000 étrangers UE se sont pressés sur le marché du travail suisse en avril 2020. Il est donc grand temps que la Suisse contrôle à nouveau de manière autonome l'immigration.

3. Un million d'immigrants en 13 ans

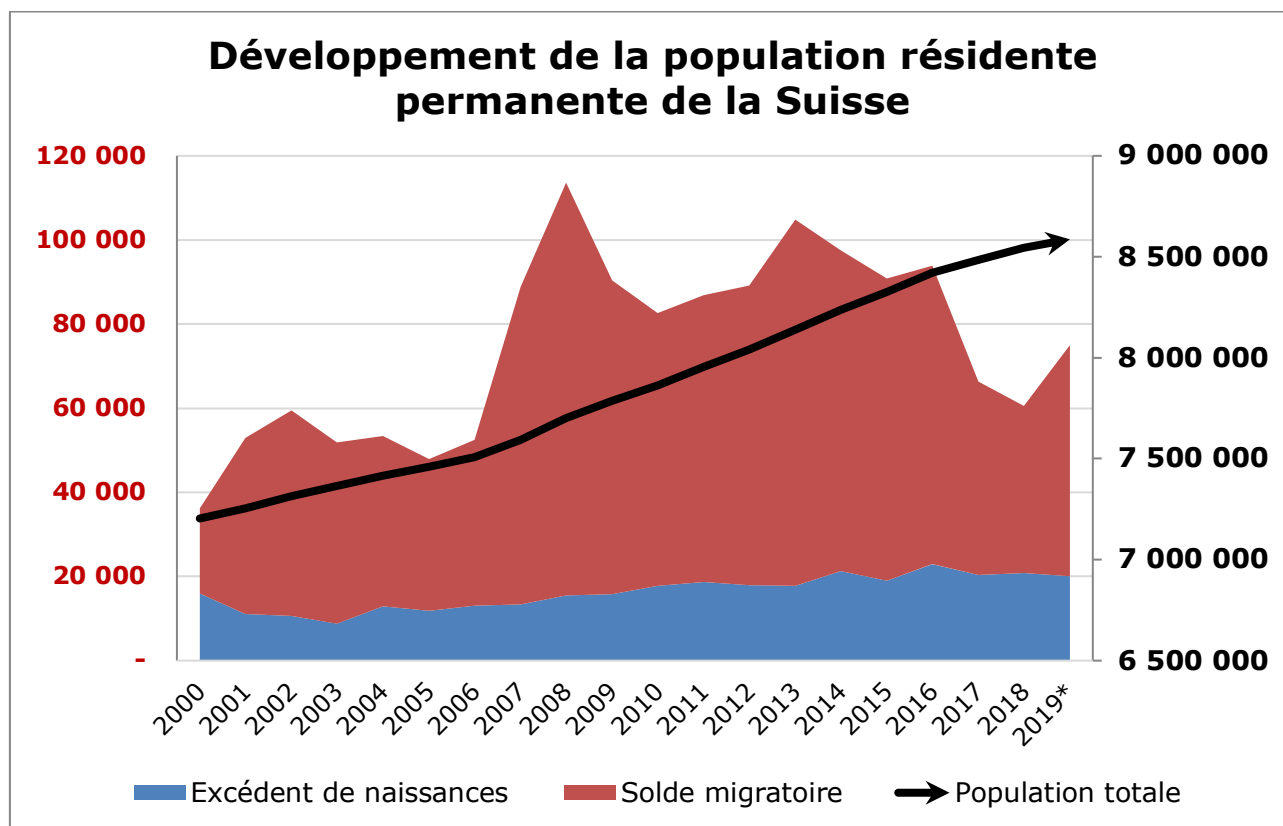
Depuis l'introduction de la complète liberté de circulation des personnes avec l'UE en 2007 et jusqu'en 2019, la population de la Suisse a augmenté d'un million d'habitants uniquement en raison de l'immigration. Ce nombre équivaut à peu près à la population du canton de Berne. Environ deux tiers de ces personnes sont venues des pays de l'UE et sont entrées en Suisse par le biais de la libre circulation des personnes. Moins d'un tiers de ces immigrants, y compris les réfugiés et les migrants économiques, sont venus du reste du monde.



Source: propre tableau établi sur la base des chiffres de l'OFS "Migrations internationales de la population résidente permanente selon la nationalité, le sexe et l'âge". Les chiffres concernent l'année 2019 (y compris les citoyens de l'AELE), voir aussi le [communiqué de presse](#) du SEM du 30.01.2020

La population résidente permanente de la Suisse a dépassé 8,6 millions de personnes au cours de la même période. Alors que l'excédent de naissances (les naissances moins les décès) s'élève en moyenne à environ 17'000 par an, la majeure partie de l'augmentation de la population est due à une immigration massive. Il convient de noter en

particulier l'augmentation de l'immigration à partir de 2007, ce qui n'est pas une coïncidence, puisque cette année-là, les contingents d'immigrants de l'UE ont été remplacés par une totale liberté de circulation des personnes.



Source: propre tableau établi sur la base des chiffres de l'OFS "Bilan de la population résidente permanente, 1861 – 2018" ainsi que OFS "Population permanente et non permanente selon la nationalité, le sexe et le canton"

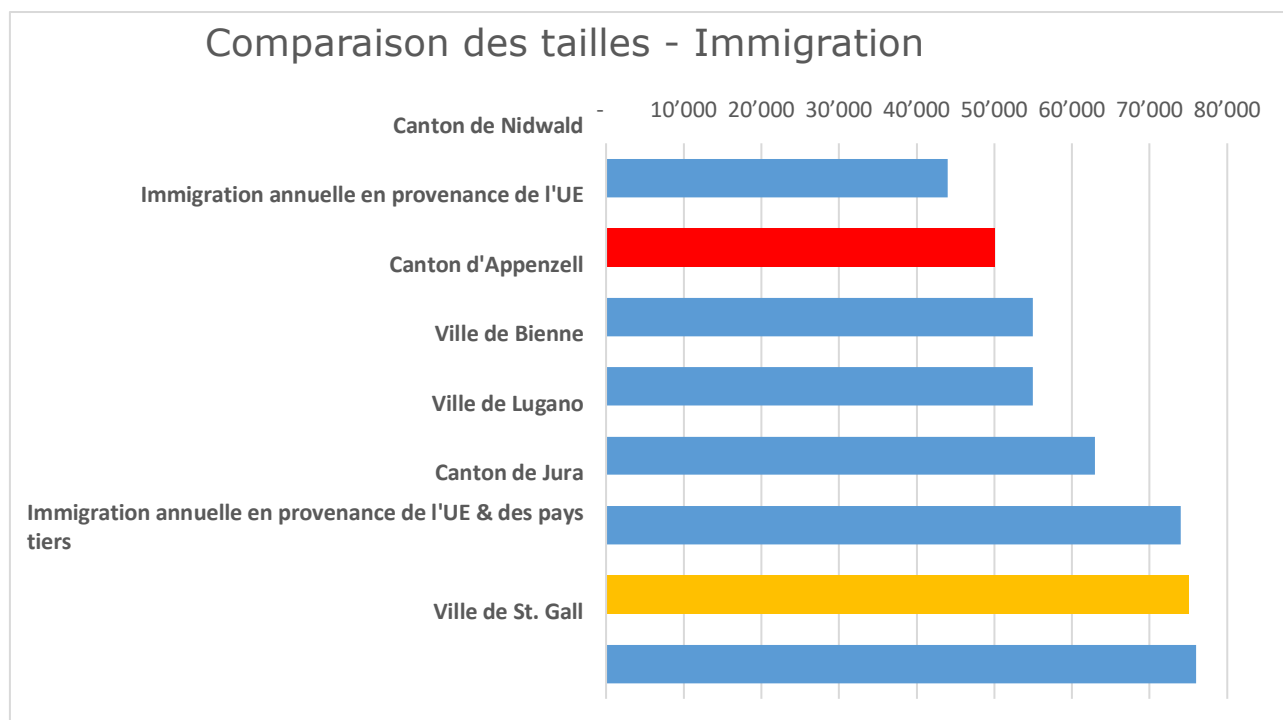
*Les chiffres concernant l'excédent des naissances ne sont pas encore disponibles (hypothèse: 20'000).

Depuis 2007, un solde net de plus de 650'000 étrangers ont immigré en Suisse en provenance de la seule UE, chiffre comparable à celui de la population du canton d'Argovie. Cela correspond à une immigration nette en provenance de l'UE de plus de 50'000 personnes en moyenne chaque année.²¹

Pour illustrer ce propos: une immigration de 50'000 personnes par an signifie qu'une ville de la taille de Bienne ou d'un canton de la taille d'Appenzell Rhodes-Extérieures composé d'étrangers de l'UE se développe chaque année dans notre pays avec toutes les infrastructures nécessaires. Avec les immigrants des pays tiers, on compte environ

²¹ Statistique OFS: "Migrations internationales de la population résidente permanente selon la nationalité, le sexe et l'âge". <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/kataloge-datenbanken.assetdetail.9466955.html>. Le solde migratoire moyen des étrangers UE était de 50'180 étrangers UE entre 2007 et 2019.

75'000 immigrants par an, ce qui correspond une ville de la taille de Saint-Gall ou à un canton de la taille de celui du Jura.



Source: propre tableau établi sur la base des chiffres de l'OFS "Migrations internationales de la population résidente permanente selon la nationalité, le sexe et l'âge" ainsi que SEM, "Statistique de l'immigration", novembre 2019. Les populations des villes et des cantons sont tirées de Wikipedia.

Conclusion : au cours des 13 dernières années, un million d'immigrants ont afflué en Suisse en chiffre net. Cela signifie que chaque année une population supplémentaire correspondant celle du canton du Jura ou d'une ville comme Saint-Gall se développe en Suisse. Les deux tiers des immigrants proviennent de l'UE dont les citoyens peuvent entrer en Suisse sans contrôle en raison de la libre circulation des personnes. Cette immigration massive est principalement responsable du fait que la population de la Suisse a maintenant dépassé 8,6 millions d'habitants.

4. Perte complète du contrôle de l'immigration

Jusqu'à l'introduction de la pleine liberté de circulation des personnes en 2007, la Suisse réglementait l'immigration au moyen de contingents et de plafonds fixés dans sa législation sur les étrangers. Jusqu'à l'ouverture des frontières à la suite de son intégration dans l'espace Schengen en décembre 2008, la Suisse était également souveraine pour la délivrance des visas et le contrôle de ses propres frontières.

L'économie, y compris l'agriculture, a toujours pu recruter de la main-d'œuvre à l'étranger – c'est-à-dire dans le monde entier et non seulement dans l'UE – en fonction de la situation et des perspectives économiques. Dans le cadre d'un processus bien établi, la Confédération et les cantons, avec la participation des milieux économiques, fixaient les plafonds, comme c'est encore le cas aujourd'hui avec les pays tiers (hors UE). Toutefois, avec l'introduction de la libre circulation des personnes avec l'UE, la Suisse a renoncé à partir de 2007 aux instruments de contrôle de l'immigration.

Conclusion : en passant du système de contingentement à la libre circulation des personnes avec l'UE, la Suisse a cessé de contrôler son propre développement démographique.

5. L'immigration restera le moteur de la croissance démographique

"À l'avenir, la croissance démographique de la Suisse sera presque exclusivement influencée par les mouvements migratoires"²², a écrit la Confédération. Cependant, la Confédération s'est souvent trompée sur l'ampleur de ce phénomène. Dans ses scénarios précédents, elle a constamment sous-estimé l'immigration en provenance de l'espace UE. A la lumière de la réalité actuelle, les déclarations du Conseil fédéral dans ses explications de vote sur les accords bilatéraux I du 21 mai 2000 sont proprement insultants:

■ Pas d'immigration massive à craindre

Au vu de ce qui se passe dans l'UE, les craintes des comités référendaires de voir la Suisse être envahie par des ressortissants communautaires ne sont pas justifiées. L'expérience montre en effet que les migrations intercommunautaires demeurent limitées. Des études réalisées par des experts indépendants révèlent en outre qu'il n'y a pas lieu de craindre des conséquences négatives sur le plan de l'emploi et des salaires. Les travailleuses et les travailleurs seront protégés contre le dumping social et salarial par une série de mesures d'accompagnement établies par les partenaires sociaux. Ces mesures seront particulièrement utiles dans les cantons frontaliers. Par ailleurs, au vu de la densité de médecins qui travaillent en Suisse, il ne faut pas s'attendre non plus à une invasion de médecins étrangers.

Source: votation populaire du 21 mai 2000, accords bilatéraux avec l'UE, explications du Conseil fédéral, p. 11-12.

Le Conseil fédéral s'est basé pour ces déclarations sur une étude du professeur Thomas Straubhaar qui s'avère aujourd'hui totalement à côté de la réalité: "Des considérations de plausibilité suggèrent une limite supérieure du potentiel d'immigration de 10'000 citoyens de l'UE (net) par an. Toutefois, il est plus probable que le potentiel d'immigra-

²² OFS "Scénarios du développement démographique de la Suisse. 2015 – 2045", p. 15 <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/bevoelkerung/zukuenftige-entwicklung/schweiz-szenarien.assetdetail.350324.html>.

tion (net) soit inférieur à 8'000 citoyens de l'UE [sic] par an (chiffre net signifie immigration moins migration de retour)." ²³ En réalité, l'immigration moyenne est aujourd'hui six fois plus élevée. L'auteur de l'étude a d'ailleurs par la suite admis son erreur: "...c'était manifestement un faux pronostic. Je suis obligé de l'admettre, et cela m'ennuie énormément".²⁴

Les prévisions de 2010 concernant l'évolution de la population jusqu'en 2035 sous-estimaient également l'afflux continu en provenance de l'UE. Même en appliquant le scénario haut et en ne prenant en compte que les trois premières années, les estimations du Conseil fédéral pour les trois années suivantes s'écartent en moyenne de plus de 50% de la réalité.

Année	Scénario haut Confédération	Immigration effective nette	Différence absolue	Différence relative
2010	35'300	44'062	8'762	+ 25%
2011	36'000	53'874	17'874	+ 50%
2012	39'100	57'915	18'815	+ 48%
2013	34'000	65'148	31'148	+ 92%
Total	144'400	220'999	76'599	+ 53%

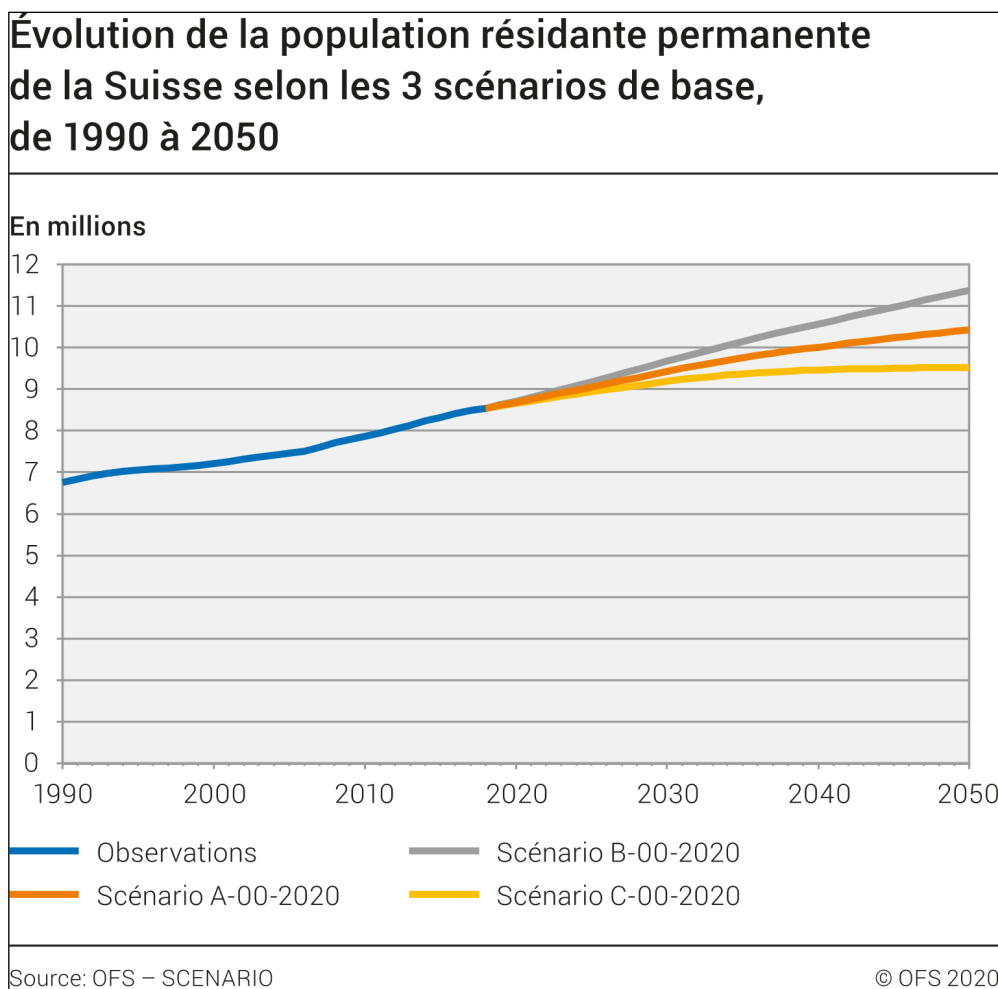
Source: propre tableau sur la base des chiffres de l'OFS "Scénarios du développement démographique de la Suisse. 2015 – 2045", p. 39

La croissance démographique se poursuit à un rythme élevé

Les dernières prévisions de la Confédération de l'année 2020 présentent comme par le passé l'évolution démographique prévue selon un scénario de référence moyen ainsi que selon un scénario haut et un scénario bas.

²³ DFAE, documentation pour la presse, résultats des études menées dans le cadre du rapport sur l'intégration 1999, page 4, à consulter sur: https://www.eda.admin.ch/dam/dea/de/documents/berichte_botschaften/Integrationsbericht-1999-studien-wirt_de.pdf.

²⁴ [Straubhaar dans NZZ du 1^{er} juin 2017, «Ich habe die Attraktivität der Schweiz unterschätzt»](#) (j'ai sous-estimé l'attractivité de la Suisse)



Dans le scénario de référence actuel (scénario moyen), la population suisse franchira le cap des 10 millions d'habitants peu après 2040. La population de certains cantons (GE, AG, ZG, VD, ZH) pourrait même augmenter jusqu'à 30% dans les 20 années à venir.²⁵ Si l'immigration ne diminue pas comme prévu, le cap des 10 millions d'habitant pourrait être franchi dans 10 ans déjà, ce qui est très probable, car l'immigration nette en 2020 est déjà du niveau du scénario haut malgré la fermeture de frontières à la suite de la pandémie Covid-19.

En l'absence d'un mécanisme de contrôle, le développement démographique de la Suisse dépend donc presque exclusivement des Etats de l'UE et de leur situation économique. Ce n'est pas nous, les Suisses, qui décidons de la croissance démographique de la Suisse, mais l'industrie automobile allemande, la Banque centrale européenne, les syndicats français ou encore l'endettement de l'Italie ou de la Grèce.

²⁵ OFS «Scénarios du développement démographique de la Suisse. 2020 – 2050», p. 2 s. <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/bevoelkerung/zukuenftige-entwicklung/schweiz-szenarien.assetdetail.12847549.html>

Conclusion : l'ampleur de la croissance démographique dépend presque entièrement de l'immigration, car les taux de natalité et de mortalité n'ont pratiquement pas changé. Or, la Suisse a précisément renoncé au contrôle de l'immigration. Ce n'est plus nous qui déterminons le nombre d'étrangers qui émigrent vers notre pays, mais l'immigration en Suisse dépend avant tout du développement économique de l'UE. Selon le scénario de la Confédération, la Suisse comptera entre 2030 et 2035 jusqu'à 10 millions d'habitants.

6. Objectif de l'initiative populaire pour une immigration modérée

6.1. Texte de l'initiative

Voici le texte de l'initiative populaire "pour une immigration modérée (initiative de limitation)":

La Constitution est modifiée comme suit:

Art. 121b Immigration sans libre circulation des personnes

¹ La Suisse règle de manière autonome l'immigration des étrangers.

² Aucun nouveau traité international ne sera conclu et aucune autre nouvelle obligation de droit international ne sera contractée qui accorderaient un régime de libre circulation des personnes à des ressortissants étrangers.

³ Les traités internationaux et les autres obligations de droit international existants ne pourront pas être modifiés ni étendus de manière contraire aux al. 1 et 2.

Disposition transitoire ad art. 121b

¹ Des négociations seront menées afin que l'Accord du 21 juin 1999 entre la Confédération suisse d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, sur la libre circulation des personnes cesse d'être en vigueur dans les douze mois qui suivent l'acceptation de l'art. 121b par le peuple et les cantons.

² Si cet objectif n'est pas atteint, le Conseil fédéral dénonce l'accord visé à l'al. 1 dans un délai supplémentaire de 30 jours.

6.2. Gestion autonome de l'immigration

Art. 121a alinéa 1: La Suisse règle de manière autonome l'immigration des étrangers.

La Suisse a besoin d'une politique d'immigration qui lui permette de réguler à nouveau l'immigration de manière indépendante.²⁶ Jusqu'à l'introduction de la complète libre circulation des personnes en 2007, la Suisse réglementait l'immigration au moyen de contingents et des plafonds définis dans la loi sur les étrangers. L'économie, y compris l'agriculture, a pu recruter de la main-d'œuvre à l'étranger – dans le monde entier et non seulement dans l'UE – en fonction de la situation et des perspectives économiques. Dans le cadre d'un processus bien établi, la Confédération et les cantons, avec la participation des milieux économiques, fixaient les plafonds, comme c'est encore le cas aujourd'hui avec les pays tiers (Etats non-membres de l'UE/AELE). Depuis l'adoption de l'"initiative contre l'immigration massive", cette procédure est ancrée dans la Constitution et s'applique à toute l'immigration, mais elle n'a toujours pas été appliquée aux Etats de l'UE/AELE.

L'initiative populaire "contre l'immigration de masse" a été approuvée le 9 février 2014 par 1'463'854 voix (50,3%) contre 1'444'552 (49,7%) et par 14,5 cantons contre 8,5.

Voici le texte de l'initiative "contre l'immigration de masse":

Art. 121a (nouveau) Gestion de l'immigration

¹ La Suisse gère de manière autonome l'immigration des étrangers.

² Le nombre des autorisations délivrées pour le séjour des étrangers en Suisse est limité par des plafonds et des contingents annuels. Les plafonds valent pour toutes les autorisations délivrées en vertu du droit des étrangers, domaine de l'asile inclus. Le droit au séjour durable, au regroupement familial et aux prestations sociales peut être limité.

³ Les plafonds et les contingents annuels pour les étrangers exerçant une activité lucrative doivent être fixés en fonction des intérêts économiques globaux de la Suisse et dans le respect du principe de la préférence nationale; ils doivent inclure les frontaliers. Les critères déterminants pour l'octroi d'autorisations de séjour sont en particulier la

²⁶ L'actuel art. 121a al. 1 de la Constitution fédérale est identique à l'art. 121b al. 1 proposé. Dans le contexte de l'initiative RASA (Initiative populaire fédérale 'Sortons de l'impasse! Renonçons à rétablir des contingents d'immigration') il s'est cependant avéré nécessaire de réintroduire cet article dans la Constitution fédérale, car l'initiative RASA était en contradiction avec l'art. 121a al. 1. Cette initiative a été retirée le 13 décembre 2017.

demande d'un employeur, la capacité d'intégration et une source de revenus suffisante et autonome.

⁴ Aucun traité international contraire au présent article ne sera conclu.

⁵ La loi règle les modalités.

En décembre 2016, le Parlement suisse a refusé de mettre en œuvre ne fût-ce qu'une partie l'initiative de l'UDC sur l'immigration de masse qui avait été acceptée par le peuple et les cantons. Le mandat constitutionnel, qui demande un contrôle indépendant de l'immigration par le biais de contingents et de plafonds, a été foulé aux pieds. La solution choisie par le Parlement à l'époque, à savoir la "préférence nationale light"²⁷ avec une obligation d'annoncer les emplois vacants, a eu des conséquences fatales pour les entreprises, les arts et métiers ainsi que pour le marché du travail lui-même. De nombreux cantons ont signalé que le nombre de travailleurs frontaliers avait fortement augmenté parce que les centres régionaux de l'emploi plaçaient désormais aussi activement des travailleurs frontaliers. Ainsi, la "priorité nationale" est devenue une "priorité des étrangers" !

Cette décision du peuple n'était donc pas un vote contre les accords bilatéraux en soi, mais seulement contre l'accord sur la libre circulation des personnes dans sa forme actuelle. Le peuple et les cantons souhaitaient une gestion indépendante de l'immigration, ce qui aurait nécessité une renégociation et une adaptation de l'accord sur la libre circulation des personnes. Comme cela ne s'est pas produit et que le mandat constitutionnel selon l'article 121a de la constitution n'a pas été mis en œuvre, l'accord sur la libre circulation des personnes doit être aboli, si nécessaire par le biais d'une résiliation. Si l'accord sur la libre circulation des personnes est résilié, les frontières ne seront pas fermées et le commerce ne s'effondrera pas.

L'UE et la Suisse continueront de collaborer, de négocier et de conclure des accords dans l'intérêt des deux parties. Toutes les affirmations contraires ne sont que des mensonges et ne visent qu'à semer la panique!

²⁷ En principe toute personne séjournant en Suisse et disposant des autorisations nécessaires peut se faire enregistrer dans un ORP pour obtenir un emploi. Les étrangers UE y sont évidemment compris. (Source: arbeit.swiss)

6.3. Le principe nuisible de la libre circulation des personnes doit être aboli

Art. 121 alinéa 2: Aucun nouveau traité international ne sera conclu et aucune autre nouvelle obligation de droit international ne sera contractée qui accorderaient un régime de libre circulation des personnes à des ressortissants étrangers.

Depuis 2002, la Suisse a abandonné le contrôle de l'immigration en raison de l'introduction progressive de la libre circulation des personnes avec l'UE et l'abandon parallèle du système de contingentement pour les étrangers UE.

L'"Accord entre la Confédération suisse, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, sur la libre circulation des personnes" du 21 juin 1999 prévoit l'octroi à tous les étrangers de l'UE d'un droit de résider et de travailler en Suisse et de bénéficier des mêmes conditions de vie, d'emploi et de travail que les ressortissants suisses. Concrètement, cela signifie que 450 millions d'étrangers ressortissants de l'UE se voient accorder les mêmes droits que les Suisses, également en matière de sécurité sociale.

L'initiative de limitation interdit l'octroi d'un tel droit contractuel d'immigrer en Suisse. Elle permet cependant à la Suisse d'ouvrir des contingents annuels pour les permis de séjour et de travail, comme c'est actuellement le cas pour les personnes originaires de pays tiers (hors UE).

6.4. Interdiction d'adapter ou d'étendre des accords existants

Art. 121 alinéa 3: Les traités internationaux et les autres obligations de droit international existants ne pourront pas être modifiés ni étendus de manière contraire aux al. 1 et 2.

Cet alinéa de la Constitution fédérale empêche que des traités antérieurs ou des obligations de droit international conclus avec un pays tiers ou une communauté d'Etats, comme l'UE, soient adaptés de manière à inclure une liberté de circulation des personnes de quelle que nature qu'elle ce soit. Cette disposition interdit aux autorités fédérales ou au Parlement de se livrer à des interprétations fallacieuses.

6.5. Négociations avec l'UE – si nécessaire résiliation

Disposition transitoire ad art. 121b

¹ Des négociations seront menées afin que l'Accord du 21 juin 1999 entre la Confédération suisse d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, sur la libre circulation des personnes cesse d'être en vigueur dans les douze mois qui suivent l'acceptation de l'art. 121b par le peuple et les cantons.

² Si cet objectif n'est pas atteint, le Conseil fédéral dénonce l'accord visé à l'al. 1 dans un délai supplémentaire de 30 jours.

Si l'initiative est acceptée, le Conseil fédéral disposera de 12 mois pour négocier avec l'UE et suspendre l'accord sur la libre circulation des personnes. L'UE a jusqu'ici refusé toute renégociation de l'accord de libre circulation. Si cette initiative est acceptée, elle acceptera, par respect pour un Etat souverain, d'ouvrir un dialogue. Le droit actuel de tous les étrangers de l'UE de travailler en Suisse, de recevoir les mêmes prestations de sécurité sociale ou de s'installer librement en Suisse doit être supprimé. Si ces négociations n'aboutissent pas, le Conseil fédéral doit résilier l'accord de sa propre initiative dans un délai d'un mois.

7. Les conséquences de 13 années de complète libre circulation des personnes

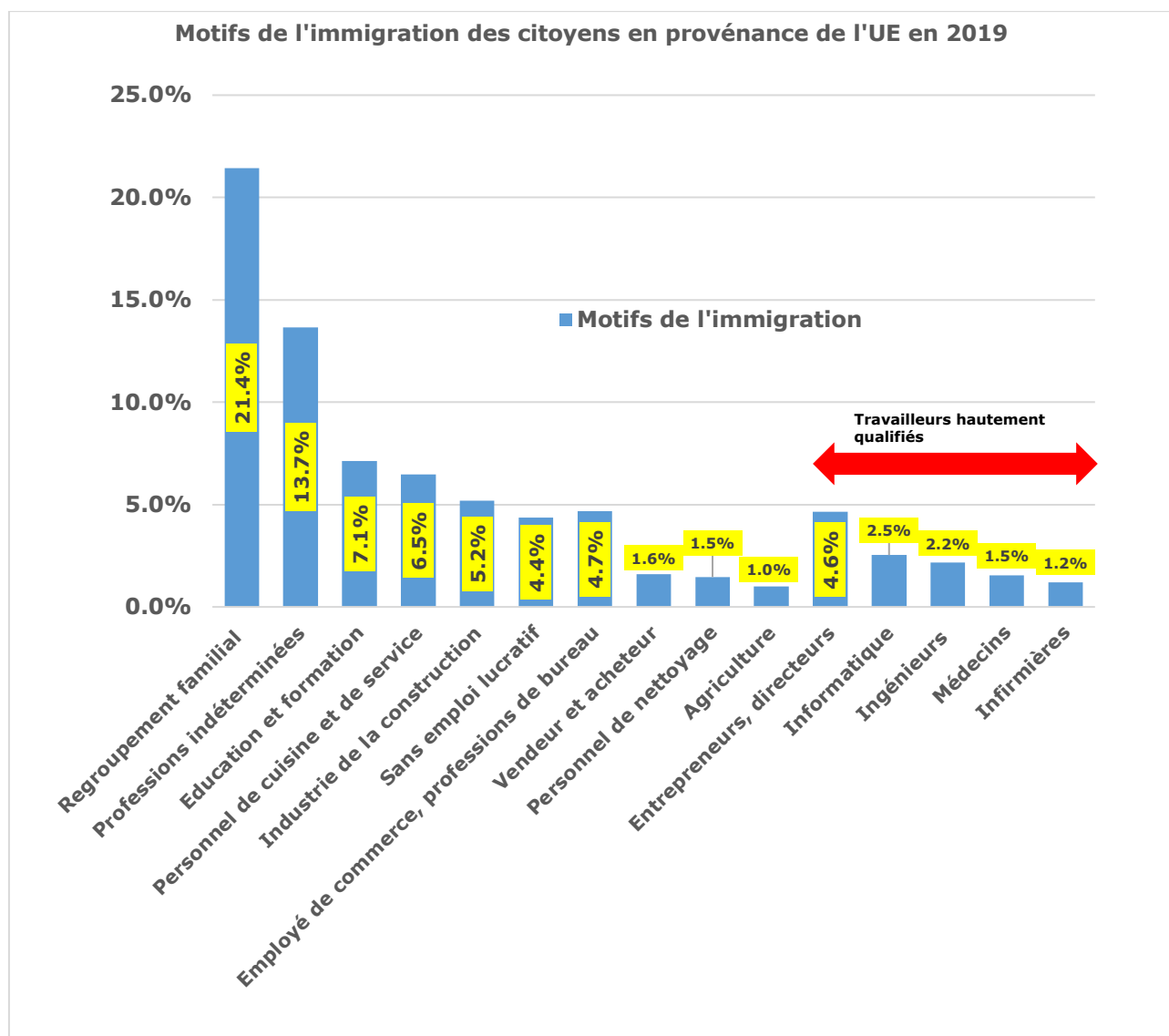
Plusieurs grandes entreprises ainsi que des associations et partis politiques affirment que la libre circulation des personnes est une réussite. Il est vrai qu'elle a permis à l'économie de se servir facilement et de manière illimitée dans le réservoir de main-d'œuvre bon marché de l'UE afin de maximiser les profits aux dépens de la population suisse. Mais cette immigration sans bornes a aussi de graves inconvénients que les Suissesses et les Suisses ressentent dans leur vie quotidienne privée et professionnelle et qui sont de moins en moins supportables pour la société dans son ensemble.

7.1. Main-d'œuvre bon marché et regroupement familial au lieu de professionnels qualifiés

Les partisans de la libre circulation des personnes, notamment l'organisation faîtière "economiesuisse", évoquent toujours des "légions de personnes hautement qualifiées" qui afflueraient de l'UE vers la Suisse. La libre circulation des personnes est indispensable pour endiguer la pénurie de travailleurs qualifiés en Suisse, affirment ces milieux.

Les entreprises suisses innovantes sont évidemment tributaires de spécialistes bien formés. Et dans certains secteurs, il est vrai que - malgré la libre circulation actuelle des personnes - il n'y a pas assez de professionnels qualifiés sur le marché du travail suisse. Cependant, prétendre que les immigrants de l'UE sont avant tout des travailleurs qualifiés, c'est travestir grossièrement la réalité.

7.1.1. Plus d'un tiers des immigrants ne viennent pas pour travailler

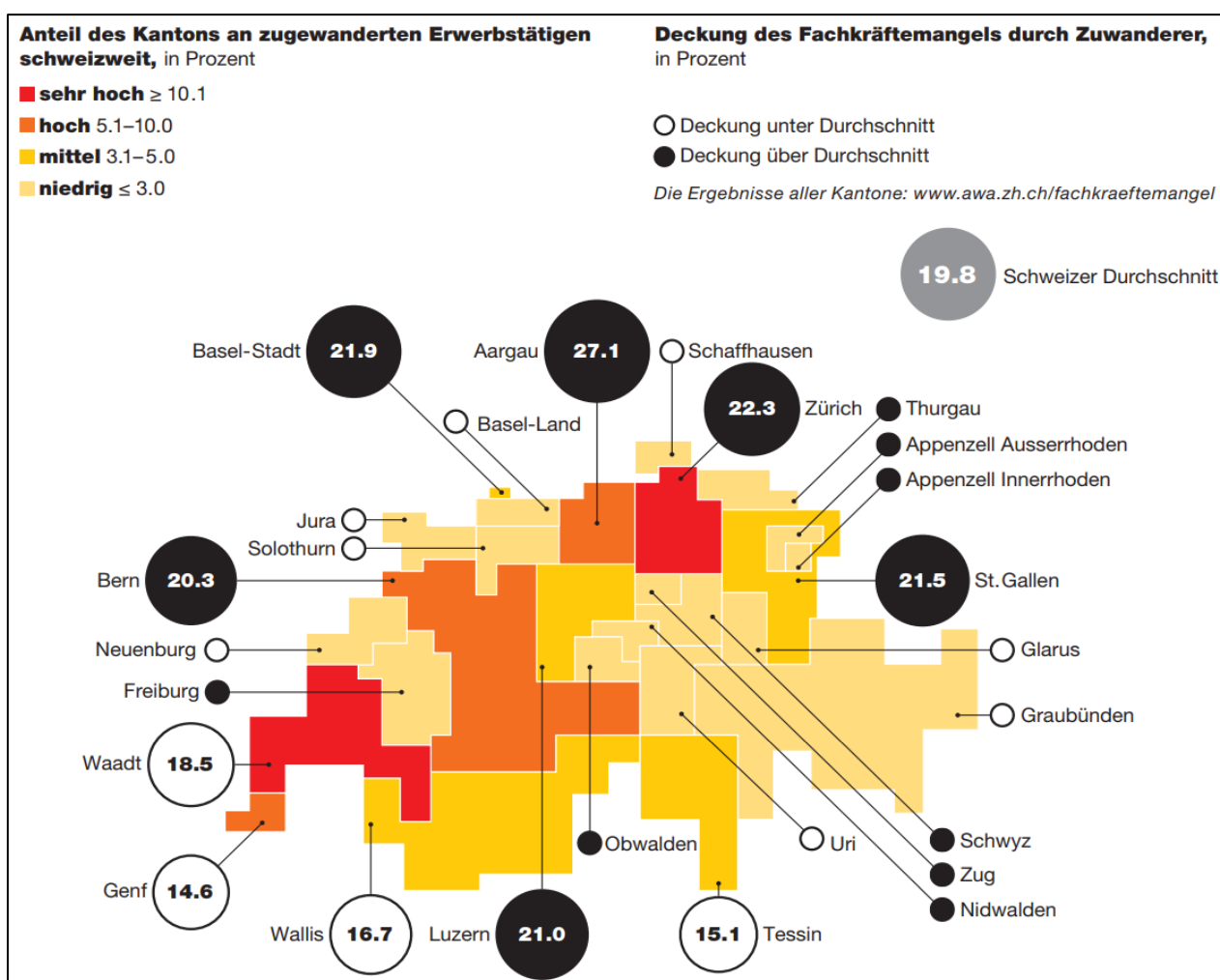


Source: propre présentation (choix des principales professions) sur la base des chiffres du SEM (immigration dans la population étrangère résidente permanente et non permanente exerçant une activité lucrative du 01.01.2019 au 31.12.2019 et immigration dans la population étrangère résidente permanente du 01.01.2004 au 31.12.2019). Les quatre groupements (regroupement familial, personnes immigrées à des fins de formation (formation et perfectionnement), personnes sans activité lucrative (par ex., rentiers) et personnes venues en Suisse pour travailler (immigration selon les professions) donnent la somme totale (100%). En théorie, il n'est pas exclu que des personnes soient comptées deux fois.

Une forte proportion d'immigrants de l'UE ne viennent pas en Suisse pour y travailler. Environ un quart d'entre eux ont immigré en Suisse dans le cadre du regroupement familial. Il s'agit donc des enfants, conjoints ou grands-parents d'immigrants de l'UE

qui séjournaient déjà en Suisse. En 2018, 4,5 % des immigrants sont arrivés en Suisse sans activité lucrative, par exemple en tant que demandeurs d'emploi ou de retraités²⁸. 7,4% étaient des étudiants ou sont venus en Suisse pour des formations ou perfectionnements divers.

7.1.2. Seul un immigrant sur cinq travaille dans une branche connaissant une pénurie de professionnels qualifiés



Source: Office de l'économie et du travail du canton de Zurich (2016). "Branches connaissant une pénurie importante de main-d'œuvre qualifiée. Dans quelle mesure l'immigration réduit-elle la pénurie?", p. 12

Une étude de l'office de l'économie et du travail de Zurich²⁹ indique qu'en moyenne moins d'un travailleur sur cinq (19,8%) immigrants en Suisse entre 2007 et 2014 travaille dans une branche où il y a une pénurie de professionnels qualifiés; au Tessin (15,1%) et à Genève (14,6%), cette proportion n'est que d'un sur sept. Les statistiques sont

²⁸ Source: SEM, fiches d'information Libre circulation des personnes "Séjour en Suisse sans activité lucrative".

²⁹ Office de l'économie et du travail du canton de Zurich (2016). "Branches connaissant une pénurie importante de main-d'œuvre qualifiée. Dans quelle mesure l'immigration réduit-elle la pénurie?", p. 12-13

encore plus éloquentes en ce qui concerne les frontaliers. Seuls 16,6 % des frontaliers contribuent à réduire la pénurie de travailleurs qualifiés; au Tessin, on n'en compte même pas un sur huit.

7.1.3. Moins de 20% de tous les immigrants UE sont véritablement des professionnels qualifiés

Sur les 64'811 étrangers UE/AELE immigrés en 2019 et exerçant une activité lucrative, 21'214 personnes, soit 32.8 % de tous les immigrants UE, ne donnent pas d'indications précises sur leurs qualifications ou leur profession.³⁰ Avec 6261 personnes, soit 9,7 %, le secteur de la restauration et de l'hôtellerie représente, et de loin, la plus grande partie de cette main-d'œuvre.³¹ Cela signifie qu'un étranger de l'UE sur dix, qui sont venus en Suisse avec l'intention de travailler, appartient précisément à la catégorie professionnelle (hôtellerie et gastronomie) qui affiche un chômage de 8,5%, soit un taux plus de trois fois supérieur à la moyenne suisse!³²

Il s'avère que, nonobstant une immigration d'un million de personnes au cours des 13 dernières années, la prétendue pénurie de professionnels qualifiés n'a manifestement pas été réglée.³³ Il n'y a rien d'étonnant à cela puisque près de 30 % des étrangers de l'UE qui ont immigré en Suisse ne peuvent ou ne veulent même pas préciser une qualification ou une profession clairement identifiable. Il s'ensuit que seul un petit nombre d'immigrés travaillent effectivement dans des branches où il y a une pénurie de professionnels qualifiés. Ces étrangers augmentent à leur tour la demande de professionnels qualifiés, par exemple de médecins, infirmières, etc..

7.1.4. La première qualité de la main-d'œuvre importée est d'être bon marché

L'écrasante majorité des immigrants et des travailleurs frontaliers exercent des professions pour lesquelles il y aurait suffisamment de candidats sur le marché du travail

³⁰ Source: immigration population résidante permanente et non permanente exerçant une activité lucrative du 01.01.2019 au 31.12.2019 selon SEM. 13'198 étrangers UE avaient une "activité professionnelle non définissable", 4932 figuraient à la catégorie "inconnu" et 2994 dans celle des "autres professions". Ces trois catégories représentent 28,9% de tous les étrangers UE immigrés en 2019.

³¹ 9,7%% des étrangers UE immigrés en Suisse pour y exercer une activité lucrative avaient au préalable travaillé dans la gastronomie et l'hôtellerie. L'immigration présentée dans le chapitre 5.1.1. ne se réfère pas seulement aux actifs, mais aussi aux autres catégories (regroupement familial, formation et perfectionnement, personnes sans activité lucrative), si bien que "seulement" 6,5% de ces étrangers UE sont déclarés comme travaillant dans la gastronomie, resp. l'hôtellerie.

³² SECO (2019) [La situation sur le marché du travail](#). Juin 2019, p. 16.

³³ Nicole Rütli: «Auch Ingenieure können führen. Der Fachkräftemangel in der Schweiz ist oftmals auch hausgemacht» (Les ingénieurs peuvent aussi diriger: La pénurie de professionnels qualifiés est souvent provoquée sur place, *NZZ* du 25 août 2017.

suisse. Ce constat s'applique en particulier aux professions qui ne nécessitent pas de formation particulière, comme le personnel administratif et commercial ainsi que les conducteurs et monteurs des machines. La conclusion à tirer de ce constat est évidente: les immigrants sont embauchés principalement parce qu'ils se satisfont de salaires inférieurs. Les conséquences sont tout aussi claires: les salariés suisses doivent se contenter d'un revenu plus bas ou risquent de perdre tôt ou tard leur emploi.

Conclusion : la libre circulation des personnes n'est pas une recette miracle pour régler la pénurie de professionnels qualifiés. Un tiers de tous les immigrants UE³⁴ ne viennent même pas en Suisse pour y travailler. Dans l'ensemble, seul un cinquième environ des immigrants de l'UE travaillent dans des branches où il y a réellement une pénurie de professionnels qualifiés. Les autres sont en grande partie des travailleurs bon marché pour des emplois qui ne nécessitent pas de formation particulière. Les différences salariales sont particulièrement fortes en Suisse romande et au Tessin.

7.2. Les immigrants minent la prospérité de la Suisse

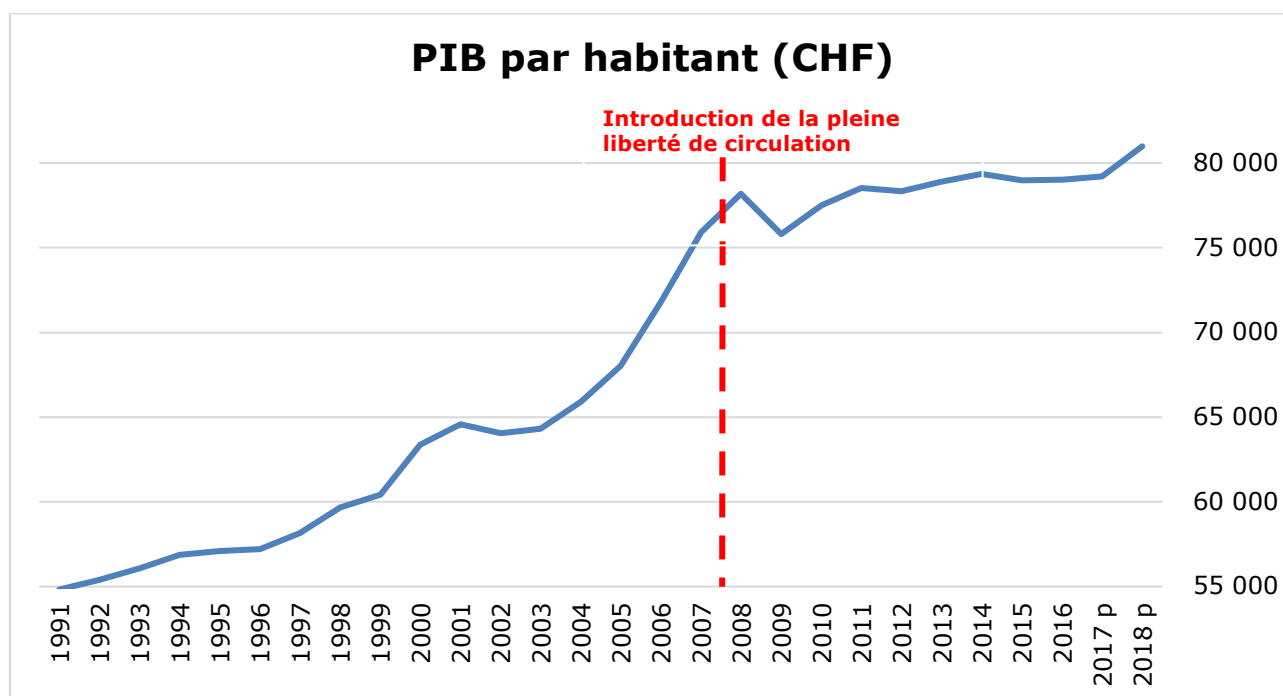
L'immigration incontrôlée a pour effet que la prospérité de chaque Suisse ne s'accroît plus, car la valeur ajoutée produite globalement est divisée par un nombre d'habitants sans cesse croissant. On peut donc parler d'un véritable "syndrome de résidence de masse": tout étranger peu qualifié qui séjourne en Suisse sans contribuer de manière significative à la croissance économique et au succès du pays ralentit la croissance de la prospérité au détriment de l'ensemble du pays.

7.2.1. L'immigration n'a presque pas d'effet sur la performance économique

Les partisans de la libre circulation des personnes affirment souvent que l'immigration a un impact positif sur la croissance économique. Une étude commandée par l'Office fédéral des migrations (ODM, aujourd'hui SEM) auprès de l'Institut suisse de recherche sur les cycles conjoncturels (KOF) de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPF Zu-

³⁴ En 2019 le nombre d'étrangers UE immigrés dans la population étrangère résidente permanente atteignait 97'556. 20'698 d'entre eux sont entrés en Suisse grâce au regroupement familial, 6896 pour un perfectionnement professionnel et 4206 sans activité lucrative. Ces trois catégories représentent 32.6% de tous les étrangers UE qui ont immigré en Suisse en 2019 comme population résidente permanente. Source: Immigration population étrangère résidente permanente du 01.01.2008 au 31.12.2019, SEM.

rich) a examiné cette question et a conclu que si l'immigration a eu un impact substantiel sur le PIB³⁵ (parce que plus d'étrangers produisent et consomment aussi plus), l'impact sur le PIB par habitant a été extrêmement faible.³⁶ Une autre étude réalisée par le KOF est arrivée à une conclusion similaire, à savoir que la libre circulation des personnes n'a qu'un effet légèrement positif sur le PIB par habitant. Toutefois, cet effet n'est pas statistiquement significatif, c'est-à-dire qu'il n'est pas considéré comme certain.³⁷ Un coup d'œil sur les chiffres montre que dans de nombreux cantons à forte immigration (Fribourg, Genève, Zurich, Argovie), le PIB par habitant a même baissé entre 2008 et 2014. En revanche, les quatre cantons qui ont enregistré la plus forte croissance du PIB par habitant pendant cette période (NW, AI, NE, JU) ont connu une immigration nette très faible.³⁸



Source: propre présentation sur la base des chiffres de l'OFS, PIB par habitant aux prix courants.

Un coup d'œil sur cette statistique fait comprendre clairement que le PIB par habitant n'a guère augmenté depuis l'introduction de la libre circulation des personnes.

³⁵ Le produit intérieur brut PIB indique la valeur totale de tous les biens (marchandises et prestations de service) qui sont produits en l'espace d'un an à l'intérieur des frontières d'une économie nationale et qui servent à la consommation finale.

³⁶ Siegenthaler, M., Sturm, J.-E. (2012): L'accord de libre circulation des personnes Suisse-UE/AELE et la croissance du PIB par habitant. KOF Studies No. 36. Rapport à l'intention de l'Office fédéral de la migration.

³⁷ Klaus Abberger et al. (2015): „Der bilaterale Weg – eine ökonomische Bestandsaufnahme. Aktualisierung der Studie „Auswirkung der bilateralen Abkommen auf die Schweizer Wirtschaft“. KOF Studien Nr. 58.

³⁸ Othmar von Matt: «Die Nachwehen des Bevölkerungsbooms», *Schweiz am Wochenende* du 11 novembre 2017, p. 2-3.

Conclusion : l'économie suisse augmente certes année après année son chiffre d'affaires, mais la prospérité qu'elle génère doit être partagée entre un nombre croissant de personnes en raison d'une immigration incontrôlée. Le PIB par habitant a stagné depuis l'introduction de la complète liberté de circulation. Pour la population en général, la libre circulation des personnes ne signifie donc pas plus de prospérité, mais plus de contraintes et de nuisances dans la vie quotidienne.

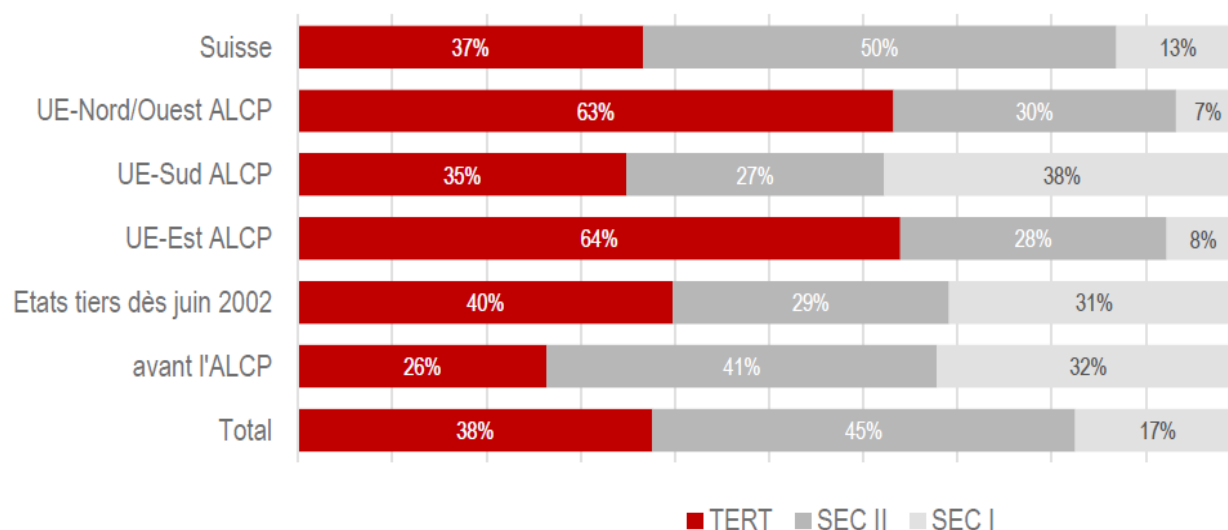
7.2.2. Les professionnels hautement qualifiés quittent la Suisse, les autres restent

Les immigrants des pays du sud de l'UE³⁹ sont généralement moins qualifiés que ceux des pays du nord de l'UE-17/AELE⁴⁰. Seuls 24 % des ressortissants des pays du sud de l'UE, qui ont immigré en Suisse en 2009, avaient une qualification scolaire supérieure contre 63 % des immigrants des pays du nord de l'UE.⁴¹ Cette répartition n'a guère changé aujourd'hui. En 2018, 38 % des immigrants des pays du sud de l'UE n'avaient pas de qualification professionnelle, contre 7 % pour les pays du nord.⁴²

Graphique 1.11: Structure des qualifications selon date d'immigration et par région de provenance, 2018

Population résidante permanente, 15-64 ans

Source: OFS/ESPA, calculs propres



³⁹ Les pays UE du sud comprennent la Grèce, l'Italie, Malte, le Portugal, l'Espagne et Chypre.

⁴⁰ Il s'agit de l'Autriche, de la Belgique, du Danemark, de la Finlande, de la France, de l'Allemagne, de l'Irlande, des Pays-Bas, du Luxembourg, de la Suède et du Royaume-Uni.

⁴¹ George Sheldon, Dominique Cueni Les effets de la libre circulation de la Suisse avec l'UE sur les salaires des travailleurs nationaux, juin 2011, pS. 11.

⁴² 15^e rapport de l'Observatoire de l'accord de libre circulation des personnes Suisse – UE, 01. juillet 2019, p. 54.

Source: 15^e rapport de l'Observatoire de l'accord de libre circulation des personnes Suisse-UE, 2019 (p. 54)

La situation est encore aggravée par le fait que les étrangers moins bien formés restent plus longtemps en Suisse que les mieux formés. En d'autres termes: "En moyenne, [...] les immigrants du sud de l'UE17/AELE (dont 57% viennent du Portugal et 32% d'Italie) et surtout du reste de l'Europe (dont 44% viennent des pays de l'ex-Yougoslavie, 13% de Turquie et 9% à chaque fois de Pologne et de Russie) restent plus longtemps en Suisse si on considère également les naturalisés comme des étrangers. Ce dernier point souligne la forte tendance, supérieure à la moyenne, des immigrants du reste de l'Europe à demander leur naturalisation en Suisse".⁴³

Les raisons de la sédentarité accrue des étrangers en Suisse sont avant tout au nombre de trois. Tout d'abord, avec la libre circulation des personnes, la durée de validité du premier permis de séjour pour les Etats membres de l'UE/AELE a été portée de 1 à 5 ans. Deuxièmement, le délai nécessaire à ces personnes pour obtenir un permis de séjour permanent a été réduit de 10 à 5 ans. Troisièmement, en vertu de l'accord sur la libre circulation des personnes, les caisses de pension sont tenues de verser le capital de retraite épargné par les étrangers de l'UE dans le cadre du deuxième pilier exclusivement sous forme de rente lorsqu'ils quittent la Suisse.⁴⁴

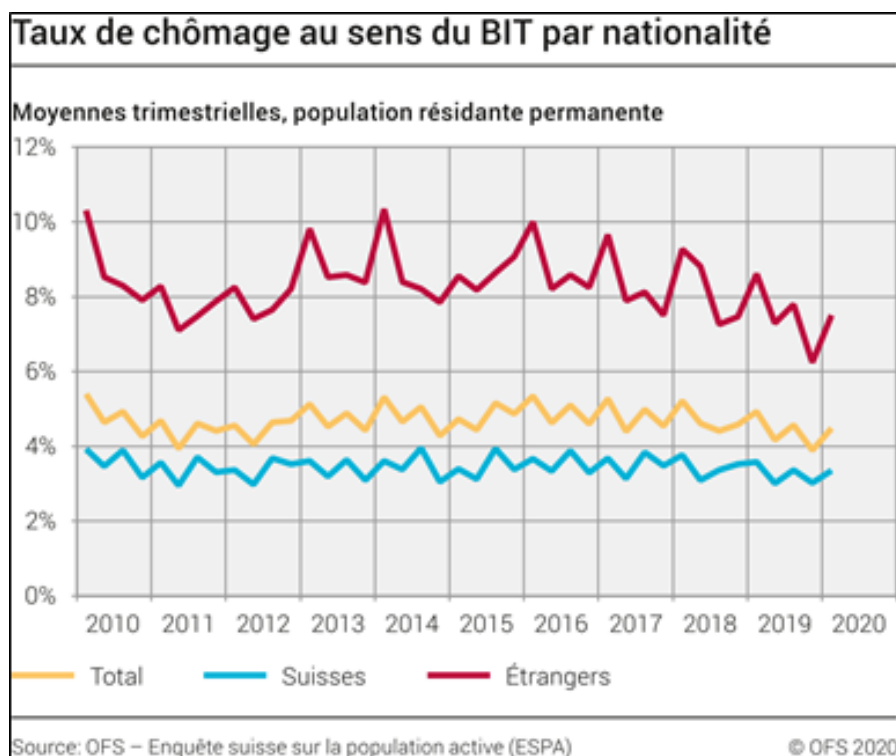
7.2.3. Hausse du chômage

Au cours des dix dernières années, le taux de chômage des étrangers en Suisse a toujours été compris entre 8 et 10 %, et celui des Suisses entre 3 et 4 %.⁴⁵ L'expérience de ces dernières années montre que les travailleurs nouvellement immigrés concurrencent en particulier les étrangers travaillant déjà en Suisse et – bien que dans une moindre mesure – les ressortissants suisses et les évincent du marché du travail. Cela s'est produit, par exemple, dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration où les ressortissants de l'ex-Yougoslavie ont été remplacés par des Allemands ou d'autres étrangers UE. Souvent, les nouveaux immigrants sont moins chers et/ou mieux formés que les étrangers résidents, qui ne retournent cependant pas dans leur pays d'origine, mais reçoivent l'abord des allocations de chômage et bénéficient ensuite fréquemment de l'aide sociale.

⁴³ N. Ramel, G. Sheldon, Bilan fiscal de la nouvelle immigration en Suisse, 7 décembre 2012, p. 17.

⁴⁴ G. Sheldon, Effets de la numérisation, de l'immigration et du vieillissement, exposé présenté le 26 octobre 2019.

⁴⁵ Taux de chômage OIT selon la nationalité, OFS.



On voit en outre que le taux de chômage baisse en fonction de l'intégration. Pour progresser socialement, les nouveaux immigrants en provenance de l'UE sont particulièrement enclins à accepter des salaires plus bas afin de pouvoir concurrencer la classe moyenne suisse.

Taux de chômage selon le statut des migrants en 2018 (en %)

	Population totale	Population hors contexte migratoire	Population du contexte migratoire		
	Total	Suisses et Suissesses	Contexte migratoire 1 ^{re} génération	Contexte migratoire 2 ^e génération	Total
Total	4.7	2.8	7.8	6.1	7.5
Ressortissants suisses	3.5	2.8	6.3	5.7	6.0
Ressortissants étrangers	8.2	*	8.3	6.9	8.2

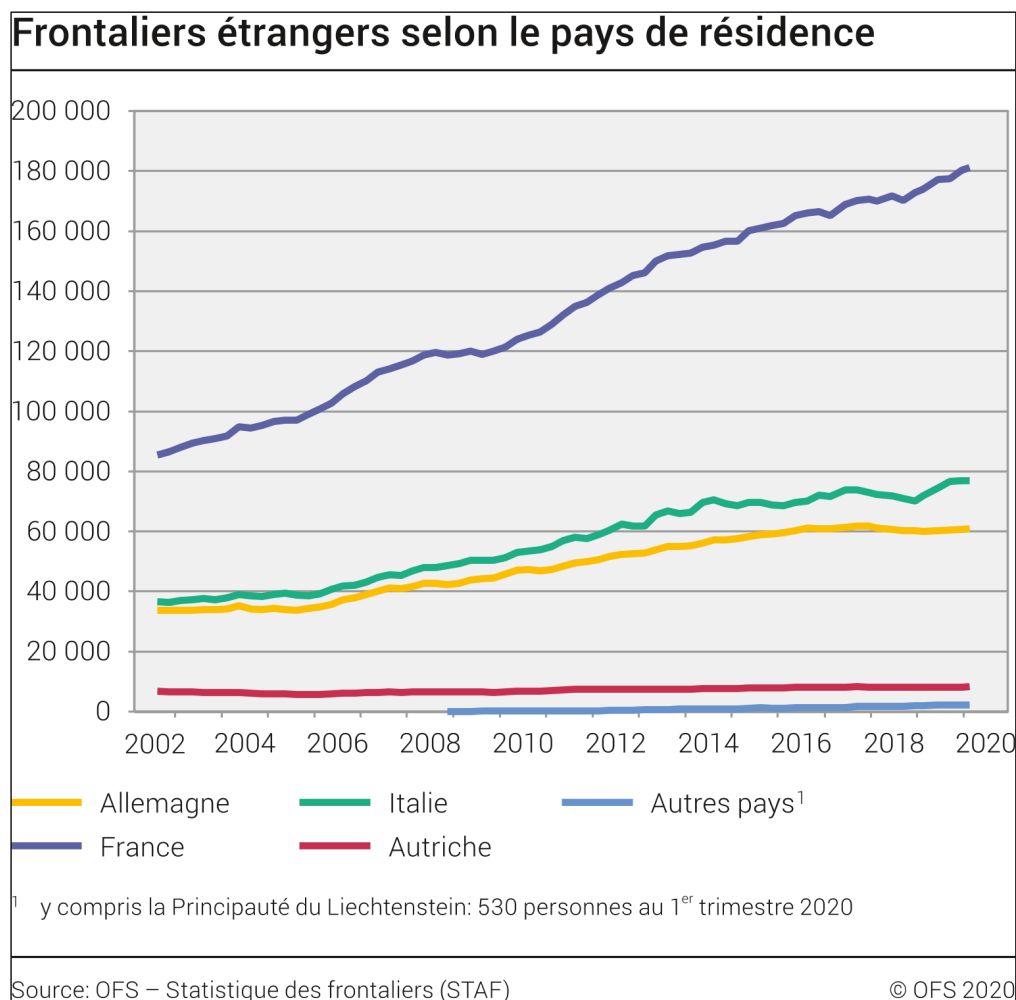
Source: propre présentation sur la base des chiffres de l'OFS, taux de chômage selon OIT, selon le statut migratoire, selon différentes caractéristiques sociodémographiques et selon les grandes régions

7.3. Effets négatifs sur le marché du travail

7.3.1. Les frontaliers font pression sur les salariés suisses

La libre circulation des personnes permet non seulement aux ressortissants UE d'immigrer en Suisse, mais ouvre également les portes à un nombre illimité de frontaliers des

pays de l'UE. Les frontaliers représentent aujourd'hui déjà 6,2 % de la population active en Suisse (4,7% en 2010).⁴⁶ Etre un frontalier, c'est avoir le beurre et l'argent du beurre. Les frontaliers profitent du coût de la vie bas de leur pays d'origine, mais ils perçoivent un salaire moyen de 6'954 CHF, donc du niveau suisse. Il n'est pas étonnant que ce groupe ait doublé depuis l'introduction de la plus que libre circulation des personnes, passant de 162'000 entre 2002 et 2004 à 330'000 au premier trimestre de 2020.⁴⁷



De plus en plus d'étrangers, notamment de France, d'Italie et d'Allemagne, se rendent quotidiennement en Suisse pour y travailler. Entre 2002 et 2019, le nombre de frontaliers français et italiens a plus que doublé. Ce sera bientôt aussi le cas pour les ressortissants allemands. Contrairement aux résidents permanents de l'UE, qui étaient soumis à des contingents entre 2002 et 2007, année où la libre circulation complète a commencé, il n'y a jamais eu de restrictions pour les frontaliers depuis l'entrée en vigueur de la libre circulation des personnes en 2002.

⁴⁶ 16^e rapport de l'observatoire, p. 42.

⁴⁷ Selon l'OFS, frontaliers et frontalières selon le lieu de domicile et le lieu de travail (à l'extérieur et à l'intérieur de la Suisse), selon la nationalité. Moyennes sur 3 ans.

Origines des frontaliers	2002 1 ^{er} trim.	2020 1 ^{er} trim.	Croissance
Allemagne	33'644	60'893	+ 81%
France	88'102	181'064	+106%
Italie	36'957	76'942	+108%
Autriche	6'574	8'365	+27%
Total	165'276	330'077	+100%

Source: propre présentation sur la base des chiffres de l'OFS, frontalières et frontaliers étrangers selon le sexe, le canton de travail et l'Etat de domicile.

Les cantons situés près de la frontière nationale sont particulièrement touchés par la rapide augmentation du nombre de travailleurs frontaliers:

- à Genève, près d'un quart de tous les actifs sont des frontaliers. Chaque jour quelque 120'000 pendulaires circulent entre la région lémanique et la France.
- Entre le début de 2002 et la fin de 2019, le nombre de frontaliers sur le marché du travail tessinois a plus que doublé, passant de 31'000 à 68'000. Cet afflux d'étrangers a provoqué un dumping salarial et l'éviction de salariés autochtones, même parmi les personnes ayant de bonnes qualifications professionnelles. En juin 2013, l'émission de la radio alémanique "Rundschau" a rapporté que des frontaliers italiens étaient même engagés comme apprentis au Tessin, alors qu'ils étaient déjà formés. En tant qu'apprentis, ils reçoivent en Suisse des salaires plus élevés que s'ils occupaient un emploi normal en Italie. Alors que de nombreux jeunes Tessinois ne trouvent plus de place d'apprentissage, certaines entreprises utilisent sans doute ces "apprentis" italiens comme une main-d'œuvre bon marché.⁴⁸ Les frontaliers de Suisse romande et du Tessin gagnent en moyenne 11%, respectivement 30% de moins que les Suisses

⁴⁹.

Conclusion : l'augmentation du nombre de travailleurs frontaliers n'exerce pas seulement une pression sur les salaires et les emplois des salariés suisses, mais elle a également pour effet qu'un nombre croissant d'étrangers utilisent quotidiennement les infrastructures et les ressources suisses. Il est donc nécessaire d'inclure dans les statistiques démographiques le nombre croissant de travailleurs frontaliers. Ces derniers revendiquent "le beurre et l'argent du

⁴⁸ SRF, "[Rundschau](#)" du 26.06.2013.

⁴⁹ 15^e rapport de l'Observatoire de l'accord de libre circulation Suisse-UE. Les effets de la libre circulation des personnes sur le marché du travail et les assurances sociales (1^{er} juillet 2019). P. 90-92.

beurre" parce qu'ils perçoivent des salaires suisses tout en bénéficiant du faible coût de la vie dans leur pays d'origine.

7.3.2. Effets d'éviction particulièrement fort au Tessin et en Suisse romande

La proportion de travailleurs immigrés et de frontaliers venus en Suisse grâce à la libre circulation des personnes est particulièrement élevée en Suisse latine:

% des salariés en 2018	Suisse além.	Suisse rom.	Tessin
Immigrants UE/AELE	12%	17%	18%
Frontaliers	3.1%	11.2%	28.5%
Total	15.1%	28.2%	46.5%

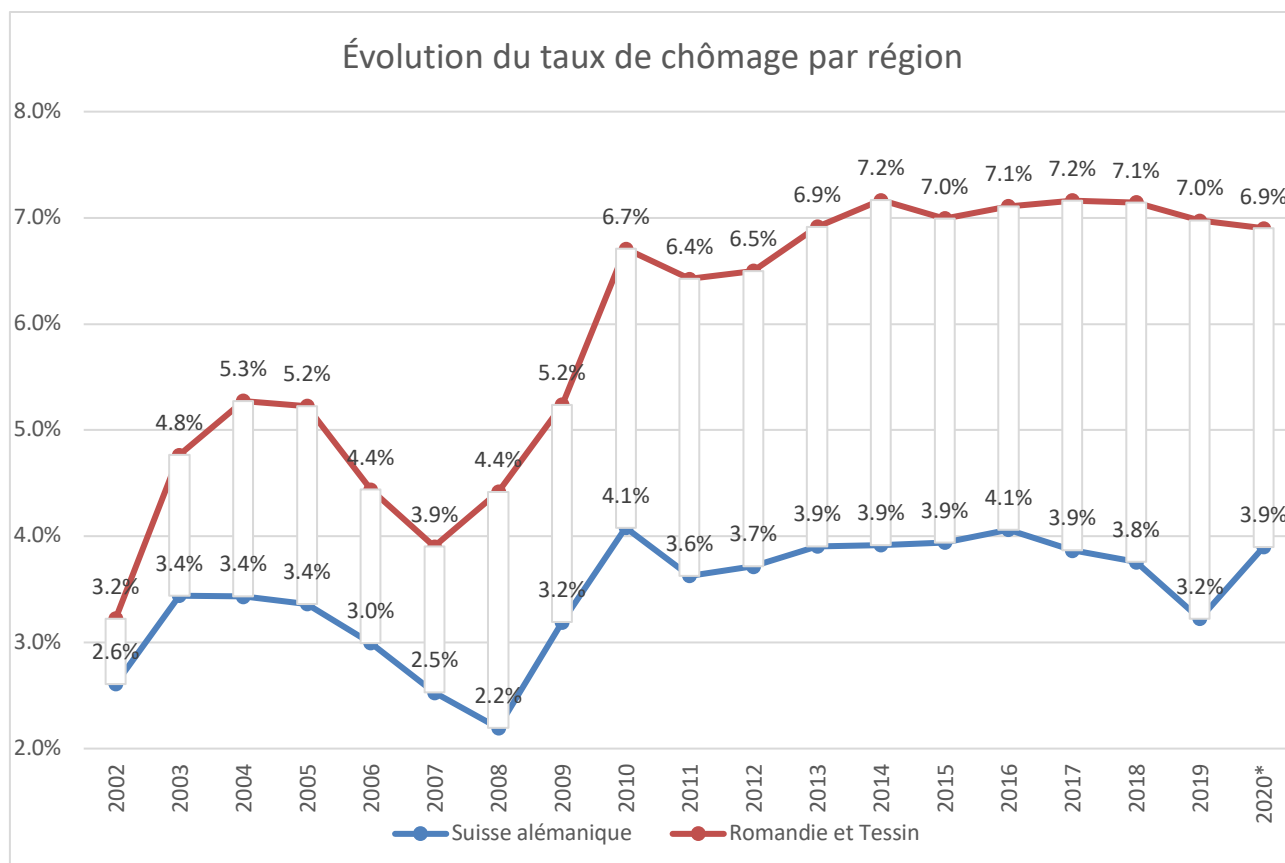
Source: propre présentation sur la base des chiffres du 16^e rapport de l'Observatoire de l'accord de libre circulation Suisse-UE. Les effets de la libre circulation des personnes sur le marché du travail et les assurances sociales (29 juin 2020). p. 90.

Il n'est donc guère étonnant que les effets d'éviction soient les plus marqués en Suisse romande et au Tessin. En Suisse alémanique, le taux de chômage a augmenté de 0,7% depuis l'introduction de la libre circulation des personnes alors qu'il a progressé de plus de 3% en Suisse latine, nonobstant les allégations officielles annonçant le plein-emploi.

Il est frappant de constater que l'évolution du taux de chômage en Suisse latine est presque exclusivement imputable aux personnes originaires des pays de l'UE/AELE.

"Dans le canton du Tessin, qui, selon le BIT, a affiché une hausse sensible du taux de chômage durant les années 2012 à 2013, ce développement a eu lieu principalement au détriment des ressortissants de pays UE/AELE."⁵⁰ Cela permet de conclure que les déplacements sur le marché du travail se produisent principalement parmi les immigrants. Les nouveaux immigrants de l'UE poussent au chômage ceux qui avaient déjà immigré en Suisse auparavant. Une grande partie de ces nouveaux chômeurs restent ici et profitent du système social suisse bien développé.

⁵⁰ 16^e rapport de l'Observatoire de l'accord de libre circulation Suisse-UE. Les effets de la libre circulation des personnes sur le marché du travail et les assurances sociales (1^{er} juillet 2019). P. 88.



Source: propre présentation sur la base des chiffres de l'OFS, Taux de chômage au sens du BIT selon diverses caractéristiques, Enquête suisse sur la population active (ESPA) (2020*: estimation sur la base des données du 1^{er} trimestre 2020).

Conclusion : une forte proportion d'immigrants de l'UE sont peu qualifiés. Ils risquent donc davantage d'être poussés hors du marché du travail par les nouveaux immigrants de l'UE et de se retrouver au chômage. Néanmoins, ils ont généralement tendance à s'installer plus longtemps en Suisse que les personnes hautement qualifiées et ont donc un impact négatif sur la prospérité de notre pays.

7.3.3. Pression sur les salaires à cause de la concurrence UE bon marché

Contrairement aux allégations de la Confédération et des associations économiques, l'immigration de masse a un effet négatif sur les salaires des travailleurs locaux. La pression est particulièrement forte sur les salaires des personnes nouvellement engagées, car, dans ces cas, les employeurs peuvent verser aux successeurs un salaire plus bas. Surtout les travailleurs des pays du sud de l'UE sont disposés à accepter des salaires inférieurs à ceux des ressortissants suisses.

Cette différence de revenus est particulièrement notable en Suisse latine. Par exemple, les immigrants de l'UE gagnent en moyenne 8 % de moins que la population résidente de

Suisse romande et 12 % de moins que celle du Tessin. Les frontaliers tessinois gagnent même 30 % de moins que les Suisses⁵¹, et cela malgré les mesures d'accompagnement, les salaires minimums prévus dans les conventions collectives de travail et la bureaucratie de contrôle qui y est associée.

Conclusion : les salaires sont sous pression en raison de l'immigration massive de main-d'œuvre bon marché de l'UE. La pression sur les salaires est particulièrement évidente lors des nouveaux engagements, chez les diplômés universitaires et les étrangers de pays tiers qui ont déjà immigré en Suisse dans le passé. De nombreux immigrants de l'UE sont prêts à travailler à un salaire inférieur au salaire moyen suisse. Ce constat est particulièrement évident au Tessin (11 % plus bas) et en Suisse occidentale (8 % plus bas).⁵²

7.3.4. Le projet de prestation transitoire confirme la nécessité d'une intervention

L'immigration incontrôlée exerce une pression particulièrement forte sur les travailleurs âgés qui sont de plus en plus remplacés par une main-d'œuvre importée bon marché. Ce développement est reflété par le taux d'assistance sociale qui a augmenté d'environ 20 % chez les 46-55 ans et de 40 % chez les 56-64 ans depuis l'introduction de la libre circulation des personnes (2007-2017).⁵³

En juin 2019, le Conseil fédéral a annoncé son intention d'introduire une prestation transitoire financée par les impôts. Le but évident de cette mesure était de combattre l'initiative de limitation. Le Conseil national et le Conseil des Etats ont approuvé ce projet dans la précipitation pour pouvoir prétendre, encore avant le vote sur l'initiative de limitation, que le problème du chômage des salariés âgés est réglé. Auparavant, ces mêmes milieux ont sans cesse prétendu que la libre circulation des personnes n'avait aucun effet sur le marché du travail.

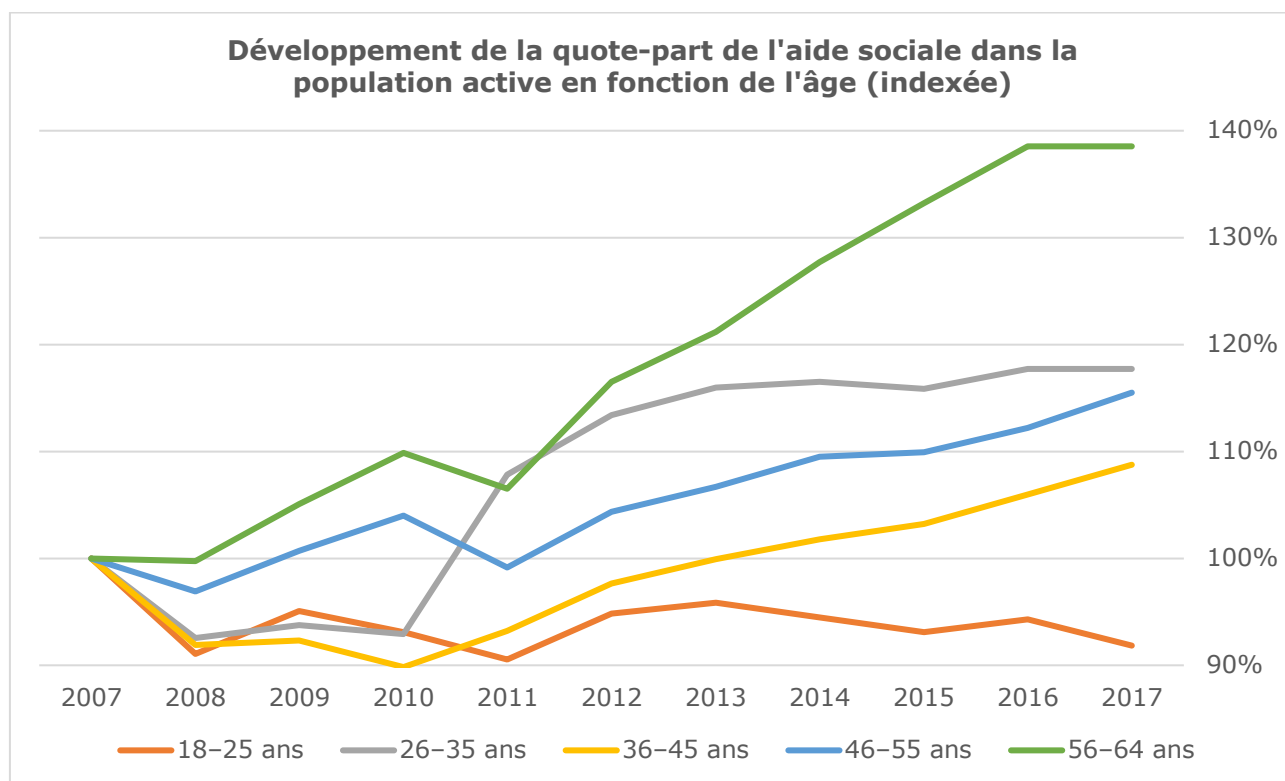
Cette nouvelle assurance sociale fonctionne comme suit: toute personne en fin de droit âgée de 60 ans et plus et ayant économisé une fortune de moins de 50'000 francs, voire de 100'000 francs pour les couples, aura droit, en lieu et place de l'aide sociale, à une prestation de transition nettement plus élevée. Financée à coups de milliards de francs

⁵¹ 16^e rapport de l'Observatoire de l'accord de libre circulation Suisse-UE. Les effets de la libre circulation des personnes sur le marché du travail et les assurances sociales (29 juin 2020). p. 98.

⁵² Idem.

⁵³ OFS, Quote-part de l'aide sociale selon la nationalité le lieu de naissance, le sexe et le groupe d'âge.

versés par les contribuables, cette action contre les symptômes vise uniquement à dissimuler les problèmes que la libre circulation des personnes pose aux travailleurs suisses âgés. Le Conseil fédéral et le Parlement admettent ainsi l'existence d'un grave problème, donc implicitement la nécessité de l'initiative de limitation. En effet, seule une limitation de l'immigration permettrait de rétablir l'égalité des chances sur le marché du travail.



Source: propre représentation sur la base des chiffres de l'OFS, Statistique sociale suisse.

Les expériences faites à l'étranger mettent en garde contre les incitations gravement contre-productives provoquées par ces mises à la retraite anticipées.⁵⁴ A l'heure précisément où il est prévu de renforcer financièrement l'AVS grâce l'égalité de l'âge de la retraite à 65 ans pour les femmes et les hommes, le Conseil fédéral crée une généreuse retraite anticipée. De nombreux partis et associations sont favorables à cette action inefficace et même nuisible contre les symptômes, car ils y voient une occasion de couler l'initiative de limitation et, partant, de maintenir une immigration massive en

⁵⁴ «Warnhinweis aus Deutschland» (avertissement venant de l'Allemagne), NZZ du 24 juillet 2019, p. 19.

provenance de l'UE. Un comité référendaire proche de l'UDC combat cette rente de licenciement à la fois contreproductive et onéreuse.

Conclusion : l'immigration démesurée évince les travailleurs suisses âgés, mais aussi des travailleurs étrangers du marché du travail et les pousse dans l'aide sociale. Le Conseil fédéral a reconnu ce problème, mais il préfère lutter contre les symptômes plutôt que de réglementer l'immigration. Cette rente pont aura principalement pour effet qu'un nombre encore plus important de travailleurs suisses âgés soient licenciés et remplacés par des étrangers UE moins chers. En effet, les employeurs peuvent ainsi facilement se décharger sur l'Etat des conséquences financières des licenciements. Les Suissesses et Suisses âgés pourront être licenciés encore plus fréquemment.

7.3.5 L'obligation d'annoncer les postes vacants n'aide par les Suisses en quête d'un emploi

L'obligation d'annoncer les postes vacants a été introduite comme alternative à la gestion autonome de l'immigration. Cette réaction à l'initiative contre l'immigration de masse approuvée par le peuple en 2014 était doublement fausse.

Premièrement, l'obligation d'annoncer les postes vacants ne protège pas les salariés suisses contre les immigrants en provenance de l'UE. Les informations sur les postes vacants publiées selon cette obligation sont certes accessibles durant 5 jours ouvrables uniquement aux personnes enregistrées auprès d'un ORP, mais comme chaque étranger et chaque frontalier enregistrés auprès d'un ORP peut également y accéder, les travailleurs suisses ne jouissent d'aucune priorité. En outre, les employeurs suisses peuvent cocher un champ dans la publication de leurs places vacantes afin que leurs offres d'emploi soient également publiées sur la plateforme Eures, si bien que tous les migrants UE potentiels, qui, faute de cette possibilité, n'auraient jamais envisagé d'émigrer vers la Suisse, peuvent également accéder à ces informations.⁵⁵ C'est dire que l'obligation d'annoncer les postes vacants n'a strictement aucun effet de protection en faveur des salariés suisses. Cette égalité de traitement offerte aux immigrants UE par rapport aux citoyennes et citoyens suisses indique que le Conseil fédéral s'est une fois de plus incliné devant l'UE. Dans le contexte de la pandémie Covid-19, le Conseil fédéral a osé affirmer qu'une suspension de l'accord de libre circulation des personnes avec l'UE pourrait avoir

⁵⁵ Cf. réponse du Conseil fédéral à la question 19.1046 du 11 septembre 2019.

des effets contreproductifs: "Enfin, une suspension de l'accord peut s'avérer contreproductive pour faire redémarrer l'économie suisse dès lors que le maintien de relations bilatérales stables fait partie des conditions pour le redémarrage de notre économie." ⁵⁶ Cette déclaration est d'autant plus déplacée que l'importance relative des relations économiques bilatérales avec l'UE ne cesse de diminuer (cf. chapitre 6.1.). Pour cette bonne raison, le Conseil fédéral pourrait et devrait même supprimer l'accès des ressortissants UE aux postes vacants annoncés obligatoirement.

Deuxièmement, l'obligation d'annoncer les places vacantes n'apporte aucun avantage aux branches et employeurs concernés. Même des experts contestent l'utilité de cette mesure, notamment parce que le taux de chômage ne convient pas comme indicateur de pénurie pour les emplois disponibles dans une certaine profession. On sait en effet que ce sont avant tout les métiers exigeant peu de formation qui affichent le chômage le plus élevé. Les emplois concernés par l'obligation d'annoncer les postes vacants se distinguent par une forte instabilité et ils sont particulièrement sensibles aux effets conjoncturels et saisonniers.

Les personnes exerçant ces métiers retrouvent en revanche assez rapidement du travail. ⁵⁷ Il n'y a donc aucun sens à soumettre à l'obligation d'annoncer les postes vacants précisément ces métiers puisqu'ils ne peuvent guère profiter des efforts de placement. Les nombreux changements que connaissent ces postes entraînent une durée moyenne de recherche d'un emploi qui ne peut être influencée moyennant l'obligation d'annoncer les postes vacants. En clair, l'obligation d'annoncer les postes vacants a pour principal effet d'imposer des charges bureaucratiques supplémentaires aux entreprises et de donner de faux espoirs aux Suissesses et Suisse à la recherche d'un emploi.

Cette idée d'une "préférence nationale light" sous la forme d'une obligation d'annoncer les postes vacants est donc un pur exercice alibi. Il n'est guère surprenant que le SECO ait jusqu'ici renoncé à publier une analyse de l'efficacité de cette mesure. Peut-être le fera-t-il après la votation sur l'initiative de limitation. ⁵⁸

⁵⁶ Voir aussi la réponse du Conseil fédéral à la question [20.1010 du 6 mai 2020](#).

⁵⁷ Siehe auch «Inländervorrang light» Bürokratisches Monstrum, George Sheldon, NZZ, 30 août 2017.

⁵⁸ Voir la réponse du Conseil fédéral à l'[interpellation 19.4413 du 9 décembre 2019](#). Les résultats d'une analyse d'efficacité serot disponibles au plus tôt en automne 2020.

7.4. L'immigration incontrôlée charge les institutions sociales

En 2004 lorsque l'UE a été élargie de 10 Etats membres supplémentaires, le Conseil fédéral osait encore affirmer que l'introduction de la libre circulation des personnes n'avait entraîné aucune charge supplémentaire notable pour les institutions sociales, si bien qu'il ne fallait pas s'attendre à de coûts supplémentaires significatifs à la suite de l'élargissement de l'UE.⁵⁹

Les chiffres parlent cependant un langage très différent: la situation déjà précaire des institutions sociales suisses s'est encore aggravée avec la libre circulation des personnes. Premièrement, le niveau élevé de l'immigration de l'UE vers le marché du travail suisse est en concurrence avec les étrangers qui résident déjà en Suisse et qui sont contraints au chômage. Deuxièmement, beaucoup de ceux qui sont entrés dans le pays grâce à la libre circulation des personnes se retrouvent dans notre système de sécurité sociale lorsqu'ils perdent leur emploi. L'accord sur la libre circulation des personnes a ouvert toutes grandes les portes de notre système social bien développé. C'est d'autant plus inquiétant que le spectre de l'immigration de la pauvreté hante déjà l'UE.

Conclusion : la situation déjà précaire des institutions sociales suisses s'aggrave du fait de l'immigration de masse.

7.4.1. *Un nombre disproportionné d'immigrants touchent l'assurance-chômage*

La somme des indemnités de chômages touchées par les étrangers UE28 dépasse de 19% le produit des cotisations qu'ils versent. La différence entre les prestations et les cotisations est particulièrement prononcée pour les ressortissants de certains pays de l'UE. Elle a atteint 49% pour les Portugais et 44% pour les ressortissants de pays UE de l'est. Le Conseil fédéral s'est donc lourdement trompé dans ses pronostics de 2004, selon lesquels le risque d'une charge supplémentaire pour l'assurance-chômage était faible, "puisque les travailleurs des nouveaux États membres [exclusivement d'Europe de l'Est] de l'UE sont susceptibles de présenter un risque de chômage plus faible que les anciens immigrants".⁶⁰

⁵⁹ Réponse du Conseil fédéral à la question 04.1086 "Coûts de l'extension de la libre circulation des personnes".

⁶⁰ Réponse du Conseil fédéral à la question 04.1086 "Coûts de l'extension de la libre circulation des personnes".

Tableau 4.7 Part des recettes de l'AC et des dépenses liées aux IC (y compris rétrocessions et remboursements), par groupe de nationalités, 2018

Sources : OFAS (comptes individuels de l'AVS), SECO

	Suisse	UE/ AELE	États tiers	ALL.	FRA.	ITA.	POR.	ESP.	UE- 8+2
Cotisations AC	69,4%	25,0%	5,3%	6,7%	4,4%	4,8%	3,2%	1,1%	1,8%
Indemnités AC	55,4%	31,0%	13,1%	5,8%	3,9%	6,3%	6,2%	2,1%	3,2%
Rapport cotisations/indemnités de chômage	1,25	0,81	0,40	1,15	1,14	0,75	0,51	0,52	0,56
Durée des indemnités de chômage en jours	89	88	97	84	99	88	75	85	87

Source: 16^e Rapport de l'Observatoire, p. 45.

En 2020, les étrangers représentaient 46 % des chômeurs inscrits, alors que leur part de la population totale de la Suisse était d'environ 25%⁶¹. En 2003, cette proportion était encore inférieure à 36%.⁶² Cependant, il y a aussi des effets d'éviction chez les personnes ayant un diplôme universitaire. La proportion de diplômés universitaires parmi les chômeurs inscrits est passée de 19% à 27% entre 2003 et 2016.⁶³ En mai 2020, 15'303 étrangers en quête d'un emploi étaient des universitaires contre 23'006 Suisses⁶⁴. Un étranger au chômage sur cinq est donc un universitaire et concurrence les universitaires suisses qui ont perdu leur poste de travail et cherchent un nouvel emploi.

L'analyse du nombre de bénéficiaires d'indemnités journalières chez les étrangers UE en Suisse indique une augmentation de plus de 82 % entre 2007 et 2018. Le nombre de bénéficiaires d'indemnités journalières en provenance de Hongrie a même été multiplié par dix. Parallèlement, les indemnités de l'AC touchées par les ressortissants suisses n'ont augmenté que de 4,9 % au cours de la même période.⁶⁵

⁶¹ DFAE, La population – chiffres et faits.⁶² B,S,S (2018): «[Développement de l'efficacité des offices de placement en Suisse entre 2003-2016](#). Etude réalisée sur mandat de la Commission de surveillance du fonds de compensations de l'assurance-chômage", p. 35.⁶³ B,S,S (2018): «[Développement de l'efficacité des offices de placement en Suisse entre 2003-2016](#). Etude réalisée sur mandat de la Commission de surveillance du fonds de compensations de l'assurance-chômage", p. 35.⁶⁴ Selon Amstat.ch (statistique du marché du travail). En mai 2020, 155'998 Persones au total étaient anoncées au chômage.⁶⁵ Bénéficiaires des indemnités de chômage selon les nations. Source: SECO

Développement du nombre de bénéficiaires d'indemnités journalières selon la nationalité depuis l'introduction de la libre circulation des personnes

	2007	2020 (juin)	Croissance (en %)
Total	109'189	150'289	37.6
Suisses	62'818	82'932	32.0
Etrangers	46'371	69'357	49.6
Portugal	5'621	8'741	55.5
Italie	6'183	9'323	50.8
Allemagne	2'687	7'657	185.0
France	2'062	5'021	143.5
Autriche	509	1'016	99.6

Source: chômeurs enregistrés selon la nationalité et le pays d'origine (SECO).

Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes, les étrangers de l'espace UE ont un accès très facile non seulement au marché du travail suisse, mais aussi à l'assurance-chômage (AC). L'activité lucrative exercée à l'étranger est imputée sur la période de cotisation en Suisse, mais le gain assuré – donc les indemnités journalières – est entièrement calculé sur le dernier salaire gagné en Suisse. L'UE prévoit également de transférer la responsabilité du paiement des allocations de chômage aux travailleurs frontaliers du pays de résidence vers le pays dans lequel ils travaillent.⁶⁶ Cela signifie que nos caisses de chômage seraient grevées de plus de 330'000 bénéficiaires potentiels supplémentaires qui sont touchés de manière disproportionnée par le chômage. Il faut s'attendre à des coûts supplémentaires de plusieurs centaines de millions de francs. Heureusement, un accord a échoué jusqu'à présent. Le projet n'est cependant pas abandonné.⁶⁷

⁶⁶ Schmutz C.G., «Der für die Schweiz teure EU-Systemwechsel für arbeitslose Grenzgänger ist vorerst gescheitert» (Le changement de système onéreux pour la Suisse concernant les frontaliers au chômage a provisoirement échoué), NZZ du 19.04.2019.

⁶⁷ Friedl D., "La Suisse devrait payer pour les frontaliers au chômage de l'UE", "NZZ am Sonntag" du 18 décembre 2016.

Conclusion : le taux de chômage des immigrés de l'UE est massivement supérieur à celui des Suisses. Dès qu'un immigrant de l'UE a travaillé en Suisse, il a droit à la totalité de la prestation de l'AC sur la base de son salaire suisse à condition qu'il ait cotisé dans un pays de l'UE pendant au moins 12 mois. En conséquence, les immigrants de l'UE touchent des allocations de chômage dont le montant dépasse largement celui des cotisations qu'ils versent.

7.4.2. Les charges de l'aide sociale explosent

L'aide sociale est aujourd'hui un des principaux postes de dépenses des communes suisses. En 2018, le taux d'aide sociale chez les étrangers résidant en Suisse était de 6,1%, chez étrangers UE de 2,9%, alors qu'il est constamment inférieur chez les Suisses, soit de 2,2%.⁶⁸ En d'autres termes, sur les 272'738 personnes qui ont reçu une aide sociale économique en 2018, environ 47,5 % étaient des étrangers - et la tendance est à la hausse. Cette disparité devient encore plus frappante lorsqu'on inclut les bénéficiaires de l'aide sociale des secteurs de l'asile (2018: 46'725) et des réfugiés (2018: 30'660). Compte tenu de ces deux catégories d'étrangers, les Suisses ne représentent qu'une minorité des bénéficiaires de l'aide sociale.⁶⁹ Indépendamment de la distinction entre aide sociale économique, aide sociale pour les réfugiés et aide sociale dans le domaine de l'asile, on constate qu'au total 337'500 personnes ont touché au moins une fois l'aide sociale en 2018. 196'000, soit 58%, d'entre eux sont de nationalité étrangère. Six bénéficiaires de l'aide sociale sur dix sont donc des étrangers.

Contrairement aux allégations du Conseil fédéral selon lequel les bénéficiaires de l'aide sociale ne profitent pas de la libre circulation des personnes⁷⁰, même des étrangers UE n'ayant qu'un emploi à temps partiel ont le droit d'immigrer et touchent des prestations sociales même s'ils n'ont jamais travaillé et payé des impôts en Suisse. Le tribunal administratif du canton d'Argovie relève dans un jugement que "bien qu'une durée de travail hebdomadaire cible de douze heures puisse être exigée des salariés et que l'oc-

⁶⁸ SECO SEM OFS OFAS (2019): 16^e rapport de l'Observatoire de l'accord de libre circulation Suisse-UE. Les effets de la libre circulation des personnes sur le marché du travail et les assurances sociales, p. 47s.

⁶⁹ Ce taux était encore de 43,8 en 2005, de 45,7 en 2010 et de 46,7 en 2014. CF. Office fédéral des assurances sociales: statistique suisse des assurances sociales 2019. Compte global, résultats principaux, séries chronologiques AVS, AI, PC, etc., p. 123. Chiffres sur les quotas OFS statistiken/bevoelkerung/migration-integration/integrationindikatoren/indikatoren/sozialhilfequote-haushaltsquote. Office fédéral de la statistique: Bénéficiaires de l'aide sociale et quote-part de l'aide sociale selon la nationalité et le sexe, 2017.

⁷⁰ Réponse du Conseil fédéral à la question [04.1086](#) "Coûts de la libre circulation étendue des personnes".

trois d'un permis de séjour puisse être subordonné au respect de cette exigence, la dépendance simultanée à l'égard des prestations sociales ne doit pas entraîner un refus du permis de séjour".⁷¹

En Suisse, le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale originaires de l'UE a augmenté de 37 %⁷² (!) entre 2008 et 2018 depuis l'introduction de la complète libre circulation des personnes. Ce sont évidemment les contribuables suisses qui doivent supporter les coûts sociaux pour les étrangers de l'UE qui gagnent trop peu pour subvenir aux besoins de leur famille ou qui se retrouvent en fin de droit après avoir perçu les indemnités de l'assurance chômage. Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale en Suisse a augmenté de différentes manières selon les pays d'origine. Par exemple, le nombre d'Allemands recevant des prestations d'aide sociale en Suisse a plus que doublé entre 2008 et 2018. Dans le même temps, le nombre de Bulgares vivant aux frais de l'aide sociale a triplé (+250%).

Nombre de bénéficiaires de l'aide sociale selon les pays d'origine

Origine	2007	2018	Variation
Bulgarie	116	406	+250%
Allemagne	2'405	5'218	+117%
Roumanie	282	619	+120%
France	2'540	3'648	+44%
Espagne	2'678	3'827	+43%
Total des étrangers UE	29'137	39'978	+37% ⁷³
Portugal	7'321	9'602	+31%
Italie	9'237	10'498	+14%
Suisse	131'811	143'054	+9%

Source: propre présentation sur la base des chiffres de l'OFSS, Statistique de l'aide sociale (SHS)

⁷¹ Réponse du Conseil d'Etat du canton d'Argovie du 06.12.2019 à l'interpellation Christoph Riner, UDC, Zeihen, du 10 septembre 2019 concernant la durée minimale d'un contrat de travail pour l'obtention d'un permis de séjour B.

⁷² Rechenfehlerkorrektur am 24. August 2020.

⁷³ Rechenfehlerkorrektur am 24. August 2020.

Conclusion : l'immigration dans notre système social est une réalité choquante et injuste. Six bénéficiaires de l'aide sociale sur dix sont des étrangers. Rien d'étonnant à cela : grâce à la libre circulation des personnes, les étrangers de l'UE peuvent bénéficier de l'aide sociale dès leur arrivée en Suisse, même s'ils n'ont jamais travaillé et payé d'impôts en Suisse. Toute personne reçoit un permis de séjour si elle travaille au moins 12 heures par semaine, que ses revenus soient suffisants pour assurer sa subsistance ou non. Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes, le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale en provenance de l'UE a augmenté de 37 %⁷⁴. La Suisse doit sévèrement contrôler l'accès à ses prestations sociales, donc limiter l'immigration afin de pouvoir lutter de manière conséquente contre les abus et les injustices. Personne ne peut sérieusement demander à la Suisse d'accepter des bénéficiaires de l'aide sociale de l'étranger. Il n'est certainement pas dans l'intérêt de la Suisse que l'accord sur la libre circulation des personnes rende une telle chose possible.

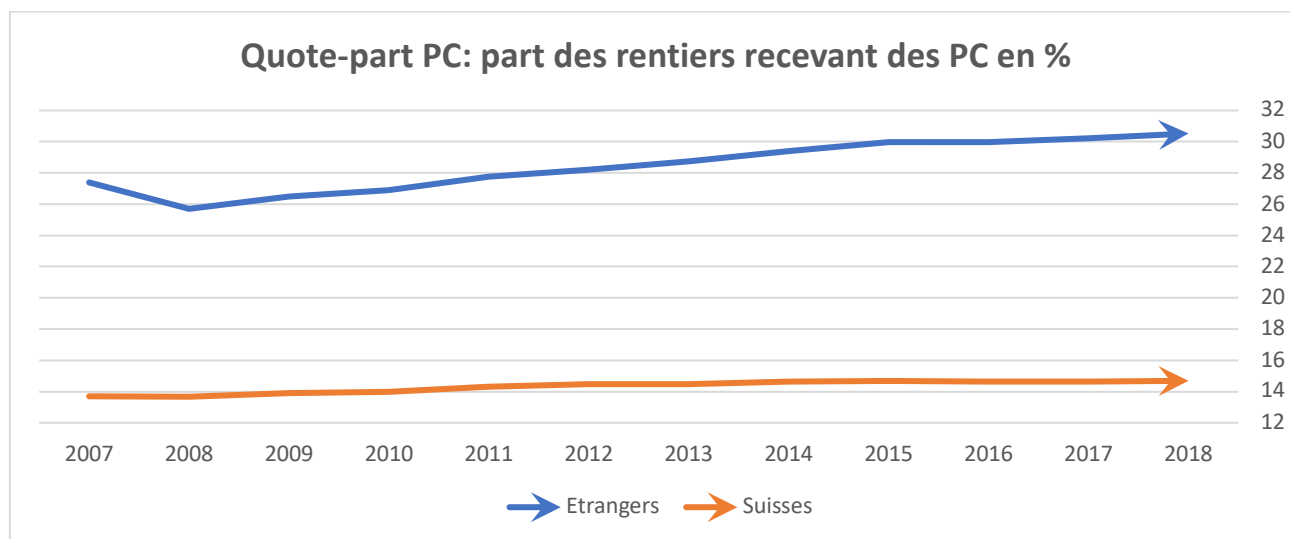
7.4.3. L'AVS et les prestations complémentaires offertes aux immigrants UE

Le Département fédéral de l'intérieur ne cesse de répéter que les immigrés de l'UE contribuent au financement de l'AVS. Les associations et les médias se joignent à cette rengaine. Or, il s'agit d'une réflexion superficielle et à court terme. Ce constat vaut d'ailleurs pour la plupart des effets positifs attribués à la libre circulation des personnes. A long terme, la libre circulation des personnes conduit l'AVS à un désastre financier.

Toute personne qui a été assurée en Suisse pendant au moins un an a droit à une rente AVS calculée au prorata des périodes de cotisation suisses. Il faut cependant tenir compte du fait que les étrangers en situation financière plus faible sont moins mobiles et donc plus sédentaires et restent plus longtemps en Suisse. Théoriquement, il serait concevable qu'un étranger de l'UE de 64 ans vienne en Suisse pour travailler, perde son emploi après quelques mois, perçoive des allocations de chômage, reste assuré à l'AVS et prenne ensuite sa retraite à 65 ans. Comme il ne recevrait bien sûr pas la pension maximale, ses prestations complémentaires seraient d'autant plus élevées. Alors qu'une période d'attente de dix ans s'applique aux étrangers de pays tiers, cette durée ne

⁷⁴ Rechenfehlerkorrektur am 24. August 2020.

compte pas pour les étrangers de l'UE. Un étranger de l'UE ne doit donc pas avoir une durée minimale de résidence ou une période minimale de cotisation en Suisse pour pouvoir bénéficier de prestations complémentaires.⁷⁵



Source: propre présentation sur la base des chiffres OFS, personnes touchant des prestations complémentaires selon la nationalité, fin de l'année.

Les dépenses pour les prestations complémentaires augmentent constamment en raison de l'immigration. Alors qu'en 2009, le montant était légèrement inférieur à 4 milliards de francs suisses, la somme de ces prestations a dépassé 5 milliards de francs suisses en 2018.

⁷⁵ Berner Konferenz für Sozialhilfe, Kindes- und Erwachsenenschutz BKSE, AHV/IV und EL-Leistungen für Ausländerinnen und Ausländer.

T4 Dépenses des PC, 2009-2018

Année	Dépenses au titre des PC en millions de francs			Variation en % par rapport à l'année précédente		
	Total	PC à l'AVS	PC à l'AI	Total	PC à l'AVS	PC à l'AI
2009	3 905,7	2 209,7	1 696,1	6,1	6,7	5,5
2010	4 074,7	2 323,6	1 751,1	4,3	5,2	3,2
2011	4 275,9	2 439,0	1 836,9	4,9	5,0	4,9
2012	4 435,9	2 524,5	1 911,4	3,7	3,5	4,1
2013	4 527,9	2 604,6	1 923,2	2,1	3,2	0,6
2014	4 678,7	2 712,1	1 966,6	3,3	4,1	2,3
2015	4 782,1	2 778,4	2 003,7	2,2	2,4	1,9
2016	4 901,3	2 856,5	2 044,9	2,5	2,8	2,1
2017	4 939,0	2 906,7	2 032,3	0,8	1,8	-0,6
2018	5 043,6	2 956,3	2 087,3	2,1	1,7	2,7

Source : Statistique des PC, OFAS

Source: Statistique des prestations complémentaires AI et AVS en 2018, p. 5, Office fédéral des assurances sociales.

Vouloir stabiliser l'AVS via l'immigration, c'est s'engager dans un dangereux système de boule de neige qui ne peut que s'effondrer à long terme. Les problèmes auxquels le système AVS est confronté aujourd'hui sont l'augmentation de l'espérance de vie et les changements dans la structure de la population. Ces problèmes ne peuvent pas être résolus durablement par l'immigration, mais tout au plus être reportés, si bien qu'ils s'aggraveront. Alors que les baby-boomers suisses (1955-1964) prendront leur retraite dans les 13 prochaines années environ, les baby-boomers étrangers suivront immédiatement. Cela signifie que les droits à la rente des immigrés de l'UE ne constitueront pas une lourde charge pour l'AVS dans 30 à 40 ans, mais probablement dans 10 ans déjà.

Conclusion : les problèmes structurels de l'AVS ne pourront jamais être résolus par l'immigration. Ils sont simplement reportés à plus tard et iront en s'aggravant. Un immigrant sur trois dépend des prestations complémentaires en raison de lacunes dans les cotisations et du manque d'épargne pour la vieillesse. Les générations futures devront payer pour cette politique irresponsable fondée sur le dangereux "système de boule de neige". Nous n'avons pas le droit de faire peser ce fardeau sur la prochaine génération.

7.5. Explosion des prix du terrain et des logements

L'augmentation de la population d'un million d'habitants en 13 ans a provoqué une forte augmentation de la demande de logements. Par conséquent, le coût du logement a progressé massivement ces dernières années.

Cette augmentation des prix immobiliers est visible de manière impressionnante dans les statistiques des prix des logements occupés par leurs propriétaires. Jusqu'en 2001, ces prix sont restés constants, voire ont légèrement diminué. En revanche, entre 2006 et 2016, les prix de l'immobilier résidentiel en Suisse n'ont fait qu'augmenter, et cela beaucoup plus vite que les salaires. Pour les maisons individuelles, l'augmentation annuelle moyenne était de 3,4 % et pour les propriétés par étage même de 3,7 %.⁷⁶ Un appartement qui était proposé pour 500'000 CHF en 2006, par exemple, a coûté près de 720'000 francs en 2016.

Comme la consommation moyenne de surface de logement par habitant n'a pratiquement pas augmenté en Suisse depuis 2005 environ, c'est surtout la croissance démographique qui explique la hausse ininterrompue de la demande d'espace d'habitation.⁷⁷

Les prix surfaits forcent de nombreux Suisses à accepter de longs trajets en voiture entre leurs lieux de domicile et de travail dans l'espoir de trouver un logement abordable. Mais même à la campagne, les loyers et plus encore le prix d'achat d'un bien immobilier sont aujourd'hui très élevés en raison de la forte demande. L'exode des régions chères vers les régions moins chères entraîne une foule d'autres problèmes, notamment au niveau de la circulation, davantage d'embouteillages, des trains surchargés, un manque de place dans les écoles et un bétonnage massif de précieuses terres cultivables.

Cette croissance des prix ne peut être freinée par une simple extension des surfaces à bâtir. En raison de la forte augmentation de la demande de logements, la Suisse ne dispose aujourd'hui plus que d'une surface équivalant à deux terrains de tennis (terres cultivables) par personne, soit beaucoup moins que dans les pays voisins.⁷⁸

Conclusion : la forte croissance démographique provoquée par l'immigration a généré une hausse massive des loyers et des prix des logements en propriété. Parallèlement, la construction de logements rendue nécessaire par cet afflux d'étrangers a entraîné le bétonnage de précieuses terres cultivables. Les surfaces vertes et cultivables disparaissent en Suisse parce que notre pays doit

⁷⁶ <https://www.hausinfo.ch/de/home/finanzen-steuern/kauf-verkauf/immobilienmarkt.html>

⁷⁷ Cf. Reiner Eichenberger dans une interview avec le quotidien BaZ du 5 juillet 2017: «Wir sind grosse Schenker», <http://bazonline.ch/schweiz/standard/wir-sind-grosse-schenker/story/31325989>.

⁷⁸ Christoph Aebischer et Stefan Häne: «Angriff auf die besten Böden im Land» (attaque contre les meilleures terres du pays), Tages-Anzeiger du 9 mars 2018, p. 8.

accueillir une foule de ressortissants UE. La gauche écologiste prétend protéger les paysages et la diversité, mais obtient des résultats juste inverse par sa politique de libre immigration de masse.

7.6. L'immigration de masse détruit les paysages et la nature et surcharge les infrastructures

Depuis l'introduction de la complète libre circulation des personnes en 2007, environ 75'000 personnes en chiffre net, dont 50'000 étrangers UE⁷⁹, ont immigré en Suisse en moyenne annuelle. Chacun de ces étrangers a besoin d'un logement, veut être mobile, exige des prestations publiques et consomme de l'eau et de l'électricité. Parallèlement, la Suisse s'est engagée à réduire ses émissions de CO₂ et cherche à économiser des terres cultivables et à contrôler les coûts de la santé. Notre pays a aussi de lourds défis à relever en ce qui concerne le trafic routier et ferroviaire. Voyons donc les charges supplémentaires que la libre circulation des personnes impose chaque année à la Suisse.

Les 50'000 immigrants en provenance de l'UE qui ont afflué en moyenne annuelle en Suisse depuis 2007, ont déclenché les besoins suivants:

- + 2'850 terrains de football (norme FIFA)⁸⁰ de surface bâtie en logements
- + 22'700 logements⁸¹
- + 27'000 voitures de tourisme⁸²
- + 567 de kilomètres personnes en voitures de tourisme, soit 1,4 million de fois le trajet Genève-Romanshorn⁸³
- + 40 véhicules de transport routiers comme de bus⁸⁴

⁷⁹ 652'337 étrangers UE ont immigré en Suisse entre 2007 et 2019, soit une moyenne annuelle de 50'180 étrangers UE. Source: OFS, migrations internationales de la population résidente permanente selon la nationalité, le sexe et l'âge & SEM.

⁸⁰ "Avec ses mesures de développement durable adoptées en 2002 le Conseil fédéral souhaite stabiliser la consommation de surface par habitant à 400 m². Entre 1985 et 1997, l'indicateur a progressé de 14 m² et jusqu'en 2009 encore une fois de 6 m² pour atteindre 407 m²." (Statistique suisse de la superficie, état 2013). Nouvelle statistique de la superficie de 2018 avec env. 420 m². Un million d'immigrants déclenchent donc une consommation de superficie d'environ 407'000'000 m². Un terrain de football selon la norme FIFA a une surface de 7140 m².

⁸¹ Selon la dernière statistique du nombre d'habitants par logement selon les catégories d'âge des membres du ménage et selon les cantons (OFS 2019, l'occupation moyenne des logements habités est de 2,2 habitants par logement au niveau suisse.

⁸² Selon le taux de motorisation actuel (OFS, état 2018), on comptait en Suisse en 2018 543 voitures de tourisme pour 1'000 habitants, soit en moyenne 27'150 voitures de tourisme pour 50'000 habitants.

⁸³ Au total 100,8 milliards de personnes-kilomètres en voiture de tourisme ont été effectués en 2017 en Suisse, ce qui correspond à 590 millions de p-km pour 50'000 habitants (<https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/mobilitaet-verkehr/personenverkehr/leistungen.html>).

⁸⁴ Selon les derniers chiffres LITRA sur les transports publics, le parc de véhicules des transports publics suisses compte 6910 véhicules dits de transport routier. La population résidente totale de la Suisse a atteint 8'544'527 personnes fin 2018. il en résulte donc environ 40 véhicules de transport routier pour 50'000 habitants.

- + 120 millions de personnes-kilomètres sur le rail, soit 450'000 fois le trajet Berne-Zurich aller et retour⁸⁵
- + 100'000'000 kWh d'électricité, soit la production de 109 à 180 éoliennes⁸⁶
- + 136 médecins dans le seul domaine ambulatoire⁸⁷
- + 900 employés d'hôpitaux⁸⁹
- + 350 enseignants⁹⁰
- + 74 maisons d'école⁹¹

7.6.1. Bouchons sur les routes et trains bondés – l'infrastructure de transport atteint les limites de sa capacité

Un pays qui admet une immigration d'un million d'étrangers en 13 ans doit forcément mettre à disposition les infrastructures dont ces gens ont besoin dans leur vie quotidienne. Or, tel n'a pas été suffisamment le cas pour l'infrastructure ferroviaire et routière.

⁸⁵ Environ 20,9 milliards de personnes-kilomètres ont été effectués en 2017 en Suisse sur le rail, soit environ 120 millions de p-km pour 50'000 habitants (<https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/mobilitaet-verkehr/personen-verkehr/leistungen.html>).

⁸⁶ Selon une interprétation de la documentation SuisseEnergie, la consommation des ménages augmente d'au moins 100'000'000 kWh avec l'arrivée de 50'000 étrangers supplémentaires. La Suisse comptait fin 2018 37 grandes éoliennes d'une puissance totale de 75 mégawatts (MW). Leur production annuelle était globalement de 121 millions de kWh en 2018. La production moyenne attendue est d'environ 128 millions de kWh. Il en résulte donc que 50'000 étrangers UE exigent plus de 25 grandes éoliennes.

⁸⁷ En 2017, la densité moyenne des médecins était d'environ 222 médecins pour 100'000 habitants ("Santé" - statistique de poche 2018, p. 36, OFS 2019).

⁸⁸ En 2017 on comptait en Suisse environ 51 dentistes pour 100'000 habitants ("Santé" - statistique de poche 2018, p. 36, OFS 2019).

⁸⁹ En 2015, les hôpitaux suisses employaient environ 157'000 personnes (équivalents plein temps), soit près de 1900 personnes pour 100'000 habitants (OFS "Statistique des hôpitaux, nombre d'hôpitaux, personnel interne en équivalents plein temps selon la fonction des employés, selon le type d'exploitation, 2015).

⁹⁰ En 2018 la Suisse comptait environ 59'800 enseignants (équivalents plein temps) au niveau de l'école obligatoire, soit environ 695 enseignants pour 100'000 habitants (OFS Enseignants selon le niveau de formation 2017/2018 et personnel des universités 2018).

⁹¹ En 2018 la Suisse comptait 7'546 institutions de formation au niveau de l'école primaire et secondaire II+II ainsi que 5427 écoles enfantines (OFS statistique des institutions de formations selon le niveau scolaire et selon les cantons 2017/2018).

La rapide augmentation de la population de ces dernières années a eu des conséquences graves en termes de transports. Tant la route que le rail atteignent les limites de leur capacité. 25'366 heures d'attente dans les bouchons ont été enregistrées sur les routes nationales en 2018, soit plus que le double qu'en 2007 (10'316 heures de bouchon).⁹²

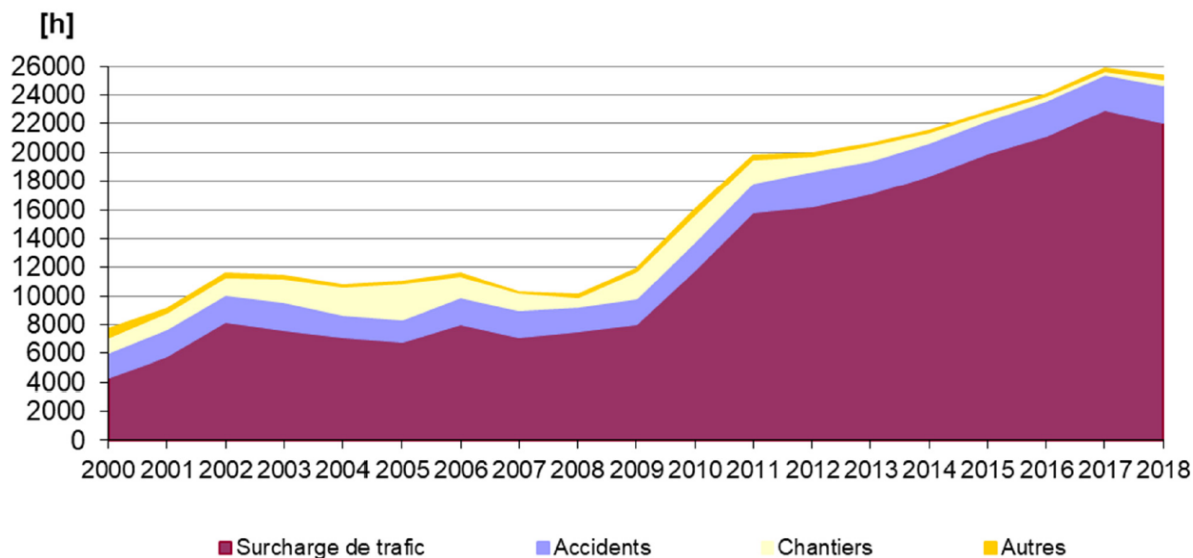


Illustration 12 : Évolution des heures d'embouteillage de 2000 à 2018

Source: OFROU, rapport annuel 2018 "Développement du trafic et disponibilité des routes nationales"

Ce graphique indique que le nombre d'heures attente dans les bouchons sur les routes nationales suisses avait tendance à diminuer entre 2002 et 2008 parce que les aménagements du réseau permettaient encore d'absorber la croissance des besoins de mobilité. La complète libre circulation des personnes depuis 2007 et le début de l'immigration de masse ont cependant provoqué l'explosion du nombre d'heures d'attente dans les bouchons.

Les bouchons sont principalement dus à des surcharges de trafic en raison d'une capacité routière insuffisante. Ils sont donc la conséquence de la forte immigration.⁹³ Près de 9 heures d'attente sur 10 (87%) dans les bouchons s'expliquent par cette cause en 2018.

Le volume global des transports augmentera probablement de 26% d'ici à 2040⁹⁴ avec pour conséquence des milliers d'heures supplémentaires d'attente dans les bouchons et

⁹² Source: OFROU, rapport annuel 2017 "Développement du trafic et disponibilité des routes nationales".

⁹³ Rapport 2018 "Mobilité et transport" de l'Office fédéral de la statistique (page 9) <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/mobilitaet-verkehr.assetdetail.1130-1800.html>

⁹⁴ Office fédéral du développement territorial (2016): "Perspectives des transports suisses de personnes et de marchandises jusqu'en 2040, Rapport de synthèse", p. 32. Cette estimation correspond au scénario de référence. D'autres scénarios indiquent un développement plus rapide. .

une augmentation correspondante des émissions nocives⁹⁵. Ces conséquences de l'immigration de masse provoquent chaque année des pertes économiques par milliards de francs. Selon les calculs de l'Office fédéral du développement territorial (ARE), les pertes économiques dues aux bouchons sur les routes suisses en 2015 se montent à environ 1,9 milliard de francs. On ne dispose pas encore de chiffres plus récents, mais comme la population suisse a augmenté d'environ 300'000 personnes depuis 2015, on peut imaginer que ces pertes sont sensiblement plus élevées aujourd'hui. De surcroît, l'état général des chaussées et des revêtements se dégrade plus rapidement en raison de cette sollicitation supplémentaire.⁹⁶

Faute d'une limitation de l'immigration, les pronostics concernant les transports en Suisse se présentent comme suit d'ici à 2040:

Croissance pronostiquée 2010-2040 (scénario de base)	Route	Rail
Trafic de personnes	+ 21%	+ 42%
Trafic de marchandises	+ 39%	+ 40%

Source: Office fédéral du développement territorial (2016): "Perspectives des transports suisses de personnes et de marchandises jusqu'en 2040, Rapport de synthèse", p. 27 ss.

Conclusion : malgré des investissements par milliards de francs, les infrastructures de transport sont au bord de l'effondrement. En raison de l'immigration, le nombre d'heures d'attente dans les bouchons explose et le trafic ferroviaire augmente massivement chaque année. Les retards et la suppression de trains sont le résultat d'un fonctionnement constant à la limite de la capacité et de la multiplication des chantiers permanents sur le réseau ferroviaire. Si cette immigration démesurée se poursuit, le trafic ferroviaire et routier s'effondrera à moyen ou à long terme.

7.6.2. L'immigration annihile les effets des économies d'énergie

Grâce aux progrès techniques et aux investissements élevés, la consommation d'énergie en Suisse par personne tend à diminuer (électricité, essence, diesel, chauffage, etc.). En approuvant le projet "Stratégie énergétique 2050", la Suisse a décidé de réduire la consommation d'énergie par habitant de 43% d'ici à 2035 par rapport à 2020.⁹⁷

⁹⁵ [Recensement du trafic routier OFS](#).

⁹⁶ Rapport explicatif du DETEC concernant la procédure de consultation "Projet concernant l'enveloppe financière routes nationales 2020-2030".

⁹⁷ OFEN, Stratégie énergétique 2050, rapport d'observation 2019, S.10.

Le but est de compenser la baisse de la production d'électricité à la suite de l'abandon des centrales nucléaires pour des raisons politiques.

Entre l'année de référence 2000 et l'année 2018, la consommation d'énergie par habitant a baissé de 18,8% grâce aux progrès techniques (lampes LED, appareils économes en énergie, production indépendante d'électricité solaire, etc.). Or, durant cette même période, la consommation d'énergie globale de la Suisse n'a diminué que de 1,9%.⁹⁸ En clair: les économies d'énergie réalisées par chaque Suisse sont presque complètement annihilées par une immigration incontrôlée.

Entre 2000 et 2018, la consommation d'électricité de la Suisse a même augmenté de 10%⁹⁹ alors que, parallèlement, la consommation par habitant a baissé de 6,9%¹⁰⁰ malgré une forte augmentation du nombre d'appareils électriques dans les ménages. Cette évolution s'explique par l'immigration qui a annulé tous les effets positifs des économies d'énergie.

Conclusion : il ne sert à rien de prendre en Suisse d'onéreuses mesures de réduction de la consommation d'énergie et d'économiser de l'électricité si chaque année notre pays subit une immigration en provenance de l'UE équivalente à la population de la ville de Bienne. Depuis l'an 2000 la consommation d'électricité en Suisse a augmenté de 10% bien que la consommation par habitant ait baissé de 6,9%.

7.6.3. L'immigration torpille la politique climatique suisse

Ignorant superbement l'immigration massive que subit la Suisse, le Parlement a approuvé en 2017 la ratification de la Convention de Paris sur le climat qui impose à la Suisse une réduction de ses émissions de CO₂ de 50% d'ici à 2030 par rapport au niveau de 1990.

La population de la Suisse passant de 6,7 millions d'habitants en 1990 à quelque 10 millions en 2030 en raison de la libre circulation des personnes¹⁰¹, cette réduction de moitié des émissions de gaz à effet de serre ne pourra être réalisée par le seul progrès

⁹⁸ OFEN, Stratégie énergétique 2050, rapport d'observation 2019, S.10.

⁹⁹ OFS, Consommation finale selon les agents énergétiques.

¹⁰⁰ OFEN, Stratégie énergétique 2050, rapport d'observation 2019, S.11.

¹⁰¹ Il s'agit là du scénario de référence de l'OFS, ce qui signifie que la population pourrait croître plus rapidement ou moins rapidement

(<https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/bevoelkerung/zukuenftige-entwicklung/schweiz-szenarien.html>).

technique. Pour réduire les émissions de CO₂ malgré l'augmentation de la population en raison de l'immigration, la gauche et les écologistes exigent des hausses massives des prix des carburants et combustibles – au détriment des Suissesses et des Suisses ainsi que des entreprises.

La taxe CO₂ sur les combustibles (huile de chauffage et gaz naturel) continuera donc d'augmenter. De 3 centimes par litre en 2008, elle a passé à 15 centimes par litre en 2015. Une nouvelle augmentation de 6 centimes par litre a suivi en 2016 et aujourd'hui la taxe CO₂ atteint déjà quelque 25 centimes par litre d'huile de chauffage parce que les émissions de CO₂ n'ont pas pu être réduites dans la mesure souhaitée à cause de l'immigration. Dans le cadre de la révision totale de la loi sur le CO₂ actuellement débattue au Parlement fédéral, les milieux de la gauche écologiste réclament même une limite supérieure maximale de 52,5 centimes prélevés sur chaque litre d'huile de chauffage¹⁰². La taxe initiale aura ainsi été multipliée par 17,5!

Cette hausse massive des prix pénalise non seulement l'économie, mais aussi toutes les Suissesses et tous les Suisses. Une fois de plus, la classe moyenne doit passer à la caisse.

Conclusion : en signant la Convention de Paris sur le climat, la Suisse s'engage à réduire de moitié ses émissions de CO₂ d'ici à 2030 par rapport à leur niveau de 1990. Or, en 1990 la Suisse ne comptait que 6,5 millions d'habitants alors que plafond de 10 millions d'habitants sera bientôt crevé si nous ne freinons pas immédiatement l'immigration de masse que subit notre pays. Conséquence : chaque Suisse est contraint, moyennant des prélèvements fiscaux massifs, d'économiser les carburants et combustibles parce que les effets positifs des économies et des lourds investissements réalisés sur place sont annihilés par une immigration démesurée.

7.7. Les écoles souffrent de l'immigration

Les conséquences nocives de l'immigration de masse en Suisse sont en effet perceptibles non seulement pour les adultes en âge de travailler, mais aussi pour les enfants et les adolescents qui se trouvent en pleine phase de développement et qui ont besoin d'une formation scolaire et professionnelle. On constate d'une manière générale que les

¹⁰² 17.071, Révision totale de la loi sur le CO₂ après 2020 dans <https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20170071>.

étrangers peu formés ont tendance à s'installer plus longtemps en Suisse que les étrangers ayant de bonnes qualifications professionnelles. Or, les enfants des immigrants peu formés ont en règle générale reçu eux aussi une éducation lacunaire et pèsent donc sur le niveau d'instruction dans les écoles. Rappelons aussi qu'un quart environ de l'immigration en provenance de l'UE est dû au regroupement familial.¹⁰³

7.7.1. Hausse des coûts dans le domaine scolaire

Dans les régions urbaines surtout, la proportion d'enfants et d'adolescents de langue étrangère est extrêmement élevée. En 2008, les enfants de langue allemande étaient pour la première fois en minorité dans les écoles de la ville de Zurich. Au niveau primaire, la quote-part de langues étrangères était de 50,7%, au niveau secondaire C même de 80,4%.¹⁰⁴ On compte aujourd'hui dans le canton de Zurich plus de 80 classes d'école où la quote-part de langues étrangères est largement supérieure à 70%. Malgré des dépenses par millions de francs pour l'intégration et pour des projets multiculturels, les résultats scolaires des enfants sont moyens à mauvais. Selon une étude réalisée par l'institut Max-Planck de recherche pédagogique, on observe une nette baisse des performances scolaires déjà à partir d'une proportion de migrants de 20%.¹⁰⁵

Durant l'année scolaire 2017/2018, 4,5% des quelques 940'000 écolières et écoliers de l'école obligatoire ont bénéficié de mesures pédagogiques spéciales (pédagogie curative, thérapies psychomotrices, logopédie, cours d'appui pour enfants de langue étrangère, etc.), soit près de 42'100 élèves en valeur absolue. La proportion d'élèves étrangers était de 5,8% contre 4% pour les Suisses.¹⁰⁶

7.7.2. Les écoliers suisses sont freinés par les étrangers

Il n'est donc pas surprenant que les écolières et écoliers suisses aient obtenu de moins bons résultats que les années précédentes dans la récente enquête PISA de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE). Dans les trois disciplines de la lecture, des mathématiques et des sciences naturelles, la Suisse n'a cessé

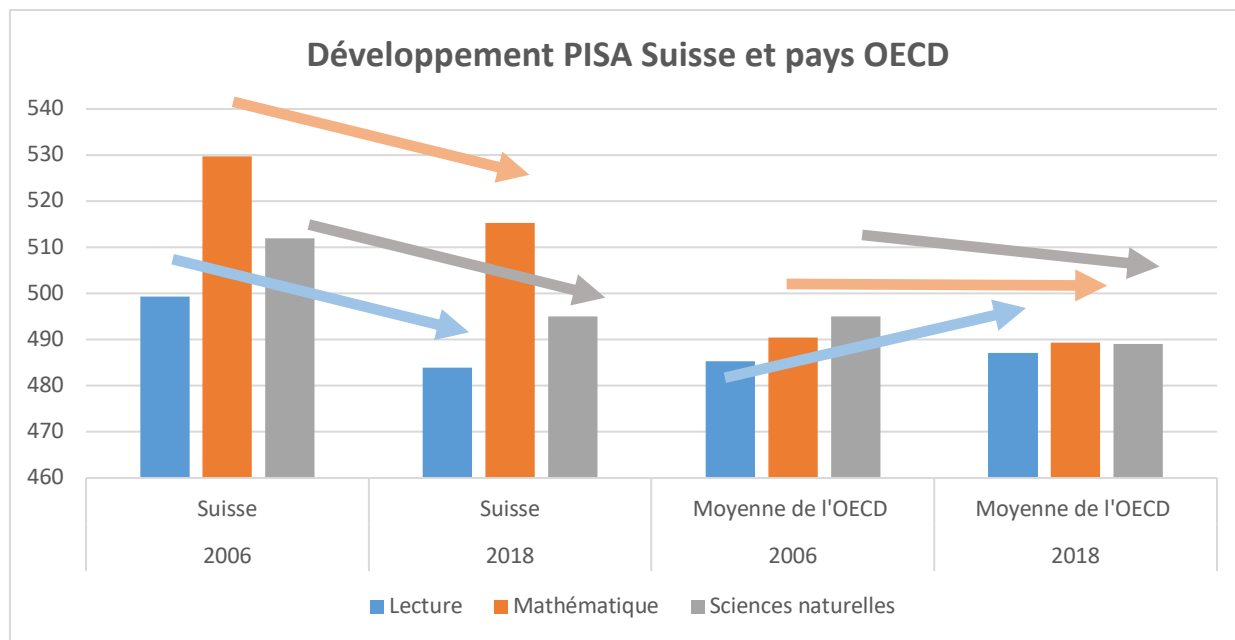
¹⁰³ Voir ci-dessus, chapitre 4.1.1.

¹⁰⁴ Comité consultatif de la ville de Zurich (2008): succès scolaires des enfants de langue étrangère et de langue allemande

¹⁰⁵ PISA 2000 – un regard différencié sur les laenders de la République fédérale allemande, p. 56; www.mpib-berlin.mpg.de/Pisa/PISA-E_Vertief_Zusammenfassung.pdf.

¹⁰⁶ OFS, [Statistique des mesures pédagogiques spéciales: année scolaire 2017/18](#).

de reculer entre 2006 et 2018 par rapport aux autres pays.¹⁰⁷ La Suisse s'est même classée en dessous de la moyenne dans la discipline de la lecture.



Source: propre présentation sur la base des données PISA.

La poursuite de l'immigration de masse et, par conséquent, l'augmentation constante de la proportion d'étrangers a de nombreux inconvénients extrêmement graves pour le système scolaire et de formation suisse:

- les élèves suisses doivent continuer de cohabiter avec une proportion élevée, voire très élevée d'enfants étrangers (50% et plus). Ce constat vaut notamment pour le niveau primaire et secondaire I et, plus particulièrement, dans les zones à forte densité démographique;
- le niveau des performances scolaires baissant déjà à partir d'une proportion de 20% d'enfants de langue étrangère, l'immigration de masse menace gravement le succès scolaire de nos enfants. Durant l'année scolaire 2018/2019, la moyenne suisse était déjà de 27,5% d'enfants étrangers au niveau de l'école obligatoire. Il est évident qu'elle n'a cessé d'augmenter depuis;¹⁰⁸
- en raison de la forte proportion d'enfants étrangers dans les écoles, les contribuables doivent financer l'extension de types scolaires et programmes de formations particulièrement coûteux en personnel et en argent, comme l'enseignement

¹⁰⁷ [Résultats: de l'étude Pisa: les écoliers suisses obtiennent de moins bons résultats](#), radio alémanique, 09.12.2019.

¹⁰⁸ OFS, [Ecole obligatoire](#).

intégrateur et l'enseignement par groupes d'enseignants avec des mesures pédagogiques spéciales et des cours d'allemand ou de français.

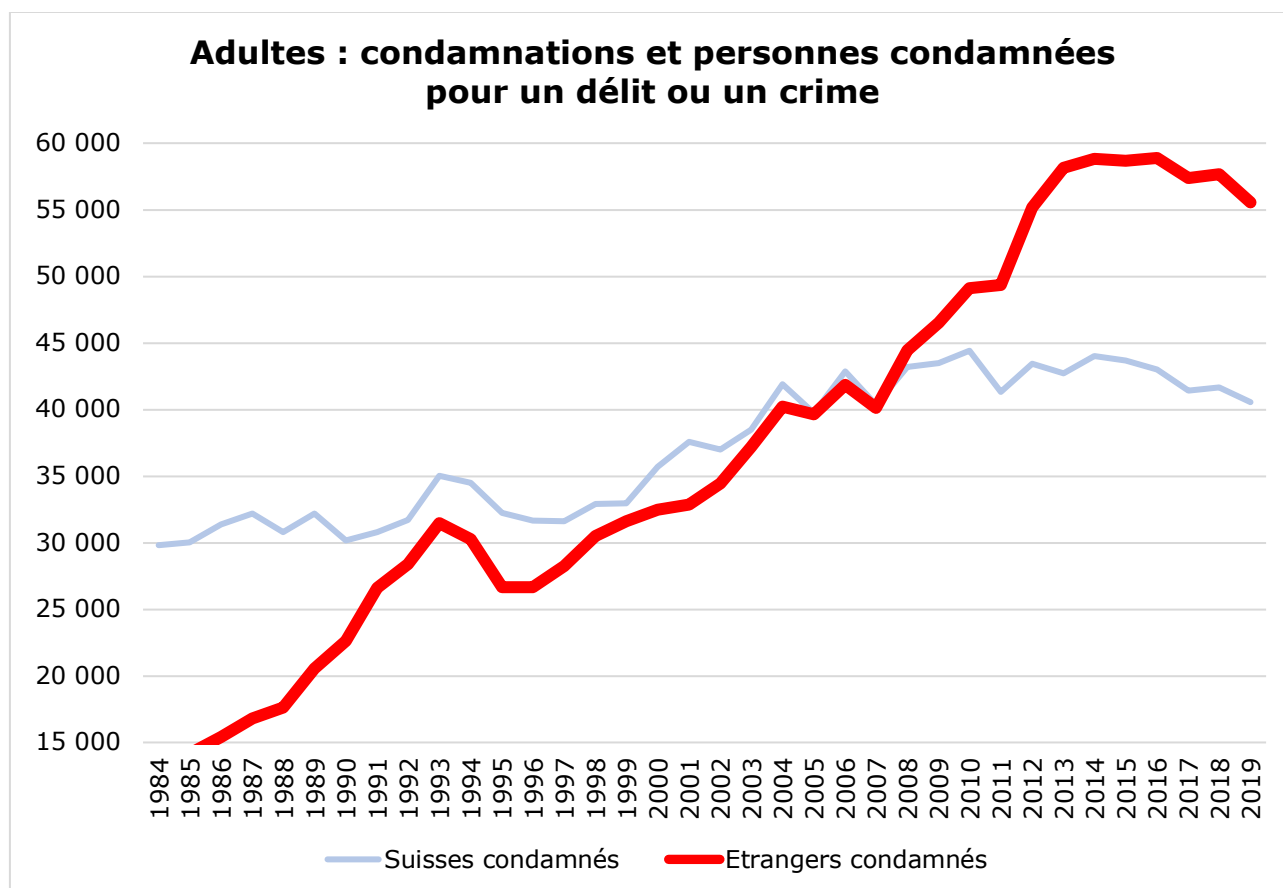
- les écoles doivent engager sans cesse de nouveaux psychologues scolaires et travailleurs sociaux – également à charge des contribuables;
- les enseignants doivent consacrer de plus en plus de temps à régler des problèmes linguistiques, sociaux, culturels et familiaux au lieu d'enseigner des compétences et des connaissances aux enfants;
- les enfants suisses sont contraints de s'adapter par la langue et le comportement à la majorité étrangère (exemples: ils n'ont plus le droit de parler un dialecte alémanique à l'école enfantine; de nombreuses écoles renoncent aux fêtes de Noël, aux sapins de Noël et aux couronnes de l'Avent, à la fête de Saint-Nicolas, etc.);
- un nombre croissant de familles financièrement aisées et d'un niveau culturel élevé sortent leurs enfants de l'école publique pour les placer dans des écoles privées – un facteur supplémentaire qui abaisse la qualité de l'instruction dans les écoles publiques;
- ce développement contribue par ailleurs à provoquer l'émergence de sociétés parallèles de plus en plus grandes;
- les coûts de l'intégration ne cessent d'augmenter à tous les niveaux;
- les communes supportent des charges de plus en plus élevées pour l'agrandissement des écoles et la construction d'écoles nouvelles.

Conclusion : un nombre croissant d'enfants suisses sont directement (dans leur vie scolaire quotidienne) ou indirectement (en raison de la hausse des coûts de l'enseignement et de l'accompagnement) les victimes d'une mauvaise politique d'immigration qui tolère l'arrivée d'étrangers en masse. Les enfants suisses n'en sont certainement pas responsables, mais ils ont au contraire droit à ce que l'Etat et l'autorité politique stoppent d'emblée ce développement nuisible en imposant une immigration contrôlée et modérée.

7.8. Criminalité importée

Les résultats de la statistique criminelle 2019 sont parfaitement clairs: 432'000 violations du Code pénal, 75'757 violations de la loi sur les stupéfiants et 37'024 violations

de la loi sur les étrangers.¹⁰⁹ La cause doit être attribuée notamment à l'immigration de masse et à une mauvaise politique d'asile qui permet à une foule d'étrangers d'affluer en Suisse alors que leur identité n'est même pas connue. Un nombre important d'entre eux commettent régulièrement des actes pénaux. La libre circulation des personnes et l'ouverture des frontières à cause de l'accord de Schengen jouent un rôle déterminant en termes de criminalité.



Source: propre présentation sur la base des chiffres de l'OFS, condamnations d'adultes et condamnés pour un délit ou un crime commis en Suisse; OFS, bilan de la population résidente permanente.

Il est statistiquement prouvé depuis très longtemps qu'une forte proportion de la violence criminelle est importée. Aussi bien la statistique criminelle de la Confédération que la statistique des condamnés indiquent clairement qu'on ne saurait accuser d'une manière générale les hommes d'actes violents, mais que ces crimes sont principalement commis par des hommes étrangers. Compte tenu de leur part d'environ 25% à la population, les migrants sont largement surreprésentés parmi les auteurs de délits graves. Tel est notamment le cas pour les crimes sexuels. Selon la statistique criminelle 2019

¹⁰⁹ Statistique criminelle policière, rapport annuel 2018, OFS, p. 7 s.

de la Confédération, 679 viols ont été dénoncés en 2019 (+53 actes pénaux, +8,5% par rapport à l'année précédente). Sur les 565 accusés, 323, soit 60%, étaient des étrangers. 70% des adultes condamnés pour viol en 2019 étaient de nationalité étrangère alors que 277 (54%) des 513 individus accusés de contrainte sexuelle étaient des étrangers. 60% des malfaiteurs condamnés pour ce délit en 2019 étaient des étrangers.

110

Conclusion : le taux de criminalité parmi les étrangers est totalement disproportionné. Ce constat vaut tout particulièrement pour les crimes graves et les actes de violence. Notons à ce propos que de nombreux étrangers ont été naturalisés ces dernières années si bien qu'ils apparaissent comme Suisses dans cette statistique. Voilà de bonnes raisons pour gérer et contrôler à nouveau de manière autonome l'immigration en Suisse.

7.9. Etrangers dans leur propre pays – l'identité suisse est menacée

Cette immigration démesurée menace également l'identité de la Suisse qui est unique au monde en son genre. Dans ce pays, la cohésion nationale repose sur un patriotisme qui ne s'inspire pas d'une culture ou d'une langue unique, mais qui se fonde sur une histoire commune et sur le cas politiquement unique que constitue la Suisse et qui a permis pendant des siècles à plusieurs cultures de vivre en harmonie.

Nous sommes unis par notre engagement en faveur de l'indépendance, du fédéralisme, de la démocratie directe, de la neutralité permanente et armée ainsi que de la souveraineté nationale. A cela s'ajoutent des valeurs et des vertus comme la responsabilité individuelle, le souci de la qualité, l'endurance ainsi qu'un sens marqué de la communauté qui unit les forts aux faibles. Toutes ces qualités ont fait de la Suisse ce qu'elle est devenue aujourd'hui. Or, l'immigration démesurée que subit notre pays depuis plusieurs années en raison notamment de la libre circulation des personnes a remplacé nos propres valeurs par des valeurs importées. Partout dans le monde et à toutes les époques des vagues d'immigration ont conduit à la perte d'identité de la population résidente. De plus en plus de Suissesses et de Suisses ne se sentent plus chez eux dans leur propre pays.

¹¹⁰ Adultes: condamnations et personnes condamnées pour un crime violent ¹ selon le sexe, l'âge et la nationalité en 2019, OFS, 2020.

Ce changement des valeurs et de la composition de la population a entraîné l'appauvrissement de nombreuses régions et la disparition de belles traditions villageoises. Les sociétés ne trouvent plus de membres et l'esprit de milice – par exemple pour le service du feu – perd les traditions sur lesquelles il reposait. Mais ce n'est pas tout: les immigrés ont tendance à revendiquer plus souvent des prestations de l'Etat. Un changement de valeur est aussi perceptible à la place de travail. Des chefs venus de l'étranger apportent une nouvelle culture de direction et engagent de préférence des compatriotes qui la partagent.

Conclusion : seule une immigration modérée et contrôlée nous permet de sauvegarder nos traditions, notre culture et notre identité et de les transmettre à nos enfants.

8. OUI aux accords bilatéraux – NON à la libre circulation des personnes

La Suisse est ouverte au monde et entretient des relations avec tous les pays. La voie bilatérale est une voie à double sens, un traité entre la Suisse et l'UE. Les relations et les accords bilatéraux doivent toujours être dans l'intérêt des deux parties. Ce n'est pas le cas de la libre circulation des personnes dont profite uniquement l'UE. Le peuple suisse a donc le droit de tourner le dos à la libre circulation des personnes, même si l'UE peut théoriquement mettre fin aux 6 traités restants des accords bilatéraux I. Cette résiliation est toutefois peu probable, car l'UE tire des avantages de ces accords.

Il est urgent que la Suisse abandonne la libre circulation des personnes. L'UE repose sur les quatre piliers de la libre circulation des biens, des capitaux, des services et des personnes. Alors que les trois premières de ces libertés dites fondamentales servent l'économie¹¹¹, la libre circulation des personnes est un projet politique qui ne sert qu'à accélérer l'intégration européenne. La Suisse ayant clairement fait savoir à l'UE qu'elle

¹¹¹ Des personnalités de premier plan ont même émis des doutes quant à l'utilité de ces quatre libertés fondamentales dans le contexte actuel. Le politicien britannique David Howell a déclaré à ce propos: "Bref, la philosophie de l'ancien modèle UE est aujourd'hui dépassée. Elle ne s'accorde ni à notre époque numérique, ni aux migrations des peuples qui ont été déclenchées par la révolution de la communication. Dans la rhétorique de l'UE, les quatre libertés fondamentales du marché intérieur sont certes portées aux nues et considérées comme des principes indivisibles, mais en réalité il ne s'agit plus que d'aspirations" (David Howell: «Time for Europe's philosophers to speak up», The Japan Times Online, 2. August 2017, eigene Übersetzung).

ne voulait pas en faire partie¹¹², elle doit mettre fin à ce projet d'intégration qui lui est préjudiciable.

La possibilité donnée à l'économie suisse de recruter du personnel hautement qualifié à l'étranger "ne dépend pas de l'accord de libre circulation des personnes, mais uniquement de la législation suisse interne"¹¹³. La Suisse peut à tout moment faire venir unilatéralement de la main-d'œuvre comme elle le fait d'ailleurs depuis des décennies auprès des Etats tiers (Etats non-membres de l'UE).

Pour recruter du personnel qualifié, la Suisse n'a nullement besoin de la libre circulation des personnes avec l'UE. Elle n'est ni membre de l'UE, ni partie du marché intérieur de l'UE. La réalité est que la Suisse a été victime d'un chantage lors des négociations sur les accords bilatéraux I afin qu'elle accepte également la libre circulation des personnes et participe au projet politique d'intégration à l'UE. En 2001, la population a été trompée lors du vote sur la libre circulation des personnes en ce qui concerne les effets de cet accord. Selon une expertise du professeur Thomas Straubhaar, la Suisse devait s'attendre à une immigration nette de 8 000 à 10 000 personnes par an en provenance de l'UE.¹¹⁴ Sur la base de cette affirmation, le Conseil fédéral a qualifié dans ses explications de vote de "non fondées" les craintes selon lesquelles "l'immigration en provenance des Etats de l'UE vers la Suisse augmenterait fortement".¹¹⁵

Encore à la fin 2002, le Conseil fédéral concluait dans un rapport que "selon les estimations actuelles, aucune mesure spécifique visant à absorber ou à freiner l'immigration n'est nécessaire de toute urgence (mais plutôt des mesures de promotion)"¹¹⁶. Le Conseil fédéral a donc estimé que les étrangers de l'UE devraient être attirés en Suisse par des mesures spéciales! La réalité est qu'au cours des 13 dernières années, un million d'étrangers sont venus en Suisse¹¹⁷, la majorité d'entre eux par la voie de la libre circulation des personnes. Cette immigration incontrôlée se poursuivra tant qu'il y aura une différence significative entre les niveaux de salaire en Suisse et dans les Etats de

¹¹² CF. aussi les résultats de la votation sur l'EEE du 6 décembre 1992 lorsque 50,3% des votants ont refusé l'adhésion à l'EEE.

¹¹³ Richard Wengle: Suisse - UE. L'accord-cadre, pierre d'achoppement sur la voie bilatérale. Stämpfli 2017, p. 84.

¹¹⁴ Thomas Straubhaar (1999): "Intégration et marché du travail: les effets du rapprochement de la Suisse à l'Union européenne, série de documents de l'Office fédéral de l'économie et du travail, no 3.

¹¹⁵ Votation populaire du 21 mai 2000, explications du Conseil fédéral, accord bilatéraux avec l'UE, p. 11.

¹¹⁶ [Accords bilatéraux et régions frontalières](#). Accords bilatéraux et organisation du territoire dans les régions frontalières: répercussions modérées, rapport du Conseil fédéral en réponse aux postulats 99.3531 Hofmann et 99.3513 Ratti du 7 octobre 1999 et du 29 novembre 2002, p. 27.

¹¹⁷ Source: SEM, moyenne annuelle entre 2009 et 2018 de l'immigration en provenance de l'UE dans la population résidente permanente.

l'UE. Le nivellement par le bas du niveau des salaires en Suisse est en cours depuis un certain temps et continuera à s'intensifier.

Conclusion : les accords bilatéraux I sont bien moins intéressants pour la Suisse que ne prétendent les associations économiques et de nombreux élus politiques. Ce n'est en fait que le rejet de l'accord EEE en 1992 qui a conduit la Suisse sur la voie bilatérale. Elle pourrait parfaitement se passer des accords bilatéraux I¹¹⁸. Il est peu probable que l'UE jette légèrement par-dessus bord les accords bilatéraux I, car ils ont été conclus principalement dans son intérêt.

8.1. L'importance du commerce avec l'UE

8.1.1. *L'UE perd de son importance économique pour l'industrie d'exportation suisse*

Les associations économiques ne cessent de souligner l'importance des accords bilatéraux I pour les exportations de la Suisse. Ils taisent cependant le fait que les exportations suisses dans les pays de l'UE ont progressé moins rapidement entre 2003 et 2012, donc après l'entrée en vigueur des accords bilatéraux I, que durant la période précédente (1992-2001). Ce ralentissement est d'autant plus remarquable que le marché UE s'est agrandi plusieurs fois pendant ce temps (élargissement de l'UE).¹¹⁹

L'UE a aussi perdu de son importance relative pour la totalité des exportations de la Suisse. Si en 2007, année où la pleine libre circulation des personnes est entrée en vigueur, environ deux tiers de toutes les exportations suisses allaient dans l'UE, cette proportion est tombée à 54% en 2019. Le commerce avec les autres pays du monde s'est en revanche accru rapidement. Les exportations suisses vers les Etats-Unis d'Amérique et vers l'Asie ont plus que doublé durant cette période.¹²⁰

Bilan commercial Suisse - UE

La Suisse affiche un déficit commercial dans ses échanges avec l'UE et, plus particulièrement avec l'Allemagne. L'économie suisse est devenue de ce fait plus indépendante du marché de l'UE. Après le départ de la Grande-Bretagne à la suite du BREXIT, l'UE

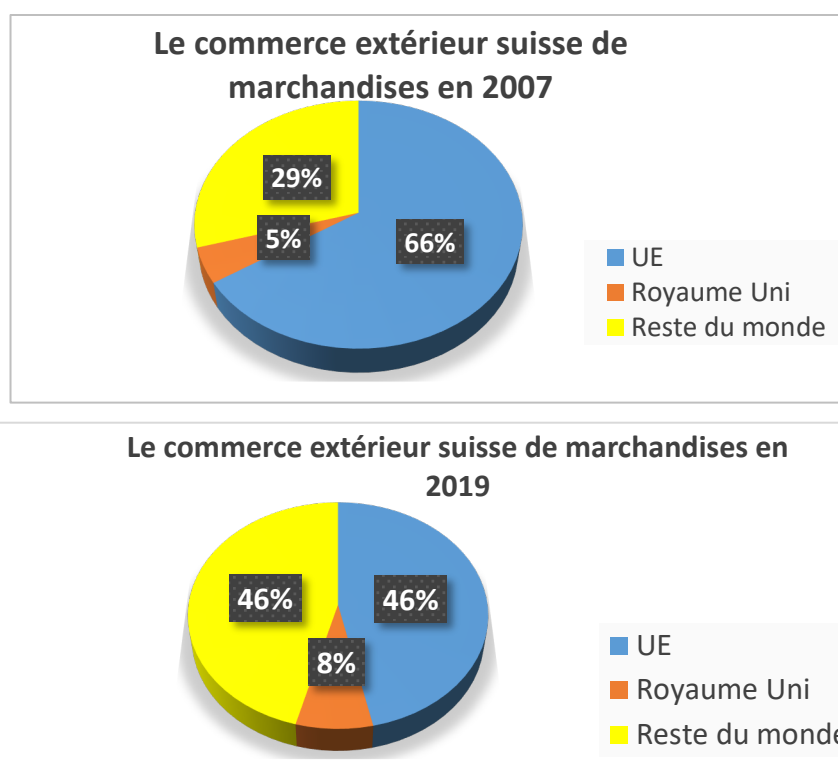
¹¹⁸ Prof. Reiner Eichenberger, [commentaire Handelszeitung](#) du 16.07.19.

¹¹⁹ Calcul basé sur EZV, SwissImpex.

¹²⁰ Source: OFS (Exportations et importations de marchandises de la Suisse selon les origines et les destinations dans le temps).

continuera à perdre de l'importance pour l'industrie suisse d'exportation. Si l'on exclut le Royaume-Uni, la part des exportations suisses vers l'UE tombe de 54 % à 46 %¹²¹. Nos marchés de croissance sont en Amérique et en Asie. Il n'existe aucun accord avec l'un de ces pays qui soit comparable aux accords bilatéraux avec l'UE, et encore moins un accord sur la libre circulation des personnes. La Suisse n'a même pas conclu d'accords de libre-échange avec bon nombre de ces pays.

L'importance économique des accords bilatéraux I est massivement surestimée. Des menaces très similaires avaient déjà été lancées en 1992 avant le vote sur l'Espace économique européen (EEE). Mais que s'est-il passé ensuite après le "non" du souverain helvétique ? L'économie suisse s'est bien mieux comportée que celle de l'UE.

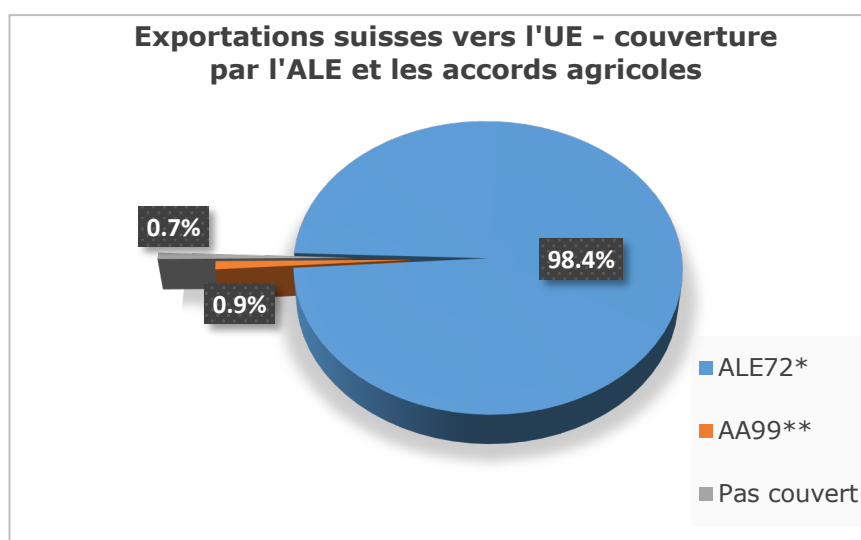
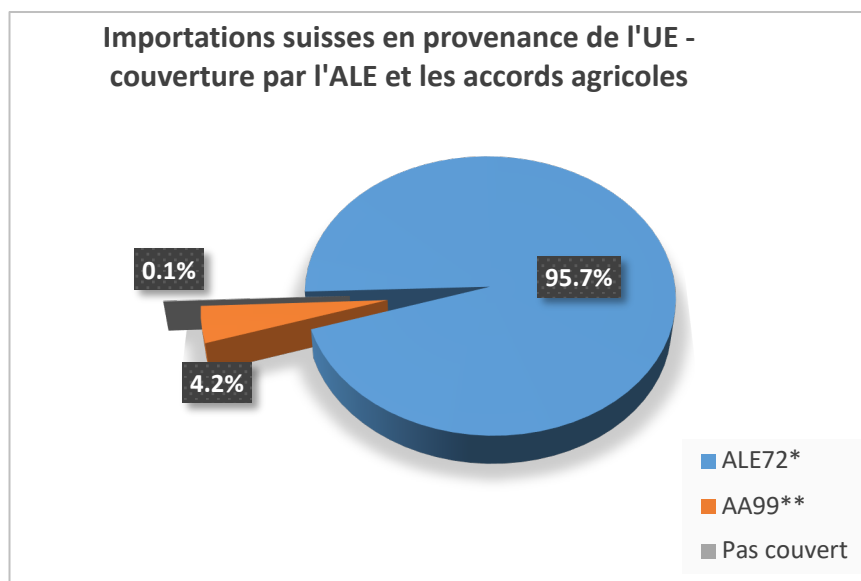


Source: propre présentation sur la base des chiffres de l'Administration fédérale des douanes (Importations et exportations suisses combinées pour l'année concernée).

En réalité, l'accord de libre-échange de 1972 garantit à la Suisse l'accès au marché UE et inversement. La Suisse est de surcroît membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), tout comme l'UE. Cette appartenance interdit des mesures discriminatoires dans le commerce. L'accès au marché de l'UE est donc réglementé et garanti à

¹²¹ En 2018, 3,6% des exportations suisses de marchandises sont allées en Grande-Bretagne et 9,5% des importations suisses proviennent de Grande-Bretagne (selon l'OFS).

raison de plus de 90 % grâce à l'accord de libre-échange et à l'OMC. Ces règles n'ont aucun rapport avec les accords bilatéraux I et ne sont donc nullement menacées.



Source: propre présentation sur la base des données (2018) de l'Administration fédérale des douanes et le SECO (sans l'or en barre et d'autres métaux précieux, pièces de monnaie, pierres précieuses et bijoux, objets d'art et antiquités)

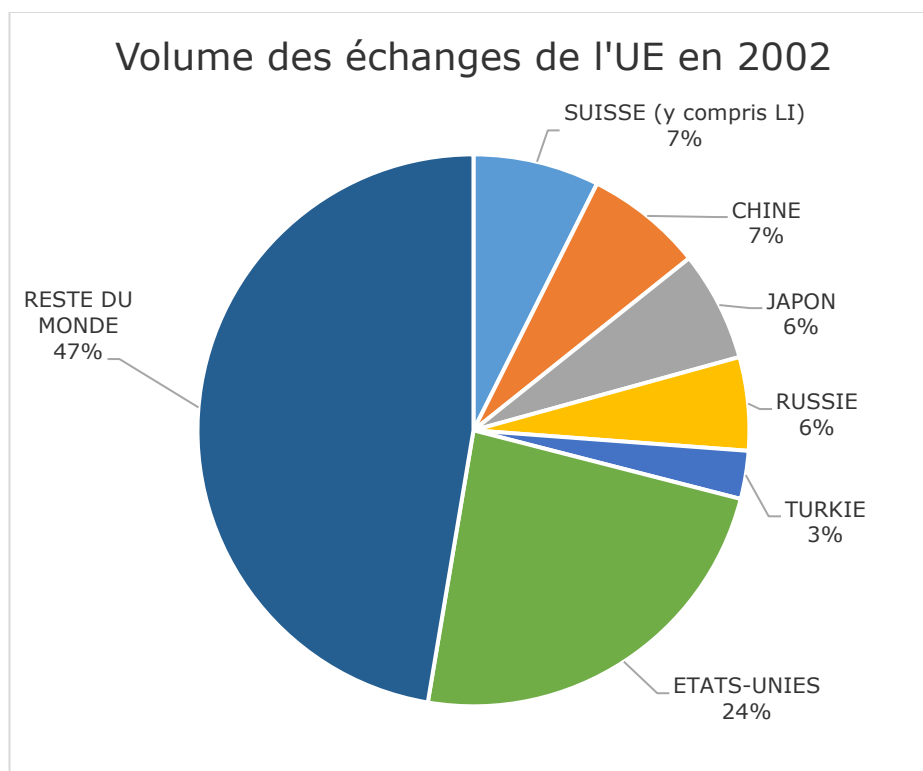
*Produits couverts par l'accord de libre-échange CH-UE de 1972 (y compris produits agricoles transformés du protocole 2)

** Produits couverts par l'accord agricole CH-UE de 1999

Conclusion : l'UE perd de son importance pour l'industrie suisse d'exportation. Après le départ de la Grande-Bretagne de l'UE, la part des exportations suisses vers l'UE ne sera plus que de 46 %. Entre-temps, l'Amérique du Nord et l'Asie ont gagné en importance pour la Suisse.

8.1.2. La Suisse demeure un marché d'exportation important pour l'UE

En 2018, la Suisse affichait un déficit commercial de 33 milliards de francs suisses¹²² dans ses échanges commerciaux avec l'UE, ce qui signifie que la Suisse importe massivement plus de produits de l'UE qu'elle en exporte vers l'UE. 8% des exportations de l'UE sont destinées à la Suisse, une part qui est restée inchangée depuis 2002. La Suisse est donc un moteur d'exportation pour l'UE.



Source: propre présentation sur la base des chiffres [Eurostat](#).

En outre, l'évolution du total des échanges de marchandises de l'UE montre que la Suisse a pu maintenir sa part de 7% au commerce extérieur de l'UE entre 2002 et 2019, malgré la forte croissance économique en Asie. La Suisse était donc après les Etats-Unis (18%), la Grande-Bretagne qui quitte l'UE (15%) et la Chine (9%) le quatrième marché d'exportation de l'UE. S'agissant des importations de l'UE, la Suisse était le cinquième partenaire de l'UE dans l'ordre de l'importance (6% de toutes les importations de l'UE proviennent de Suisse) après la Chine (19%), les Etats-Unis (12%), la Grande-Bretagne (10%) et la Russie (7%).

¹²² Source: propres calculs sur la base des chiffres de l'OFS (exportations de marchandises moins les importations de marchandises).

Les plus grands pays membres de l'UE bénéficient tous d'une balance commerciale positive avec la Suisse, ce qui signifie que l'Italie, l'Allemagne, la France et bien d'autres pays exportent plus en Suisse qu'ils importent de Suisse. La Suisse participe donc à la prospérité de ces pays.

EU-27 trade balance of goods with Switzerland, 2019 (EUR million)

	EUR million
Italy	15 086
Germany	13 618
Ireland	3 477
Czechia	1 679
Poland	1 276
Austria	1 067
Netherlands	1 015
Slovakia	805
Sweden	745
France	665
Hungary	449
Finland	409
Portugal	336
Lithuania	82
Luxembourg	67
Denmark	56
Croatia	43
Estonia	0
Spain	-15
Malta	-20
Latvia	-38
Cyprus	-49
Bulgaria	-66
Romania	-144
Greece	-197
Slovenia	-717
Belgium	-2 999

Conclusion : la Suisse constitue un marché important pour l'UE. 7 % de toutes les exportations de l'UE sont destinées à la Suisse. Cette part est restée stable malgré le boom économique asiatique. Durant la seule année 2019, le déficit commercial de la Suisse avec l'UE s'est élevé à 37 milliards ¹²³ de francs. En fin de compte, l'UE profite de la Suisse bien plus que la Suisse profite de l'UE.

8.1.3. L'UE profite d'importants investissements suisses

En raison notamment de la situation géographique centrale de la Suisse au cœur de l'Europe et de son importance économique, l'UE a un intérêt vital à ce que la coopération

¹²³ Selon Eurostat

avec la Suisse se déroule sans heurts. Après Londres, Zurich est le plus grand centre financier d'Europe.¹²⁴ Pour diverses industries européennes clés, la Suisse, en tant que site de production, est un élément indispensable de la chaîne globale production de plus-values. Occupant plus de 330'000 frontaliers¹²⁵ qui touchent leur salaire en Suisse et environ 948'000 emplois dans des filiales d'entreprises suisses¹²⁶, la Suisse est l'un des plus grands employeurs de ressortissants UE.

L'importance de la Suisse en tant que partenaire économique de l'UE se reflète également dans les investissements directs de la Suisse dans l'UE. Les investissements directs suisses dans l'UE s'élèvent à 870 milliards de francs suisses (en 2018), chiffre qui représente 59 % de l'ensemble des investissements directs suisses à l'étranger.¹²⁷ Pour l'UE, cela représente 13 % de tous les investissements directs non UE en 2017. Une preuve de plus de l'importance économique de la Suisse pour l'UE.¹²⁸

Conséquence de ces investissements directs: l'UE est tributaire de l'accès au marché intérieur puissant et stratégiquement important de la Suisse.¹²⁹ Il est donc évident que la menace de résilier les accords bilatéraux I ne constitue nullement un moyen de pression efficace pour l'UE dans le but d'imposer la libre circulation des personnes à la Suisse. Et comme la Suisse développe continuellement ses relations commerciales mondiales avec un réseau de plus en plus dense d'accords de libre-échange, elle empêche une éventuelle dépendance économique unilatérale de l'industrie suisse d'exportation.

8.1.4. L'utilité des accords de libre-échange et des lignes directrices globales pour le commerce mondial

La coopération bilatérale avec l'UE n'est pas seulement déterminée par les accords bilatéraux I. Le commerce avec l'UE passe principalement par les accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'accord de libre-échange existant entre la Suisse et l'UE. Ce n'est qu'en second lieu que la coopération économique est basée sur les accords bilatéraux I.

Les conventions multilatérales conclues dans le cadre de l'OMC couvrent jusqu'à 80 % de notre commerce extérieur, ce qui éclipse en réalité l'accord de libre-échange actuel

¹²⁴ Source: [Global Financial Centre Index](#).

¹²⁵ Source: [OFS](#) au 3^e trimestre 2019.

¹²⁶ [Rapport de politique extérieure](#) 2017, p. 17.

¹²⁷ Source: BNS [Direct Investment 2017](#).

¹²⁸ Source: [Eurostat](#).

¹²⁹ [L'Union européenne et ses partenaires commerciaux](#). Analyse du Parlement UE, 2015.

avec l'UE. Elles couvrent notamment les biens industriels et agricoles.¹³⁰ En outre, la Suisse a passé des accords de libre-échange avec près de 30 pays importants dans le monde, en dehors de l'UE.¹³¹ L'excédent d'exportation régulier de la Suisse prouve que notre pays est très bien interconnecté en termes de politique commerciale extérieure. En 2019, la Suisse a exporté des biens d'une valeur d'environ 312 milliards de francs et importé des biens d'une valeur de 276 milliards de francs.¹³²

Les traités et les règles de l'OMC visent à éliminer les barrières commerciales et discriminations de toutes sortes. Les accords bilatéraux I sont en partie couverts par le champ d'application de l'OMC. Les accords relatifs au commerce de marchandises, c'est-à-dire l'accord sur le commerce des produits agricoles et l'accord sur la reconnaissance mutuelle des évaluations de la conformité, sont partiellement couverts par le droit de l'OMC. Il en va de même pour l'accord sur les marchés publics qui constitue une extension de l'accord sectoriel correspondant de l'OMC lui-même.

L'UE s'est engagée à entretenir à des échanges transfrontaliers avec les membres de l'OMC - dont la Suisse - en évitant dans la mesure du possible les barrières commerciales, les droits de douane protectionnistes, et cela même en l'absence d'accords bilatéraux. Cela signifie concrètement:

- l'UE n'a pas le droit d'ériger de nouvelles barrières commerciales contraires aux règles de l'OMC;
- l'UE n'a pas le droit d'imposer de nouvelles sanctions.
- l'UE n'a pas le droit d'augmenter ses droits de douane.
- l'OMC interdit de restreindre des libéralisations commerciales existantes.

Environ 95% de nos échanges économiques avec l'UE sont consolidés par les accords Gatt/OMC¹³³. En outre, environ 90% des relations économiques de la Suisse avec l'UE sont réglées par l'accord de libre-échange conclu avec Bruxelles.

Conclusion : le commerce bilatéral entre la Suisse et l'UE est régi par les règles commerciales actuelles de l'OMC et par l'accord bilatéral de libre-échange de 1972. Aucun des deux ne serait affecté par l'abolition des accords bilatéraux I.

¹³⁰ Source: [DFAE](#).

¹³¹ Source: [SECO](#). La Suisse a déjà signé des accords de libre-échange avec l'Indonésie et Equateur, mais ceux-ci ne sont pas encore entrés en vigueur.

¹³² Statistique selon OFS, [commerce extérieur](#).

¹³³ <https://www.rudolfstrahm.ch/okonomische-irrtumer-der-gegenwart/>.

8.2. Les six autres accords bilatéraux I sont dans l'intérêt de l'UE

Nonobstant l'annonce de l'UE de ne plus conclure d'accord bilatéral avec la Suisse faute de la signature d'un accord-cadre institutionnel¹³⁴, de nouvelles négociations ont été ouvertes et de nouveaux contrats ont été conclus entre Berne et Bruxelles. En 2013, la Suisse et l'UE ont signé l'accord sur la concurrence qui renforce la coopération entre les autorités de concurrence de la Suisse et de l'UE. L'accord sur la navigation par satellite est en vigueur depuis 2014. La Suisse s'est engagée par ce traité à cofinancer les programmes européens Galileo et EGNOS.¹³⁵

Des négociations sont actuellement en cours dans les domaines de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et des produits, de la santé publique et de la culture. Dans le domaine de la coopération policière (traité de Prüm et EURODAC), de nouveaux accords sont également en cours de discussion. Mais: aucun de ces accords n'est essentiel pour la survie de la Suisse.

Ces exemples montrent que l'UE négocie et conclut parfaitement des accords bilatéraux lorsque ses propres intérêts sont en jeu, même si elle profère des menaces pour des raisons tactiques. Cependant, la vieille sagesse populaire suivante vaut également pour les relations entre l'UE et la Suisse: celui qui a cédé une fois à un chantage, sera toujours victime de chantages.

8.3. L'importance des différents accords bilatéraux I

En fin de compte, la question fondamentale qui se pose à la Suisse est la suivante: qu'est-ce que pèse plus lourd, les conséquences négatives de la libre circulation des personnes ou les effets positifs des autres accords bilatéraux I? En raison des conséquences clairement négatives de la libre circulation des personnes pour le marché du travail, les institutions sociales, les infrastructures, la nature, l'environnement et l'identité suisse, il serait logique que la Suisse accepte la suppression de ces traités au cas où l'UE refuserait de négocier pour trouver une solution à ces problèmes. Les accords

¹³⁴L'ancien président de la Commission UE, José Manuel Barroso, a écrit ce qui suit dans sa lettre adressée le 21 décembre 2012 au Conseil fédéral: "Comme vous le savez, il est crucial pour l'Union que les questions institutionnelles soient résolues préalablement par rapport à tous les accords ayant trait au marché intérieur, tant existants que futurs, sur la base d'un cadre institutionnel horizontal qui garantirait à nos relations une sécurité juridique ainsi qu'une cohérence accrues" (copie de la lettre).

¹³⁵Quelle: https://www.eda.admin.ch/dam/dea/de/documents/publikationen_dea/accords-liste_de.pdf

bilatéraux I ont été conclus parce que les deux parties s'attendaient à certains avantages pour elles-mêmes. Or, tous les accords présentés dans ce qui suit sont principalement dans l'intérêt économique de l'UE.

8.3.1. Accord sur les transports terrestres

L'accord sur les transports terrestres (ATT) fait partie des accords bilatéraux I. Il réglemente le marché du transport de personnes et de marchandises entre la Suisse et l'UE. Dans l'accord sur les transports terrestres avec l'UE, la Suisse a notamment été contrainte d'autoriser sur ses routes, après une période de transition, la circulation de camions d'un poids total jusqu'à 40 tonnes (contre 28 tonnes auparavant). En outre, la Suisse s'est engagée à ne prélever des taxes de transit sous la forme d'une redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations (RPLP) que jusqu'à un montant maximum défini de manière fixe. Ce montant ne peut pas dépasser 325 francs suisses. Cette limite a été inscrite dans l'accord sur les transports terrestres dans le cadre des négociations sur les accords bilatéraux avec l'UE. Fixant un prix de transit beaucoup trop bas¹³⁶ et autorisant les camions de 40 tonnes sur les routes suisses, l'ATT a été clairement négocié à l'avantage de l'UE. Il est évident que les conditions de transit par la Suisse relèvent de toute manière de la compétence de la Suisse et ne dépendent pas d'un accord international. En conséquence, si les accords bilatéraux I devaient être résiliés, la Suisse pourrait indépendamment augmenter les taxes de transit ou limiter le nombre de transits par jour. Ces changements provoqueraient des déplacements du trafic lourd vers le col du Brenner en Autriche ou vers le tunnel du Mont-Blanc entre la France et l'Italie, ce qui n'est pas dans l'intérêt de l'UE. C'est dire que les Etats UE voisins de la Suisse interviendraient vigoureusement à Bruxelles pour empêcher la résiliation de l'ATT.

Conclusion : l'UE et en particulier les pays voisins de la Suisse ont un grand intérêt à maintenir l'accord sur les transports terrestres avec la Suisse. En cas de résiliation, la Suisse pourrait, de manière autonome, augmenter les taxes de transit pour les camions étrangers et les adapter aux coûts réels ou limiter le nombre de transits.

¹³⁶Un trajet de transit alpin entre Bâle et Chiasso (près de 300 km) coûte en moyenne environ 300 francs. Lors des négociations, il a été constaté que ces coûts étaient en réalité deux fois plus élevés. Le péage au tunnel du Mont-Cenis entre la France et l'Italie (13 km) se montait en 2015 à 341 euros. Richard Wengle: *Schweiz – EU. Das Rahmenabkommen als Stolperstein auf dem bilateralen Weg (Suisse-UE: l'accord-cadre, pierre d'achoppement sur la voie bilatérale)* Stämpfli 2017, p. 66f.).

8.3.2. Accord sur le transport aérien

Cet accord donne aux compagnies aériennes des droits d'accès au marché de transport aérien de l'autre partie. Les compagnies aériennes domiciliées en Suisse et vice versa reçoivent donc le droit de voler vers les aéroports de l'UE et de la Suisse sans discrimination. Si l'accord sur le trafic aérien devait être résilié, il n'y aurait cependant aucun risque d'effondrement du trafic aérien. L'accord était surtout important pour la Suisse à une époque où la Suisse possédait encore sa propre compagnie aérienne, la Swissair.

Dans ses explications concernant la votation sur les accords bilatéraux I du 21 mai 2000, le Conseil fédéral a relevé à quel point l'accord sur les transports aériens eût été bénéfique pour Swissair : "Swissair dépend de cet accord pour pouvoir continuer d'exister en tant qu'entreprise indépendante et d'offrir de bonnes liaisons aériennes conformes aux exigences du marché. Des compagnies aériennes suisses efficaces sont d'une grande importance pour notre pays et pour l'ensemble de l'économie"¹³⁷. On sait aujourd'hui que l'entrée en vigueur de l'accord sur le transport aérien a coïncidé avec l'immobilisation au sol de Swissair en mars 2002, ce qui signifie que le principal argument en faveur de cet accord est depuis lors caduc.¹³⁸

Aujourd'hui, Lufthansa, la société mère allemande de Swiss, a un intérêt énorme à maintenir sa filiale la plus rentable sur le marché. En outre, la compagnie Lufthansa, dont le siège se trouve dans l'UE, est en mesure d'organiser les vols en vertu du droit communautaire. Les accords internationaux précédents dans le secteur du transport aérien constituent également une possibilité de repli en cas de résiliation des accords bilatéraux I.¹³⁹

Conclusion : l'UE n'a aucun intérêt à rompre des liaisons aériennes lucratives avec la Suisse. En outre, la plus grande compagnie aérienne suisse est aujourd'hui détenue par un groupe basé dans l'UE. L'accord sur le transport aérien serait maintenu dans l'intérêt mutuel de l'UE et de la Suisse.

¹³⁷ Votation populaire du 21 mai 2000, explications du Conseil fédéral, accords bilatéraux avec l'UE, p. 6.

¹³⁸ La compagnie «Swiss» appartient au groupe allemand Lufthansa et n'est donc pas une compagnie aérienne suisse.

¹³⁹ Ecoplan (2015): "Conséquences économiques de la résiliation des accords bilatéraux I. Analyse sur la base d'un modèle équilibrant plusieurs pays". Sur mandat du secrétariat d'Etat à l'économie, p. 44.

8.3.3. Accord sur les marchés publics

L'accord sur les marchés publics est également principalement dans l'intérêt de l'UE. Pour les entreprises suisses, l'accord est sans importance, notamment pour deux raisons : premièrement, les entreprises basées en Suisse ne sont souvent tout simplement pas compétitives dans les appels d'offres de l'UE en raison des coûts salariaux élevés de la Suisse. Lorsqu'elles le sont tout de même, il est tout à fait possible qu'elles ne soient pas prises en compte dans les appels d'offres en raison du protectionnisme politique pratiqué par les Etats membres de l'UE, par exemple de la Pologne à égard du constructeur ferroviaire suisse Stadler Rail.¹⁴⁰ Deuxièmement, de nombreuses entreprises ont dans la zone de l'UE des filiales qui participent à leur tour aux appels d'offres. Ces entreprises ne dépendent donc pas de l'accord.

En 2007, les entreprises suisses ont reçu des commandes d'une valeur d'environ 1 milliard de francs suisses dans le cadre d'appels d'offres de l'UE¹⁴¹. Toutefois, on ne connaît pas le nombre de contrats qui auraient été remportés même sans l'accord sur les marchés publics¹⁴². Il manque donc des faits et des chiffres pour prouver les prétendus effets positifs de cet accord. En outre, si cet accord venait à expirer, l'accord de l'OMC sur les marchés publics et la loi suisse sur le marché intérieur resteraient en place.¹⁴³

Conclusion : l'OMC réglemente l'accès des entreprises suisses à l'espace de l'UE. Pour cette simple raison, l'abolition de cet accord bilatéral n'entraînerait pas de conséquences majeures.

8.3.4. Accord sur la suppression des obstacles techniques au commerce

L'accord sur la suppression des obstacles techniques au commerce simplifie l'approbation réciproque des produits. Le contrôle de la conformité d'un produit destiné à être commercialisé sur l'ensemble du marché de l'UE avec les réglementations applicables ne doit plus être effectué que par un seul organisme de certification en Suisse ou dans l'UE. Selon les estimations d'Ecoplan, les entreprises suisses ont économisé environ 150 à 300 millions de francs suisses en 2014 grâce à cet accord. Une mesure exacte des

¹⁴⁰ Bernhard Fischer: «Stadler Rail kommt in Polen nicht zum Zug» (Stadler Rail est évincé en Pologne), <http://www.handelszeitung.ch/unternehmen/stadler-rail-kommt-polen-nicht-zum-zug-1490966>.

¹⁴¹ Ecoplan (2015): "Conséquences économiques de la résiliation des accords bilatéraux I. Analyse sur la base d'un modèle équilibrant plusieurs pays". Sur mandat du secrétariat d'Etat à l'économie, p. 32.

¹⁴² Richard Wengle: Suisse - UE. L'accord-cadre, pierre d'achoppement sur la voie bilatérale. Stämpfli 2017, p. 63.

¹⁴³ Ecoplan (2015): "Conséquences économiques de la résiliation des accords bilatéraux I. Analyse sur la base d'un modèle équilibrant plusieurs pays". Sur mandat du secrétariat d'Etat à l'économie, p. 33.

avantages et des coûts de cet accord n'est toutefois pas possible.¹⁴⁴ La certification des produits suisses pourrait être effectuée dans l'UE plutôt qu'en Suisse, suite à une éventuelle résiliation des accords bilatéraux I. Ainsi, si une entreprise a développé un produit qu'elle veut vendre dans l'UE, elle devra le faire certifier par un organisme de l'UE et la Suisse pourra reconnaître cette certification de sa propre initiative sans exigences supplémentaires.

La réalité est plutôt que les chefs d'entreprise suisses et UE sont de plus en plus frustrés du fait que la certification dans l'UE est devenue plus stricte pour toutes les entreprises et que le marché en tant que tel devient moins attrayant. En plus de cette contrainte régulatrice, la pression sur les prix est plus importante que dans d'autres pays, par exemple les Etats-Unis.

"Il n'est pas vrai que les entreprises suisses de technologie médicale n'auraient plus accès au marché de l'UE si les accords bilatéraux étaient résiliés".¹⁴⁵ Dominik Ellenrieder, manager de la branche de la technologie médicale

L'UE a évidemment intérêt à ce que la Suisse puisse lui fournir ses produits innovants, notamment dans le secteur médical. Il n'est pas non plus vrai que les entreprises suisses seraient automatiquement confrontées à des problèmes en cas de résiliation des accords bilatéraux. Les produits suisses restent de toute manière très demandés dans l'UE.

En outre, les entreprises suisses peuvent ouvrir une succursale dans l'UE et faire reconnaître leurs produits, indépendamment d'un accord de conformité. Aujourd'hui, la majorité des produits de technologie médicale est certifiée dans l'UE, seule une petite partie l'est en Suisse. La proximité avec les clients semble être une nécessité pour les fabricants suisses. Il est donc évident qu'un fabricant d'implants, qui doit offrir des services avant et même après une intervention chirurgicale, doit avoir une présence physique sur le marché de l'exportation par le biais d'une filiale. Cela ne changera pas, même si l'accord de conformité arrive à son terme.

¹⁴⁴ Ecoplan (2015): "Conséquences économiques de la résiliation des accords bilatéraux I. Analyse sur la base d'un modèle équilibrant plusieurs pays". Sur mandat du secrétariat d'Etat à l'économie, p. 24.

¹⁴⁵ Drittland-Status kann Medtech-Firmen nichts anhaben (le statut de pays tiers n'a pas de conséquence pour les firmes de technologie médicale, NZZ, 25 janvier 2020).

Les produits suisses du domaine de la technologie médicale, comme de nombreux autres biens d'exportation suisses, sont non seulement exportés vers l'UE, mais aussi avec beaucoup de succès vers des marchés tels que l'Asie ou les Etats-Unis.¹⁴⁶

Conclusion : que l'accord bilatéral sur suppression des obstacles techniques au commerce reste en vigueur ou non, chaque entreprise suisse peut entretenir une succursale dans l'UE et faire certifier ses produits dans l'UE sans restriction aucune. L'UE a également intérêt à ce que les produits suisses innovants continuent d'être exportés vers l'UE.

8.3.5. Accord sur l'agriculture

L'accord agricole simplifie l'exportation et l'importation de produits agricoles dans certains domaines. En 2018, des exportations agricoles d'une valeur de 5,9 milliards de francs suisses sont allées dans l'UE, soit 58 % de la totalité des exportations agricoles de la Suisse alors que la Suisse a importé des produits agricoles de l'UE pour 9,4 milliards de francs suisses, soit 75 % des importations agricoles de la Suisse.¹⁴⁷

Avec le déclin des échanges bilatéraux de produits agricoles, les consommateurs suisses consommeront de plus en plus de produits locaux suisses de haute qualité au lieu de produits agricoles de l'UE qui sont transportés sur de longues distances vers la Suisse.

Conclusion : même si les accords bilatéraux I sont résiliés, le commerce se poursuivra dans l'intérêt des deux parties. L'UE exporte plus de produits agricoles vers la Suisse que l'inverse et les exportateurs européens se battront pour la poursuite de l'accord. En outre, les consommateurs suisses se rendront mieux compte de la valeur de la production agricole suisse et achèteront plus souvent des denrées produites sur place.

8.3.6. Accord sur la recherche

La Suisse cofinance les programmes de recherche de l'UE et peut, en contrepartie, faire participer dans une certaine mesure des chercheurs et des entreprises suisses à ces

¹⁴⁶ [Switzerland Global Enterprise](#) a prêté aux exportateurs de produits suisses medtech de bonnes possibilités de développement sur le marché asiatique.

¹⁴⁷ Source: [DFAE](#) de juin 2019.

programmes. Les pays qui n'ont pas d'accord avec l'UE sur la libre circulation des personnes, tels que l'Albanie, la Macédoine, le Monténégro, la Serbie, la Turquie, Israël, etc., peuvent également participer à ces programmes.

Ces accords de recherche doivent être renégociés sans cesse afin de poursuivre la participation aux programmes. Pour le 7^e programme-cadre de recherche de l'UE (2007-2013), la Suisse a bénéficié d'un retour sur investissement de 2,482 milliards de francs, alors que sa contribution se montait à 2,263 milliards de francs suisses¹⁴⁸. A elle seule, la Confédération dépense environ 7 milliards de francs par an dans le secteur de l'éducation et de la recherche.¹⁴⁹

Il convient de noter que les progrès scientifiques ont commencé bien avant la mise en place des accords de recherche de l'UE. En comparaison internationale, les programmes de recherche de l'UE sont plutôt inefficaces et les résultats sont modestes. Les échanges internationaux et la coopération avec les chercheurs et les institutions de recherche du monde entier sont vertes des éléments essentiels de la science, mais ils n'exigent nullement des programmes de recherche contrôlés par une administration centrale. En outre, depuis le départ du Royaume-Uni, les meilleures universités d'Europe sont désormais situées en dehors de l'UE. Dans le classement de Shanghai (2019), la meilleure université de l'UE, à l'exception des universités britanniques, n'apparaît qu'à la 26^e place¹⁵⁰, et dans le Times World University Ranking (2020) à la 34^e place¹⁵¹. Dans le classement QS World University Ranking (2020), la première université européenne vient au 50^e rang. A titre de comparaison, l'EPF Zurich est à la 6^e place et l'EPF Lausanne à la 18^e place.

Il faut en outre rappeler que l'actuel programme de recherche "Horizon 2020" expirera de toute façon à la fin de l'année 2020. Il n'est donc de toute manière pas possible de mettre fin au programme 13 mois après l'adoption de l'initiative de limitation. Le nouvel accord ("Horizon Europe") n'a même pas encore été négocié. Le 19 décembre 2019, le commissaire européen Hahn a clairement souligné qu'il serait souhaitable que la Suisse participe au programme de recherche de l'UE, ajoutant que l'UE en avait également

¹⁴⁸ Réponse du Conseil fédéral à l'[interpellation 16.3553](#) "Programmes-cadres de recherche de l'UE. La Suisse bénéficie-t-elle vraiment d'un retour financier?"

¹⁴⁹ Entre la période 2013-2016 et la période 2017-2020, les dépenses de la Confédération à ce titre ont augmenté de 1200 millions de francs (cf. vgl. [17.031](#) "Message concernant l'encouragement de la mobilité internationale dans le domaine de la formation pour les années 2018-2020", p. 3095.

¹⁵⁰ <https://www.universityrankings.ch/results/Shanghai/2019>.

¹⁵¹ <https://www.universityrankings.ch/results/Times/2020>.

bénéficié et que cela n'avait rien à voir avec d'autres négociations bilatérales entre la Suisse et l'UE.¹⁵² Non-membre de l'UE, la Suisse ne participe pas à la conception du programme Horizon Europe¹⁵³. Dans son message sur le financement d'une participation suisse aux mesures de l'Union européenne dans le domaine de la recherche et de l'innovation durant les années 2021-2027 (Horizon 2021-2027), le Conseil fédéral a toutefois déjà demandé le 10 mai 2020 au Parlement un crédit de 6,154 milliards de francs.¹⁵⁴

Conclusion : l'UE est évidemment intéressée à un échange avec les excellentes universités suisses. Pour la Suisse, la question est de savoir si la coopération en matière de recherche avec les universités européennes, relativement mal notées, a vraiment un sens ou s'il ne serait pas préférable de travailler plus étroitement avec les meilleures universités du monde, en particulier celles des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne.

8.4. Résultats d'études sur les effets des accords bilatéraux I

Les résultats des diverses études menées sur les coûts et l'utilité des accords bilatéraux sont peu significatifs.

Effets de l'ALCP et des accords bilatéraux I sur le PIB par habitant selon les études menées jusqu'ici

Etude	Perspective temporelle	Objet	Effet annuel sur la croissance du PIB par habitant	Valeur statistique
KOF 2008 Aeppli, Atukeren & Siliverstovs	2002-2007	ALCP	+ 0.09%	pas d'indication
KOF 2015 Graff & Sturm	1992-2014	ALCP	+ 0.18%	non
KOF 2015 Abrahamsen, Sarferaz & Simmons-Süer	2014-2019	ALCP	-0.02%	non significatif ¹⁵⁵
Ecoplan 2015	2017-2035	acc. bi. I	+0.09%	non significatif

¹⁵² [Nouveau Horizon Europe – la Suisse doit à l'avenir payer ce que reçoivent ses chercheurs](#), 19 décembre 2019. Hahn a par ailleurs relevé qu'à son avis la Suisse, la Grande-Bretagne et Israël avaient profité de manière supérieure à la moyenne des fonds scientifiques de l'UE.

¹⁵³ Participation de la Suisse aux programmes cadres européens pour la recherche et l'innovation (Horizon 2020/Horizon Europe), information du SEFRI du 20 mai 2020.

¹⁵⁴ Message sur le financement d'une participation suisse aux mesures de l'Union européenne dans le domaine de la recherche et de l'innovation durant les années 2021-2027 (Horizon 2021-2027) du 20 mai 2020

¹⁵⁵ Dans les modèles mathématiques orientés vers l'avenir, il n'a pas été possible de faire des constats sur la signification statistique des résultats.

BAK Basel 2015	2017-2035	ALCP	-0.002%	non significatif
BAK Basel 2015	2017-2035	acc. bi. I	+0.22%	non significatif

Source: Schwab F., Was hat der Bürger von den Bilateralen (quelle est l'utilité des accords bilatéraux pour les citoyens?)

Résultat: les accords Bilatéraux I n'ont que des effets minimes (<0,2%) sur la croissance du PIB par habitant alors qu'ils ont des inconvénients extrêmement graves en raison de la libre circulation des personnes!

Conclusion : l'UE bénéficie grandement, et dans certains cas même plus que la Suisse, des accords bilatéraux I. Il est évident que le commerce ne s'effondrerait pas si les accords bilatéraux I étaient abandonnés. Les entreprises suisses pourraient continuer d'exporter dans l'UE et dans le monde et d'importer de partout. Les frontières resteraient ouvertes aux entreprises. L'UE a tout intérêt à poursuivre ces accords. Dans le même temps, les effets statistiques des accords bilatéraux I sur la croissance du PIB par habitant sont minimes.

9. La libre circulation des personnes est également critiquée dans l'UE

La libre circulation des personnes a déclenché à l'intérieur de l'UE des migrations permanentes et massives. Les émigrants se rendent dans les pays les plus prospères sur le plan économique où ils gagnent plus que dans leur pays d'origine et où ils bénéficient de généreuses prestations sociales. La crise due à la pandémie Covid-19 a une fois de plus mis en évidence l'importance des frontières. Les frontières sont vitales pour tout pays. Elles limitent la propagation des virus, mais elles limitent aussi le pouvoir et la responsabilité. Lorsque tout le monde est responsable de tout, plus personne n'est responsable de quoi que ce soit. Dans une situation d'urgence, comme c'est le cas avec la pandémie Covid-19, l'Etat national à l'intérieur de ses frontières est l'unique cadre fiable dans lequel on trouve des solutions aux problèmes.

Même le président français Emmanuel Macron entend limiter la libre circulation des personnes dans le cadre de la réforme en cours du droit du travail et imposer une préférence nationale. Ce fut l'une de ses annonces les plus spectaculaires du mois de juin dernier: à côté de la ministre du travail Muriel Pénicaux, Emmanuel Macron a présenté aux partenaires sociaux son plan d'action pour sauver les emplois. Face à l'augmentation du chômage, le président français entend soutenir la priorité des nationaux,

car plus de 95% desdits travailleurs détachés proviennent de l'Union européenne. Interviewée par la radio "Europe 1", la ministre du travail a expliqué en détail la réforme qui vise "à mieux réglementer" la libre circulation des personnes. Parmi les mesures prévues, on relève des restrictions imposées aux entreprises, qui touchent des aides publiques, en matière d'engagement d'étrangers UE. Les travailleurs sociaux doivent avoir la priorité lors de l'engagement, a déclaré Muriel Pénicaud. Les entreprises ne peuvent engager des étrangers UE que si les postes de travail ne peuvent pas être occupés par des nationaux.

La Grande-Bretagne met fin à la libre circulation des personnes

Après la décision formelle de quitter l'UE, le Parlement britannique a décidé en décembre 2019 de mettre fin à la libre circulation des personnes. A partir du 1^{er} janvier 2021, le Grande-Bretagne gèrera donc à nouveau de manière autonome l'immigration sur son territoire. Le nouveau système mis en place protège les salariés nationaux tout en permettant, si nécessaire, le recrutement de personnel hautement qualifié à l'étranger.

Un nouveau système à points règlera le droit d'immigrer et de travailler en Grande-Bretagne. Les immigrants doivent satisfaire à deux exigences principales: ils doivent parler couramment anglais prouver qu'ils bénéficient d'une offre d'emploi pour un poste qualifié. "S'ils satisfont à ces deux exigences, ils se voient créditer 50 points. Pour obtenir un visa de travail, les immigrants doivent totaliser 70 points. D'autres points sont accordés en fonction du niveau des compétences et du salaire et dépendent aussi du fait que l'immigré travaille dans un secteur où il y a pénurie de main-d'œuvre. Actuellement, il s'agit notamment des groupes professionnels des ingénieurs en génie civil, médecins pratiquants, infirmières, psychologues ou danseuses de ballet." ¹⁵⁶

La Suisse doit enfin défendre ses propres intérêts

Malgré l'acceptation de l'initiative contre l'immigration de masse, que le peuple et les cantons ont approuvé pour limiter l'immigration, le Conseil fédéral n'a pas osé, de crainte de mesures de rétorsion de Bruxelles, appliquer la volonté du souverain. Depuis ce scrutin, deux des économies nationales les plus puissantes d'Europe ont modifié leur

¹⁵⁶«[Grossbritannien will seine Grenzen für niedrigqualifizierte Einwanderer schliessen](#)», NZZ, 19 février 2020.

position et n'ont pas hésité à se distancer, au moins partiellement, de cet accord nuisible sur la libre circulation des personnes.

La Suisse en tant qu'Etat souverain serait bien avisée de suivre ces exemples et de défendre enfin ses propres intérêts. Si les citoyennes et citoyens approuvent le 27 septembre prochain l'initiative de limitation, ils donnent au Conseil fédéral le mandat clair et net de régler à nouveau l'immigration de manière autonome. Tout comme la France, la Suisse pourra alors donner la priorité à ses propres salariés. Et comme la Grande-Bretagne, la Suisse pourra continuer de recruter du personnel hautement qualifié à l'étranger.

9.1. La libre circulation des personnes déclenche des tensions sociales

Ces migrations massives de populations provoquent forcément des tensions sociales. Le manque de capacité d'intégration, l'absence de qualifications, l'exploitation des institutions sociales par les immigrants, etc. ont fait déborder le vase. Le malaise généré par la libre circulation des personnes a été illustré de manière impressionnante par le vote sur le retrait du Royaume-Uni de l'UE, donc le BREXIT, que 51,8 % des électeurs ont soutenu le 23 juin 2016. Les sondages post-électorales ont révélé qu'un grand nombre de personnes interrogées ont soutenu la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE afin que leur pays reprenne le contrôle de l'immigration et de ses frontières. D'autres Etats membres de l'UE pourraient suivre l'exemple du Royaume-Uni s'ils respectaient les droits démocratiques fondamentaux de leurs citoyens et autorisaient la tenue d'un référendum.

9.2. Les Etats UE pauvres perdent leurs meilleurs cerveaux: "brain train"

Les pays, qui ont eux-mêmes besoin de travailleurs qualifiés, craignent le départ de ces derniers. La "fuite des cerveaux", c'est-à-dire l'émigration de leurs propres travailleurs qualifiés qui est encouragée par la libre circulation des personnes, laisse des traces profondes dans la structure de l'emploi des pays concernés. Ce phénomène touche principalement les pays de l'est de l'UE. Michael Roth, ministre d'Etat allemand pour l'Europe au ministère fédéral des affaires étrangères, est clair: "Si les réformes en Europe de l'Est ne s'accélèrent pas, les jeunes et les personnes bien formées quitteront leur pays

d'origine pour s'installer à l'Ouest".¹⁵⁷ L'élargissement de l'UE vers l'est a créé d'énormes différences au niveau des performances économiques - mais aussi de l'éducation et des salaires - entre les différents États. La Suisse est particulièrement attrayante, car elle fait partie de l'espace de libre circulation des personnes et verse des salaires exceptionnellement élevés au niveau européen. Il n'y a que dans le petit Etat du Luxembourg que les salaires moyens étaient encore plus élevés en 2018.¹⁵⁸

La libre circulation des personnes a par exemple provoqué l'immigration de médecins roumains en Suisse alors que la population rurale roumaine souffre de plus en plus d'une pénurie de médecins. Les médecins roumains font partie des groupes de médecins qui connaissent la croissance la plus rapide en Suisse. Entre 2014 et 2018, 616 médecins roumains ont fait reconnaître leurs diplômes en Suisse.¹⁵⁹

Conclusion : la libre circulation des personnes perd du soutien dans les pays économiquement forts comme le révèle le BREXIT – notamment parce que la libre circulation des personnes se fait toujours à leur charge et que l'immigration ne va que dans un sens. Les Suisses ne peuvent guère bénéficier de la libre circulation des personnes, car pratiquement aucun employeur européen ne verse des salaires comparables à ceux perçus en Suisse.

10. Modèles de gestion possibles de l'immigration

Il existe plusieurs approches pour gérer l'immigration de manière autonome. Différents modèles sont à la disposition du législateur. L'initiative de limitation offre la possibilité de mettre en œuvre des solutions souples et favorables aux entreprises. Deux variantes sont examinées ci-dessous.

10.1. Le système de contingentement a fait ses preuves

On pourrait notamment imaginer un retour au système de contingentement qui a fort bien fonctionné en Suisse jusqu'en 2007, année de l'introduction de la complète libre circulation des personnes. Ce système fait toujours ses preuves pour la gestion de l'immigration de main-d'œuvre en provenance de pays tiers (non-membres de l'UE). La

¹⁵⁷ <https://www.euractiv.de/section/eu-aussenpolitik/news/deutschland-warnt-osteuropa-reformen-oder-brain-drain/>

¹⁵⁸ Source: OCDE, [salaires moyens](#).

¹⁵⁹ <https://www.zeit.de/2019/18/auswanderung-rumaenien-schweiz-medizinstudium-aerzte-gesundheitswesen> du 29 avril 2019.

Suisse dispose donc de toutes les expériences pratiques nécessaires pour piloter efficacement l'immigration par le biais de contingents et de plafonds, donc sans lourd appareil bureaucratique.

10.2.Système moderne à points

A titre d'alternative au contingentement, la Suisse pourrait évaluer le système moderne à points qu'appliquent avec succès plusieurs Etats comme le Canada (depuis 1967), l'Australie, la Nouvelle-Zélande ou les Etats-Unis.

Dans le système à points, un étranger n'obtient un permis de séjour dans le cadre d'un contingent que s'il réunit un certain nombre de points qui sont attribués selon des critères précis. L'expérience a montré que cette procédure convient de manière optimale à réglementer une immigration conforme aux besoins. Plusieurs économistes confirment ce constat.¹⁶⁰

Un système à points garantit que l'immigration n'est permise qu'aux personnes qui apportent une réelle contribution à l'économie nationale, qui veulent s'intégrer et qui, en raison de leurs qualités personnelles, sont capables de s'intégrer. L'attribution de points ne dépend donc pas seulement du profil professionnel recherché par une entreprise, mais aussi de critères personnels comme les qualifications professionnelles, expériences professionnelles, connaissances linguistiques, rapports avec le pays d'accueil, besoins effectifs de l'économie, etc.

Un système à points présente également le grand avantage de la flexibilité. Les critères peuvent être adaptés en fonction des besoins. Les évolutions négatives peuvent être rapidement corrigées en redéfinissant le type d'immigration qui est économiquement utile et socialement acceptable pour le pays d'immigration. Ce n'est pas le cas aujourd'hui, où toute personne originaire de Bulgarie, de Roumanie ou de tout autre pays de l'UE a le droit d'immigrer en Suisse – alors que des spécialistes hautement qualifiés de pays tiers ne reçoivent souvent pas de permis de séjour, même s'ils ont reçu une offre d'emploi en Suisse.

¹⁶⁰ Réponse du professeur George Sheldon à une question du quotidien "Neuen Luzerner Zeitung" (23.05.2011): "Existe-t-il de meilleurs systèmes que la libre circulation des personnes? Un système à points comme l'applique par exemple le Canada est certainement meilleur. Un candidat à l'immigration se voit attribuer des points selon sa formation, des connaissances linguistiques, sa situation professionnelle et sa capacité d'adaptation. Un tel système est plus objectif et plus facile à gérer que la libre circulation des personnes..."

11. Questions et réponses – les arguments des adversaires

Les réponses à d'autres questions et les rectifications des arguments des adversaires peuvent être consultées sur le site internet

<https://www.initiative-de-limitation.ch/>

"L'association economiesuisse se préoccupe-t-elle du bien-être des Suissesses et des Suisses?"

Non. Economiesuisse défend uniquement les intérêts de la caste des managers et ne tient aucun compte des soucis de la population suisse. Economiesuisse et lesdits "groupes d'intérêt de la société civile" présentent l'approbation des accords bilatéraux comme une question de vie et de mort. En réalité, la seule préoccupation d'economiesuisse est d'offrir aux grandes entreprises la possibilité de recruter plus facilement et plus rapidement de la main-d'œuvre bon marché à l'étranger pour remplacer les salariés suisses qui sont plus chers. En clair, ces milieux cherchent en premier lieu à maximiser les bénéfices des grands groupes industriels au frais de l'Etat social suisse et de l'ensemble de la société.¹⁶¹

L'association economiesuisse est de plus en plus pilotée par des managers étrangers qui se moquent en général complètement du système fédéraliste et démocratique helvétique. Selon un article paru dans la "Handelszeitung" de décembre 2018¹⁶², les dirigeants des grands groupes industriels sis en Suisse sont aujourd'hui en majorité des étrangers: en 2018, 52% d'entre eux étaient étrangers. Un an plus tôt, lorsque les biographies des dirigeants économiques suisses ont été pour la première fois analysées, cette proportion était encore de 49%. Cette enquête portait sur les CEO d'entreprises cotées en bourse de 13 pays. Constat final: il ne viendrait guère à l'idée des Français ou des Américains de laisser autant d'entreprises importantes aux mains de managers étrangers. Ils préfèrent confier les rênes de leurs principaux groupes économiques à des compatriotes – 88% en France et 90% aux Etats-Unis pour ne citer que ces exemples.

¹⁶¹Le 7 septembre 2018, Christoph Blocher a déclaré ce qui suit: "Economiesuisse est aujourd'hui dominée par les grandes entreprises qui, à leur tour, sont fréquemment dirigées par des managers étrangers qui ne connaissent rien à la Suisse et à sa démocratie directe", NZZ du 7 septembre 2018, <https://www.nzz.ch/schweiz/alle-gegen-economiesuisse-ld.1417540>

¹⁶²Handelszeitung, 17.12.2018, <https://www.handelszeitung.ch/management/mehrheit-der-schweizer-konzernchefs-kommen-aus-dem-ausland>.

"Quel est l'importance des PME pour le commerce extérieur?"

En 2016, 90 % des entreprises suisses actives dans le secteur de l'exportation et de l'importation étaient des PME (c'est-à-dire des entreprises de moins de 250 employés). Ils étaient responsables de 45 % des exportations et de 60 % des importations.¹⁶³ Economiesuisse et ses grandes entreprises qui la contrôlent ne représentent donc pas l'économie suisse, mais uniquement une fraction de celle-ci. Et pourtant, economiesuisse ose affirmer que si le peuple suisse dit oui à l'initiative de limitation, ses membres délocaliseraient des milliers d'emplois à l'étranger et devraient renoncer à des centaines de millions de francs de chiffre d'affaires. Des exagérations honteuses dont l'unique but est de semer la panique. Il est en effet dans l'intérêt des deux parties, la Suisse et l'UE, de poursuivre le commerce bilatéral commun.

"Les auteurs de l'initiative et l'UDC doivent maintenant choisir: veulent-ils les accords bilatéraux ou ne les veulent-ils pas?"

Les auteurs de l'initiative de limitation veulent que la Suisse puisse définir sa propre politique étrangère et sa propre politique migratoire au profit du peuple suisse. La question décisive n'est pas de savoir si les initiateurs veulent ou non des accords bilatéraux avec l'UE. La Suisse a conclu des accords bilatéraux avec des douzaines de pays dans le monde entier. Aucun accord bilatéral conclu avec un pays hors UE n'impose la libre circulation des personnes. Il faut en outre rappeler que seuls les accords du premier train d'accords (accords bilatéraux I) sont liés entre eux.

La question est plutôt de savoir quel prix nous, les Suisses, sommes prêts à payer pour maintenir les accords bilatéraux I dans leur forme actuelle. Jour après jour, le peuple suisse doit supporter les conséquences négatives de la libre circulation des personnes pour le marché du travail, les institutions sociales, les infrastructures, la nature, l'environnement et la société.

Si l'UE refuse d'entamer des négociations sur l'abolition de la libre circulation des personnes comme le demande l'initiative de la limitation, le seul moyen qui reste est de résilier l'accord de libre circulation des personnes afin d'en éviter les conséquences négatives pour notre pays.

Même s'il est mis fin à la libre circulation des personnes, l'UE et la Suisse auront toujours la possibilité de maintenir les autres accords bilatéraux I dans le cadre de relations de

¹⁶³ Communiqué de presse de l'Administration fédérale des douanes du 20.07.2019, statistique du commerce extérieur.

bon voisinage. Ce principe est explicitement prévu par l'initiative de limitation et l'UE et notamment les Etats voisins de la Suisse, très influents à Bruxelles, y ont un grand intérêt. Si cette possibilité devait également échouer, alors même l'abolition des accords bilatéraux I serait un mal bien moindre que les conséquences négatives de la libre circulation des personnes.

Les scénarios d'horreur annoncés par les opposants à l'initiative de restriction appartiennent au monde des légendes et sont proprement ridicules. Il faut rappeler que le commerce avec l'UE est principalement basé sur l'accord de libre-échange entre la Suisse et l'UE des années 1970 et sur les accords internationaux conclus dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et non pas sur la libre circulation des personnes ou les accords bilatéraux I.

"L'initiative de limitation menace les accords bilatéraux avec l'UE"

La Suisse a conclu plus de 120 accords bilatéraux avec l'UE. L'accord sur la libre circulation des personnes fait partie du train "accords bilatéraux I" qui comprend sept accords. Ces sept traités sont liés entre eux par la clause dite "de la guillotine". Cela signifie que si l'un des accords bilatéraux I est résilié, les autres accords bilatéraux I deviennent également caducs dans les six mois. Les 120 autres accords bilatéraux ne sont pas concernés.

L'initiative de limitation exige que la Suisse tente d'abord par la voie de la négociation d'adapter le traité sur la libre circulation des personnes d'un commun accord avec l'UE afin que la clause de la guillotine ne s'applique pas. La possibilité d'une renégociation est explicitement prévue dans l'accord sur la libre circulation des personnes. Si l'UE ne fait pas de concession, le Conseil fédéral doit en dernier recours résilier l'accord sur la libre circulation des personnes dans un délai de 30 jours. Toutefois, il n'y a aucune raison de croire que l'UE puisse souhaiter mettre fin aux accords bilatéraux I sans chercher à négocier. Elle est la principale bénéficiaire de ces accords et a un grand intérêt à ce que ceux-ci se poursuivent.

"Le Parlement a présenté une solution dans le cadre de l'application de l'initiative contre l'immigration de masse. Cette solution permet à la Suisse de gérer de manière autonome l'immigration sur son territoire. L'initiative de limitation est donc superflue."

C'est faux. Par crainte de l'UE, le Parlement n'a absolument pas mis en œuvre l'initiative sur l'immigration de masse, c'est-à-dire l'article 121a de la Constitution fédérale qui est

entré en vigueur lors de son adoption de l'initiative par le peuple. En lieu et place, il a retenu ladite "préférence nationale light". Cela signifie que les entreprises d'un secteur où le taux de chômage est supérieur à la moyenne doivent d'abord signaler leurs postes vacants à l'ORP¹⁶⁴. Les données sur les emplois enregistrés sont disponibles pendant 5 jours à l'ORP pour les chômeurs qui y sont inscrits.

Cette lourde machine bureaucratique est cependant inefficace. Seuls 8,3% des chômeurs "nationaux light" ont pu retrouver un emploi. Le taux d'engagement ne serait certainement pas plus bas sans cette machinerie. En outre, les étrangers de l'UE peuvent également s'inscrire auprès des ORP et ainsi bénéficier des offres d'emploi privilégiées. Il n'y a donc pas de véritable priorité pour les chômeurs suisses, puisque les Suisses sont assimilés aux ressortissants UE travaillant en Suisse. La non-application décidée par le Parlement ne conduit pas à une réduction de l'immigration de masse, mais seulement à une augmentation du nombre d'emplois auprès des ORP et à plus de bureaucratie pour les entreprises, puisqu'elles doivent organiser un engagement potentiel en deux étapes.

"Le système de la libre circulation fonctionne bien. Il n'y a aucune raison de la modifier."

Faux. La libre circulation des personnes met en péril le modèle à succès de la Suisse. Elle pose essentiellement deux problèmes. Tout d'abord, l'immigration incontrôlée en provenance de l'UE, qui équivaut à la population d'une ville comme celle de Biel/Bienne en chiffre net chaque année, entraîne des problèmes de plus en plus importants: augmentation du chômage (7,5 % chez les étrangers en 2019), pression sur les salaires, forte proportion d'étrangers vivant des institutions sociales, trains bondés et en retard, routes congestionnées, hausse des loyers et des prix immobiliers, bétonnage de précieuses terres cultivables, pollution de l'environnement, criminalité des étrangers et changement culturel au niveau des directions des entreprises. Deuxièmement, les étrangers peu qualifiés ne quittent plus la Suisse en cas de perte de leur emploi et cherchent à profiter du généreux filet social suisse. Les contribuables suisses, qui travaillent dur, financent donc cette immigration dans notre généreux système social.

Cette immigration massive efface les valeurs et qualités typiques de la Suisse comme la qualité de vie, la sécurité et l'indépendance. Nous autres Suissesses et Suisses, nous

¹⁶⁴ Offices régionaux de placement

sommes étouffés par cet afflux constant et démesuré d'immigrants, dont une forte proportion de personnes mal qualifiées qui s'incrument par la suite dans l'assistance publique. Avec la libre circulation des personnes, nous ne pouvons pas décider nous-mêmes qui peut venir en Suisse et qui peut y rester. Même en période de prospérité économique, cette situation pose des problèmes. Au plus tard lors de la prochaine crise économique, lorsque le chômage augmentera à nouveau, nous ressentirons encore plus fortement les conséquences néfastes de cette mauvaise politique d'immigration.

"Nous pouvons adapter l'accord de libre circulation des personnes si nous avons vraiment des problèmes."

C'est exact. Selon l'article 14 alinéa 2 de l'accord de libre circulation des personnes Suisse-UE, un comité mixte composé de représentants de la Suisse et de l'UE vérifie l'éventuelle existence de problèmes sociaux graves et peut prendre des mesures de correction. Lors de la votation du 9 février, le souverain helvétique a fait comprendre qu'il ne voulait plus de cette politique d'immigration de masse. Cela suffit à constater que le peuple suisse estime que les effets négatifs de l'immigration de masse sont considérés par la population suisse comme des problèmes graves.

En violation flagrante des engagements de droit public que l'UE a prise dans l'article 14 alinéa de l'ALCP, l'UE a strictement refusé d'ouvrir des négociations après la votation populaire de février 2014. En lieu et place, elle a même osé sanctionner la Suisse en l'excluant du programme de recherche "Horizon 2020" alors que notre pays, contrairement à Bruxelles, ne s'est rendu coupable d'aucune violation d'un accord avec l'UE.¹⁶⁵ Seule l'UE ne respecte pas ses engagements.

"L'initiative est inutile. Le marché règle l'immigration: elle est plus forte en de bonnes périodes économiques et baisse lorsque l'économie ralentit."

Faux. Une étude de l'office de l'économie et du travail du canton de Zurich a clairement montré que seul un salarié immigré de l'UE sur cinq est engagé dans une branche où il y a une pénurie de main-d'œuvre qualifiée.¹⁶⁶ Tous les autres travaillent dans un domaine professionnel pour lequel il y aurait suffisamment de travailleurs nationaux. Dans

¹⁶⁵Le Parlement fédéral ayant sagement "appliqué" l'initiative contre l'immigration de masse selon la volonté de Bruxelles, la Suisse est à nouveau associée depuis le 1^{er} janvier 2017 au programme "Horizon 2020".

¹⁶⁶Office de l'économie et du travail du canton de Zurich (2016). [Branches connaissant une forte pénurie de main-d'œuvre](#). Dans quelle mesure l'immigration réduit-elle la pénurie?

ces secteurs, l'immigration a donc pour principal effet de faire pression sur les salaires et de pousser les travailleurs suisses âgés vers le chômage ou l'aide sociale.

En outre, les expériences faites jusqu'ici montrent à l'évidence que les immigrants restent généralement en Suisse même lorsque l'économie ralentit et s'installent confortablement dans le généreux filet social suisse. Un ressortissant UE au chômage touche plus d'argent de l'assurance chômage (ALV) ou de l'aide sociale en Suisse qu'il ne peut en gagner en travaillant dans son pays d'origine. Il n'a donc aucune raison de partir en période de difficultés économiques. En outre, le chômage dans les pays voisins est généralement plus élevé qu'en Suisse dans les périodes difficiles.

Voilà pourquoi l'immigration se poursuit sans relâche, même en période de difficultés économiques. La crise de 2009 en est une preuve convaincante. Voici ce que note à ce propos la Confédération: "Après l'année d'immigration 2009, on a constaté une nette augmentation [en termes d'allocations de chômage versées en Suisse] dans les pays les plus touchés par la crise de l'euro, alors que le chiffre pour les autres pays de l'UE-17/AELE n'a pas augmenté."¹⁶⁷

"La croissance démographique est un avantage pour l'économie suisse."

Ce n'est pas seulement une question de quantité. Seule une croissance démographique saine et qualitative est bénéfique pour l'économie et les institutions sociales. En fin de compte, chaque individu doit pouvoir bénéficier de la croissance économique. C'est pourquoi nous devons recruter des personnes qui apportent réellement une valeur ajoutée à notre pays. En d'autres termes, nous avons besoin d'immigrants qui paient plus, voire au moins autant d'impôts en Suisse qu'ils reçoivent de prestations de notre Etat. Malheureusement, plus les qualifications des immigrants sont faibles, plus longtemps ils s'installent en Suisse¹⁶⁸. Par conséquent, les travailleurs peu qualifiés sont particulièrement nombreux à s'incruster dans notre pays pour bénéficier d'un Etat social bien développé, alors que les professionnels hautement qualifiés ont tendance à quitter à nouveau la Suisse pour profiter de nouvelles opportunités de développement professionnel. Une croissance démographique incontrôlée et excessive est donc néfaste pour le marché du travail, l'Etat social, l'environnement et la société dans son ensemble. Le principe est toujours et partout le même: la modération est préférable à la démesure.

¹⁶⁷ [Effets de la crise de l'euro sur l'immigration en Suisse](#), SECO, mars 2016, p. 7.

¹⁶⁸ "Que coûte l'immigration?", George Sheldon dans *Politique & Economie*, mois suisse 1049, septembre 2017, p. 15.

"Les ressortissants UE s'installant en Suisse sont-ils assurés contre le chômage alors qu'ils ne viennent que de commencer à cotiser à l'assurance-chômage?"

Oui, dès leur premier jour de travail en Suisse, les ressortissants UE actifs sont assurés contre le chômage, même s'ils n'ont encore rien payé ou n'ont payé que quelques francs. En cas de chômage, un étranger de l'UE recevra la totalité des prestations par rapport à son dernier salaire en Suisse après seulement 6 mois de travail.

"L'instauration de la libre circulation des personnes avec les anciens Etats membres de l'UE n'a pas entraîné une augmentation significative des charges des institutions sociales."

Encore une fausse affirmation. Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes de 2008 à 2018, le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale de l'UE en Suisse a augmenté de 41 % (+18 % pour les Suisses). Nous, contribuables suisses qui travaillons durement, devons payer les généreuses prestations sociales dont profitent les ressortissants de l'UE.

Les autorités suisses vont même jusqu'à accorder un permis de séjour à des ressortissants UE sans aucune formation alors qu'elles savent très bien que ces gens tomberont rapidement à la charge de l'aide sociale. Dès qu'un immigrant UE présente un contrat de travail couvrant 12 heures de travail par semaine, la Suisse doit autoriser son séjour.¹⁶⁹

"Nous avons besoin d'une forte immigration pour sauver l'AVS."

L'immigration ne parviendra certainement pas à régler à long terme les problèmes financiers de l'AVS. Les droits à la rente AVS, que les ressortissants UE ont accumulés en Suisse depuis l'introduction de la libre circulation des personnes, auront donc bientôt un impact négatif sur le bilan de l'AVS. En outre, de nombreux immigrants dépendent de prestations complémentaires en raison de lacunes dans les cotisations et d'une épargne vieillesse insuffisante. Là encore, les contribuables suisses devront passer à la caisse. Aujourd'hui, environ un retraité étranger sur trois touche déjà des prestations complémentaires, et la tendance est à la hausse.

¹⁶⁹ Réponse du Conseil d'Etat du canton d'Argovie du 06.12.2019 à l'interpellation Christoph Riner, UDC, Zeihen, du 10 septembre 2019 concernant la durée minimale d'un contrat de travail pour l'obtention d'un permis de séjour B.

Le principal problème de l'AVS réside dans l'augmentation de l'espérance de vie. Il ne peut être résolu par l'immigration, mais tout au plus être reporté à plus tard et il s'aggravera avec le temps. Les baby-boomers suisses (1955-1964) prendront leur retraite dans les dix prochaines années environ, suivis immédiatement par les baby-boomers étrangers.

"Chaque étranger qui immigré en Suisse doit présenter un contrat de travail conclu en Suisse. Conclusion : seules les personnes dont l'économie a besoin viennent en Suisse."

C'est encore faux. D'une part, de nombreux étrangers de l'UE entrent en Suisse avec un permis de séjour de courte durée - jusqu'à un an - pour y chercher du travail. Entre 2012 et 2016, entre 2'730 et 3'170 personnes ont immigré en Suisse chaque année pour chercher un emploi.¹⁷⁰ De plus, même l'existence d'un contrat de travail ne garantit pas que ces personnes travailleront réellement. Si, par exemple, un étranger de l'UE est licencié pendant sa période d'essai, cela ne modifiera pas son permis de séjour de cinq ans, ni son droit aux allocations de chômage. L'assurance chômage est versée dès le premier jour de travail. En outre, une proportion considérable d'immigrants vient en Suisse par le biais du regroupement familial (en 2019, 21,4 % de tous les immigrants de l'UE). Les personnes qui ont un emploi ne viennent donc pas seules, mais font venir leur famille. Et s'ils trouvent un emploi, ils restent et mettent à rude épreuve notre système social. Ils profitent ainsi de la générosité de la Suisse, car celle-ci ne renvoie pas les familles qui ont mis leurs enfants à l'école ici.

"Dans quelles conditions un ressortissant UE peut-il venir en Suisse?"

Par principe, tout ressortissant UE peut entrer en Suisse et y rester jusqu'à trois mois sans permis de séjour. Ni l'entrée ni la sortie ne sont contrôlées. Un permis de séjour est délivré à toute personne qui a un contrat de travail valide prévoyant au moins 12 heures de travail par semaine, qui exerce une activité indépendante ou qui dispose de

¹⁷⁰ Réponse du Conseil fédéral à la question [17.5588](#) «Permis de séjour de courte durée pour les ressortissants UE à la recherche d'un emploi». Il n'existe malheureusement pas de statistique détaillée sur le nombre de personnes en possession d'un permis de séjour de courte durée ou révoqué venu en Suisse pour chercher un emploi et touchant l'aide sociale ou l'aide d'urgence. Dans sa réponse à la question 17.5588, le Conseil fédéral se réfère à une enquête effectuée auprès des autorités selon laquelle les personnes à la recherche d'un emploi quittent le plus souvent la Suisse à leurs propres frais et touchent rarement une aide sociale, une aide d'urgence ou une aide au retour.

moyens financiers suffisants en tant que non-actif. Mais les ressortissants UE ont également droit à un permis de séjour de courte durée (jusqu'à un an) pour chercher du travail, conformément à l'accord sur la libre circulation des personnes.

"La Suisse n'a-t-elle pas besoin de main-d'œuvre étrangère?"

Il est évident que la Suisse a besoin de main-d'œuvre étrangère. Depuis toujours de nombreux étrangers ont cherché une nouvelle patrie en Suisse. La Suisse est sûre et stable. En outre, nous, les Suisses, avons créé une économie florissante et un niveau de vie élevé grâce à notre travail et à nos conditions-cadres libérales. Jusqu'en 2007, nous pouvions contrôler l'immigration de manière indépendante moyennant des contingents. Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes, tout étranger de l'UE, quelles que soient ses qualifications, a le droit d'immigrer en Suisse. La Suisse n'a plus la possibilité de contrôler la quantité ou le type d'immigration en provenance de l'UE. Avant 2007, il était évident que les travailleurs étrangers quitteraient à nouveau le pays en cas de perte de leur emploi. Dans ces cas, le permis de séjour ou d'établissement n'était plus prolongé ou était révoqué. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. En outre, la Suisse n'a pas besoin d'un accord international pour autoriser l'immigration. Elle peut toujours décider elle-même qui elle veut laisser entrer dans le pays. De plus, les conditions de travail en Suisse sont si attrayantes que les personnes hautement qualifiées sont toujours heureuses de venir ici.

"Faute de la libre circulation des personnes, il ne sera pas possible de corriger la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, car cette dernière vient en Suisse grâce à la libre circulation."

Fin 2019, plus de 1'442'000 ressortissants de l'UE/AELE résidaient en Suisse. Si tous ces travailleurs étaient hautement qualifiés, il n'y aurait pas de pénurie aujourd'hui. La réalité est juste inverse, puisque la libre circulation des personnes n'a nullement permis de régler la pénurie de personnel qualifié. Il n'y a rien d'étonnant à cela quand on sait que 30 % des immigrants de l'UE ne viennent pas en Suisse pour travailler, mais pour rejoindre leur famille, pour suivre une formation ou en tant que chômeurs.¹⁷¹ D'autre part, seul un immigrant sur cinq environ immigre en Suisse pour travailler dans une

¹⁷¹ En 2018 42'646 ressortissants UE sont venus en Suisse dans le cadre du regroupement familial (statistique de l'immigration d'étrangers en Suisse, décembre 2018 / janvier 2019, p. 20).

branche où il y a une pénurie de professionnels qualifiés. Le reste des ressortissants UE vient en Suisse pour chercher ou accepter un emploi qu'un Suisse aurait parfaitement pu occuper. Résultat: les Suissesses et les Suisses sont évincés de leur emploi et poussés vers les institutions sociales.

"Les entreprises suisses profitent de la libre circulation des personnes."

Oui, les grandes entreprises bénéficient de la possibilité de recruter de manière incontrôlée une main-d'œuvre bon marché dans toute l'UE. Les coûts de cette cupidité et de cette recherche de profits à court terme doivent être supportés par la collectivité – par exemple, quand ces entreprises licencient leurs employés qui touchent ensuite des allocations de chômage, puis l'aide sociale. Parallèlement, les PME suisses sont durement touchées par la concurrence féroce des faux indépendants venus de l'étranger et entravées tant sur le plan financier qu'administratif par les mesures d'accompagnement. Les seuls coûts salariaux des inspecteurs qui contrôlent le respect du droit du travail s'élevaient à 15,1 millions de francs pour la Confédération en 2018.

"Sans libre circulation des personnes, la Suisse souffrira d'une pénurie de personnel dans le domaine de la santé."

La Suisse peut toujours recruter le nombre de travailleurs étrangers dont l'économie ou le système de santé a besoin. Nous n'avons pas besoin d'un accord international pour cela. Toutefois, il ne faut pas oublier que la forte immigration génère à son tour une augmentation de la demande de prestations de service et d'infrastructures (médecins, personnel infirmier, écoles, routes ou logements). La Suisse serait donc bien avisée de former elle-même les professionnels et les spécialistes nécessaires.

"Si les étrangers se heurtent à des obstacles administratifs au moment d'entrer en Suisse, ils renonceraient à venir dans notre pays et la Suisse perdrait de précieux professionnels."

Faux. Ces exigences administratives existent déjà aujourd'hui pour les immigrants hors UE soumis à des contingents. Néanmoins, nous avons des milliers de spécialistes de pays tiers qui viennent en Suisse et veulent travailler ici. De nombreuses entreprises qui veulent à tout prix de tels collaborateurs les aident à surmonter ces obstacles administratifs.

"Il n'y a pas de rapport entre la criminalité étrangère et l'immigration."

Faux. Il est statistiquement prouvé que l'augmentation du nombre d'étrangers dans une région définie y provoque également une hausse de la criminalité. La proportion d'étrangers parmi les criminels condamnés est largement supérieure à la proportion d'étrangers dans la population totale. L'augmentation du nombre de crimes commis par les étrangers ces dernières années confirme parfaitement ce constat.

"Qu'advient-il des ressortissants UE qui travaillent déjà en Suisse?"

L'initiative de limitation n'a pas d'effet rétroactif. Cela signifie que les étrangers de l'UE qui ont déjà un permis de séjour ou d'établissement en Suisse avant l'expiration de l'accord sur la libre circulation des personnes ne sont pas concernés par cette initiative.
